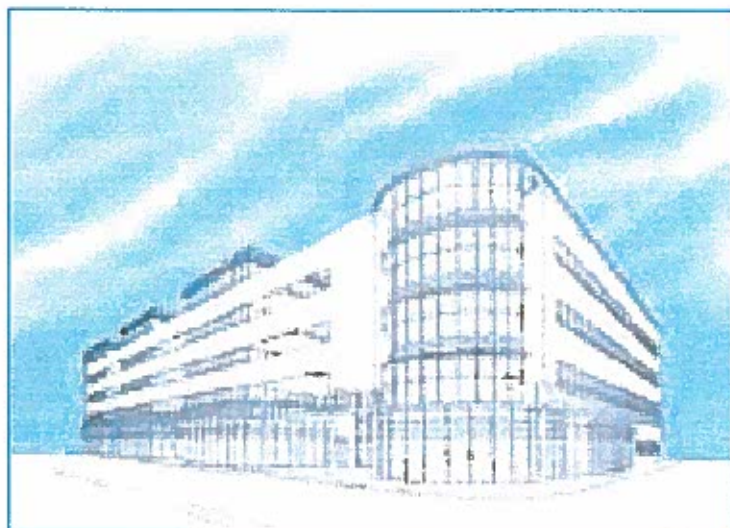




Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement

LES POLITIQUES LOCALES D'ATTRACTION DES ACTIVITES DE SERVICES AUX ENTREPRISES :

ANALYSE DE LA CROISSANCE DES SERVICES AUX
ENTREPRISES ET DES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES AVEC
L'ETUDE DE DEUX AGGLOMERATIONS FRANÇAISES
MOYENNES, TOURS ET ORLEANS



MEROUR Angéline
Magistère 3ème année
Mémoire de recherche 2001-2002

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 001522 6

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont aidée à réaliser ce travail, plus particulièrement Christophe DEMAZIERE, mon directeur de recherche, ainsi que les personnes que j'ai pu rencontrer et qui m'ont consacré de leur temps pour me renseigner et conseiller dans le cadre de ce travail :

- Mr BIANCHINI, directeur adjoint de l'Agence de Développement Economique du Loiret,
- Mme CAPY, chargé de mission au service Développement Economique de la ville d'Orléans,
- MR GOUDEAU, adjoint au maire de la ville de Tours chargé des Grands projets urbains et économiques,
- Mr PINGAULT, chargé de mission à l'action économique à l'Agence de Développement de Touraine,
- Mme PRAK du service Aménagement industriel à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret,
- MR VIELFAULT, directeur du service Aménagement industriel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Touraine.



SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
---------------------	----------

PREMIERE PARTIE :

CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES ET CONSEQUENCES POUR LES VILLES

I. CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES : CONSTAT ET ELEMENTS D'EXPLICATION

A. Présentation du secteur des services aux entreprises	7
1- Définition	7
2- Composition du secteur	8
B. Analyse de la croissance et de la participation des services aux entreprises dans l'économie	11
1- Approche quantitative depuis les années 1960, démarrage de la croissance des services aux entreprises	11
2- Bilan en 1999 de la situation des services aux entreprises au sein de l'économie française	12
3- Une croissance révélatrice de l'importance des services aux entreprises dans l'activité économique	14
4- La localisation des services aux entreprises en France	20
C. Quelles dynamiques à l'origine d'une telle croissance des services aux entreprises?	25
1. Une nouvelle logique : l'externalisation	25
2- La croissance des besoins des firmes en services aux entreprises	27
3- De quels secteurs émane cette demande ?	29

II. LES VILLES FACE A L'EMERGENCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES : METROPOLISATION ET NOUVELLE HIERARCHIE URBAINE

A. Le phénomène de métropolisation	31
1- Approche étymologique et définitions	32
2- Les dynamiques de la métropolisation	35
3- Echelles et temporalités de la métropolisation	41
B. Quel rôle des services, et en particulier des services aux entreprises dans le processus de dynamique métropolitaine ?	42
1- Mondialisation et globalisation : contexte de la métropolisation	42
2- Une tertiarisation des métropoles	44
3- Les services aux entreprises dans la dynamique métropolitaine : vers une nouvelle hiérarchie urbaine ?	46

DEUXIEME PARTIE :

ANALYSE DES SERVICES AUX ENTREPRISES ET DES POLITIQUES LOCALES EN FAVEUR DE CES ACTIVITES SUR LES AGGLOMERATIONS DE TOURS ET ORLEANS

I. LES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS DEUX AGGLOMERATIONS MOYENNES FRANÇAISES : TOURS ET ORLEANS _____ 53

A. Le choix d'une comparaison entre les agglomérations tourangelles et orléanaises _____	53
1- Pourquoi Tours et Orléans ? _____	53
2- L'échelle de comparaison _____	54
3- Présentation et composition des entités territoriales _____	54
B. Présentation des agglomérations tourangelles et orléanaises _____	57
1- Présentation de Tours _____	57
2- Présentation d'Orléans _____	61
C. Analyse des services aux entreprises dans les agglomérations tourangelles et orléanaises _____	67
1- Les services aux entreprises sur Tours et son agglomération _____	67
2- Les services aux entreprises sur Orléans et son agglomération _____	72
3- Bilan : comparaison entre les deux agglomérations _____	75

II INTERVENTIONNISME ECONOMIQUE LOCAL EN FAVEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LES AGGLOMERATIONS DE TOURS ET ORLEANS _____ 81

A. L'interventionnisme économique local _____	81
1- Le développement économique local : quelques repères _____	81
3- Quelles actions pour un développement de la demande et de l'offre de services aux entreprises ? _____	92
B. Quelles actions publiques locales en faveur des services aux entreprises sur les agglomérations de Tours et d'Orléans ? _____	98
1- Les acteurs du développement économique local _____	98
2- Analyse de l'action des acteurs publics face aux services aux entreprises, individuellement et collectivement _____	105
3- L'étude de la CRCI du Centre sur les services aux entreprises : volonté d'une meilleure connaissance de la réalité des services aux entreprises sur le territoire régional, signe d'une prise de conscience de l'importance de ce secteur pour le développement économique avenir _____	115

CONCLUSION _____	109
TABLE DE ILLUSTRATIONS _____	118
BIBLIOGRAPHIE _____	120
ANNEXES _____	123

INTRODUCTION

Ce mémoire de recherche aborde un secteur d'activités en grand développement et au rôle prépondérant pour le devenir des métropoles : les services aux entreprises. Il s'intéresse à cette croissance des services aux entreprises (dynamiques, répartition...) et aux politiques locales menées par les collectivités en faveur de ce secteur.

Si les années 1960 et 1970 furent marquées par le développement des services aux populations et des services publics, les années 1980 ont vu naître de nouvelles activités de services : *les services aux entreprises*.

Le contexte de l'époque (concurrence accrue, internationalisation des marchés, progrès technologique, besoins internes d'organisation et de planification...) ainsi que l'apparition d'un nouveau mode de production, le post-fordisme, basé sur une production flexible et sur mesure de produits sophistiqués de tous types ont favorisé la croissance de ces activités de services aux entreprises. L'expansion considérable de ce secteur d'activités au cours des quinze dernières années repose essentiellement sur une volonté des grandes entreprises industrielles d'externaliser certains services dans le but d'accroître leur productivité, d'une meilleure maîtrise des coûts et d'efficacité. Mais le développement des services aux entreprises est également un moyen important de maintenir, d'accroître et de qualifier l'emploi. Il est donc porteur d'enjeux pour les collectivités locales non seulement pour leur économie mais également pour l'image que dégage l'agglomération.

Concrètement, le développement local des activités de services aux entreprises est-il un enjeu réel pour les politiques locales d'aménagement et de développement économique ? Les décideurs publics locaux ont-ils conscience des enjeux que représentent les services aux entreprises pour l'emploi, le développement urbain... ? Celles-ci évoluent-elles face à l'émergence des services aux entreprises ? En réalité, les acteurs économiques locaux n'ont-ils pas qu'une connaissance partielle et imparfaite du potentiel d'emploi, du développement et de la demande en services aux entreprises ?

Deux axes vont ainsi tentés d'être analysés : la croissance (au niveau quantitatif, temporel et spatial) des services aux entreprises et leur intégration au processus de métropolisation, et les politiques publiques de développement et d'aménagement qui visent directement ou indirectement à attirer ou faire naître sur place des activités de services aux entreprises.

A travers ces analyses, cette recherche vise à appuyer les hypothèses selon lesquelles :

- d'une part les activités de services aux entreprises, qui sont un des éléments constitutifs du processus de métropolisation, se répartissent de manière inégale sur le territoire et entraînent ainsi l'émergence d'une nouvelle hiérarchie urbaine ;
- et d'autre part, les "décideurs publics locaux" qu'il s'agisse des collectivités locales, des services de développement économique... n'ont qu'une connaissance partielle et imparfaite

du potentiel d'emploi, du développement et de la demande en services aux entreprises, dynamique essentielle pour devenir une véritable métropole.

La première partie est consacrée à la croissance des services aux entreprises et à leur rôle dans le processus de métropolisation. Les services aux entreprises se sont développés de manière spectaculaire depuis les années 1980. L'objectif est donc ici de voir comment se traduit cette évolution dans l'activité économique et sur le territoire, et de comprendre quels sont les facteurs à l'origine de cette forte croissance.

Dans un deuxième temps, on se penche davantage sur les rapports entre ville et services aux entreprises en essayant d'appréhender le processus de métropolisation et ses dynamiques, et de voir en quoi les activités de services, et notamment les services aux entreprises sont indissociables de ce phénomène et impliquent d'autre part des changements dans la hiérarchie urbaine.

La seconde partie étudie tout d'abord la situation en matière de services aux entreprises de deux agglomérations, Tours et Orléans. Elle dresse ensuite les grandes lignes de l'interventionnisme économique local et fait un petit bilan avant de voir plus précisément quelles sont les actions en faveur des services aux entreprises.

Enfin, sont analysées les actions mises en place par les acteurs économiques des deux agglomérations pour attirer ou faire naître des activités de services aux entreprises. Dans cette partie, grâce à l'examen de l'organisation même des institutions locales économiques, des catégories d'entreprises auxquelles elles s'adressent et de leur connaissance des stratégies des firmes de services aux entreprises, il s'agira de savoir également si les acteurs économiques ont une véritable connaissance du potentiel d'emploi et de développement métropolitain que représente les services aux entreprises.

PREMIERE PARTIE

CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES ET CONSEQUENCES POUR LES VILLES

I. CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES : CONSTAT ET ELEMENTS D'EXPLICATION

La croissance des services aux entreprises est incontestable depuis les deux dernières décennies. Nous essayerons donc de la quantifier et voir spatialement comment elle se répartit. Ensuite, nous nous interrogerons sur les facteurs actuels qui sont à l'origine du développement de ce secteur.

A. PRESENTATION DU SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

Cette toute première partie a tout d'abord pour objet de définir les services aux entreprises et les diverses activités que ce secteur recouvre. Ensuite, après avoir analysé d'une manière générale leur croissance, nous nous sommes interrogés sur leur contribution au développement de l'activité économique et sur leur répartition spatiale au sein du territoire car les services aux entreprises ne sont pas en avoir des conséquences urbaines.

1- DEFINITION

Les services aux entreprises sont des produits intermédiaires, c'est à dire des services achetés par les entreprises. Ce sont des activités perçues comme utiles à l'organisation, et nécessaires à la mise en œuvre et au management des systèmes économiques.

Plus concrètement, les services aux entreprises regroupent une série d'activités très hétérogènes, répondant principalement à la demande intermédiaire des entreprises et des organisations, et qui permettent de réagir et de s'adapter à un certain nombre de sollicitations ou contraintes (réglementaires, technologiques, sociales, financières...) de l'environnement ou de l'organisation elle-même. Nicole ROUSIER (2000) les définit comme "assurant les interfaces entre production et technologie, production et marchés, production et services publics".

Aujourd'hui, ces services connaissent les taux de croissance les plus importants au sein du secteur tertiaire. Ils contribuent à la diffusion des innovations, donc à la modernisation des firmes. Ils sont ainsi un élément important dans la concurrence non seulement entre firmes, mais aussi et entre villes et entre régions. Aujourd'hui, la présence de services aux entreprises constitue pour un territoire un facteur d'attractivité, d'investissement, de création d'emplois...Et on constate que ce sont les villes les mieux dotées en services aux entreprises qui ont un rayonnement plus large. Ces services semblent se distinguer des autres catégories de services, notamment des services aux personnes en raison d'une concentration spatiale plus forte à l'échelle interurbaine mais

également à l'échelle intra-urbaine, d'une internationalisation plus marquée et d'un rôle important en matière de développement régional (B. MERENNE-SCHOUMAKER, 1998).

2- COMPOSITION DU SECTEUR

Après avoir défini d'une manière assez générale le secteur des services aux entreprises, il est important de dresser un aperçu des activités qu'il englobe. On est alors conduit à reprendre le découpage opéré par l'INSEE.

En France, les services aux entreprises regroupent quatre activités au niveau NES 36 (Nomenclature Economique de Synthèse pour les services) de la NAF (Nomenclature d'Activités Française) :

- les activités de poste et télécommunications ne représentent que peu d'unités (1% du secteur) mais emploient 18% des salariés et participent pour 19% au chiffre d'affaires sectoriel ;
- les services de conseils et assistance dominent le secteur avec 67% d'entreprises dans cette branche, 35% des salariés et plus de la moitié du chiffre d'affaires du secteur (54%) ;
- les services opérationnels arrivent en seconde place avec un nombre également important d'entreprises (32%), de salariés (46%) et 27% du chiffre d'affaires sectoriel ;
- la recherche et développement représente quant à elle le poids le plus faible au sein du secteur des services aux entreprises avec 0.5% des entreprises, 1% des effectifs et moins de 2% du chiffre d'affaires.

Les données sont celles du 1^{er} janvier 2000.

Ces quatre secteurs se décomposent en douze activités qui comprennent elles-mêmes différentes activités. Ainsi au final, le secteur des services aux entreprises regroupe un important nombre d'activités, 47 au total réparties en plusieurs grandes catégories (cf. tableau n°1, page 9).

Ainsi comme on a l'a dit précédemment, c'est une grande hétérogénéité qui caractérise les services aux entreprises puisqu'ils couvrent des domaines très divers : l'innovation, le design, l'administration, la gestion du personnel, les techniques de production, la maintenance, les transports, la communication, la distribution, la publicité, le nettoyage, la sécurité, le stockage... Secteur assez difficile à cerner du fait de l'important nombre d'activités qu'il regroupe, il est également en constante évolution. Le contenu de certaines prestations se transforme, mais de nouvelles prestations apparaissent également, ce qui participe à rendre les frontières floues entre les prestations elles-mêmes et au sein du secteur des services aux entreprises. De plus, les services aux entreprises ne semblent pas s'adresser qu'aux entreprises puisque certains, comme les avocats, concernent également les ménages.

Tableau n°1: Nomenclature économique des activités des services aux entreprises

NES 16	NES 36	NES 114	INTITULE DES ACTIVITES	NAF
EN SERVICES AUX ENTREPRISES	N1 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Activités de poste et de courrier	Poste Nationale	64.1A
			Autres activités de courrier	64.1C
		Télécommunications	Télécommunications nationales	64.2A
			Autres activités de télécommunications	64.2B
	N2 CONSEIL ET ASSISTANCE	Activités informatiques	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z
			Réalisation de logiciels	72.2Z
			Traitements de données	72.3Z
			Activités de banques de données	72.4Z
			Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z
			Activités juridiques	74.1A
		Services professionnels	Activités comptables	74.1C
			Conseil pour les affaires et gestion	74.1G
			Administration d'entreprises	74.1J
		Publicité et études de marché	Gestion de supports de publicité	74.4A
			Agences, conseil en publicité	74.4B
			Etudes de marché et sondages	74.1E
		Architecture, ingénierie, contrôle	Activités d'architecture	74.2A
			Métreurs, géomètres	74.2B
			Ingénierie et études techniques	74.2C
			Contrôle technique automobile	74.3A
			Analyses, essais et inspections techniques	74.3B
	N3 SERVICES OPERATIONNELS	Location sans opérateur	Location de véhicules automobiles	71.1Z
			Location d'autres matériels de transport terrestre	71.2A
			Location de matériels de transport par eau	71.2C
			Location d'appareils de transport aérien	71.2E
			Location de matériel agricole	71.3A
			Location de machines et équipements pour la construction	71.3C
			Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E
			Location de machines et équipements divers	71.3G
			Location de linge	71.4A
			Location d'autres biens personnels et domestiques	71.4B
		Sélection et fourniture de personnel	Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A
			Travail temporaire	74.5B
		Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	Enquêtes de sécurité	74.6Z
			Activités de nettoyage	74.7Z
			Studios et autres activités photographiques	74.8A
			Laboratoires techniques de développement et de tirage	74.8B
			Conditionnement à façon	74.8D
			Secrétariat et traduction	74.8F
			Routage	74.8G
			Organisation de foires et salons	74.8J
			Services annexes à la production	74.8K
		Assainissement	Epuration des eaux usées	90.0A
			Enlèvement et traitement des ordures ménagères	90.0B
			Elimination et traitement des autres déchets	90.0C
	N4 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	Recherche et développement	R&D en sciences physiques et naturelles	73.1Z
			R&D en sciences humaines et sociales	73.2Z

Source : Nomenclature d'Activité Française, INSEE.

Le champ des services aux entreprises rassemble également des activités fortement disparates, notamment en matière de niveau de formation et de qualification. On peut ainsi distinguer au sein des services aux entreprises, des services aux entreprises "courants" et d'autres "stratégiques". Cette classification apparaît du point de vue de notre recherche également pertinente car il apparaît que l'émergence des services aux entreprises, et plus particulièrement les services "stratégiques" est un facteur de développement économique des agglomérations et est ainsi un élément participant au phénomène de métropolisation, processus qui transforme une ville en une métropole capable d'assurer des fonctions de création, de commandement, de contrôle.

Cette distinction entre services aux entreprises "courants" et "stratégiques" interviendra et sera précisé dans la deuxième partie du mémoire consacrée à l'étude des deux agglomérations, Tours et Orléans et aux politiques locales d'attraction.

B. ANALYSE DE LA CROISSANCE ET DE LA PARTICIPATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS L'ECONOMIE

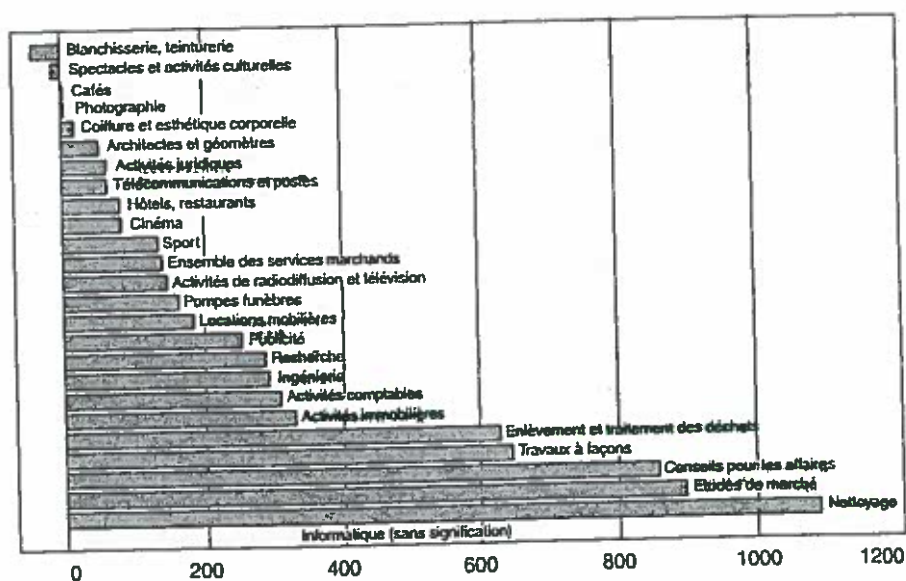
1- APPROCHE QUANTITATIVE DEPUIS LES ANNEES 1960, DEMARRAGE DE LA CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES

La hausse de l'emploi tertiaire depuis 1960 est essentiellement due à l'explosion des "services marchands", branche regroupant les activités immobilières, les services aux entreprises et les services aux particuliers. Les effectifs y ont été multipliés par trois, atteignant presque la barre des cinq millions de personnes en 1999.

Mais la participation à la montée des services marchands a été différente selon les secteurs d'activité. Ce sont les services aux entreprises qui ont participé principalement à l'essor des services marchands avec plus de 60% des emplois créés dans ce secteur entre 1962 et 1996 par les services aux entreprises (cf. graphique n°1).

Graphique n°1 : Les créations d'emplois dans les services entre 1962 et 1990¹

En % du nombre d'emplois en 1962

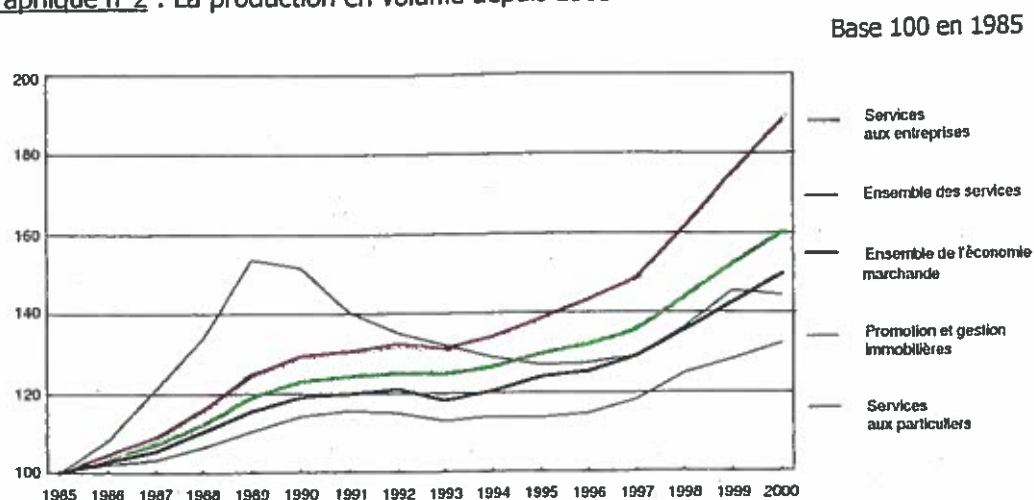


Source : INSEE Première, 1996.

¹ Lecture : entre 1962 et 1990, 1 100 % d'emplois supplémentaires ont été créés dans les activités de nettoyage, 40 % des emplois dans la blanchisserie ont été détruits.

Au regard du graphique précédent, les activités qui ont créées le plus d'emplois sont en effet celles du secteur des services aux entreprises : nettoyage, études de marché....

Graphique n°2 : La production en volume depuis 1985



Source : INSEE Première, 2001.

En effet, depuis les années 1960, le secteur des services aux entreprises a connu une croissance exceptionnelle et la part de ce secteur dans l'économie a progressé de manière spectaculaire. Sa production, en volume a été multipliée par plus de huit depuis le début des années 1960, de sorte qu'elle représentait en 1999 plus des deux tiers de la production des services marchands (cf. graphique n°2).

Au sein de ce secteur, ce sont des activités quasi-nouvelles au début des années 1960, progressivement répandues en France, comme les services informatiques qui se sont particulièrement distinguées. D'autres ont connu un fort développement : les productions des postes et télécommunications et du conseil en information ont été multipliées par douze. Mais d'autres services du fait d'une gestion des facteurs de production de plus en plus externalisée se sont développés : la location de matériel de bureau a été multipliée par vingt cinq, le recours au travail temporaire par dix.

2- BILAN EN 1999 DE LA SITUATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES AU SEIN DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Pour 1999, le secteur des services aux entreprises totalisait plus de 300 000 entreprises, soit près de 11% de l'ensemble du système productif et employait 2 602 000 personnes (19% de l'ensemble des salariés).

Tableau n°2: Chiffres clés du secteur des services aux entreprises en 1999

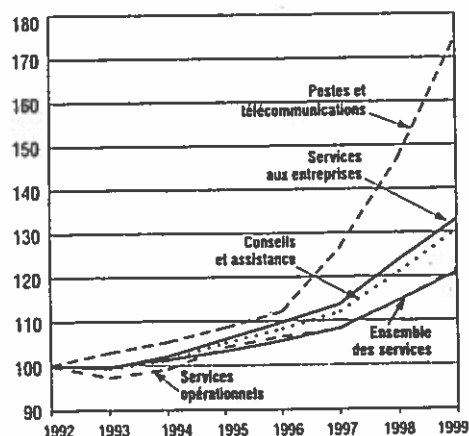
	Nombre d'entrep.	Nombre de personnes occupées	Chiffre d'affaires (KEu)	Valeur ajoutée (MEu)	Entrep. qui investissent (%)	Investis. par entreprise (KEu)
Services aux entreprises	316 705	2 602 224	251 449.5	132 786	50.4	133
- Postes et télécom.	2 069	177 557	34 326	18 782	58.8	4 080.4
- Conseil et assistance	213 653	1 107 709	142 828	66 505	51.0	44.76
- Services opérationnels	76 556	1 246 895	67 871	42 830	54.3	271.8
- Auxiliaires financiers et d'assurance	24 427	70 063	6 425	4 668	32.6	13.9

Source : Insee, 2001.

Secteur de première importance, les services aux entreprises ont dégagé 1 649 milliards de francs de chiffres d'affaires (soit 251.39 milliards d'Euros) et une valeur ajoutée de près de 900 milliards (137 milliards d'Euros), soit 10% du Produit Intérieur Brut français (cf. tableau n°2).

Graphique n°3 : La production en volume de 1992 à 1999

Indice base 100 en 1992



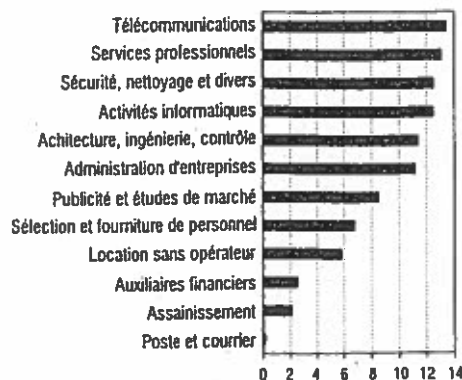
Source : INSEE, 2001.

Ce secteur est aussi un élément moteur de l'économie française depuis plusieurs années. En 1999, les services aux entreprises ont été encore plus dynamiques. Leur production a progressé de 8% pour une croissance du PIB de 2.9%.

La croissance des postes et télécommunications a été particulièrement nette (+ 19%) grâce à la dérégulation des télécommunications. Mais l'échéance de l'an 2000, le développement de l'Internet et la confirmation de la reprise dans l'immobilier ont porté l'évolution des services de conseil et d'assistance (+8%). L'activité a été moins soutenue dans les services opérationnels et ce malgré la forte croissance des services de location sans opérateur (cf. graphique n°3).

En matière d'investissement, les services aux entreprises ne sont pas en reste puisqu'ils constituent un dixième de l'investissement français soit un effort d'investissement de 16%

Graphique n°4 : Les secteurs dominants en termes de chiffre d'affaires



Source : INSEE, 2001.

Mais au sein du secteur, les différentes activités ne participent pas de manière égale au dynamisme du secteur. En 1999, par exemple, les télécommunications, les services professionnels, la sécurité, nettoyage et les activités informatiques...étaient les plus importantes en termes de chiffre d'affaires (cf. graphique n°4).

A la simple vue de ces chiffres pour 1999, on peut déjà constater que ce secteur est un moteur de l'activité économique et cela ne fait que s'accroître et évoluer depuis les années 1980.

3- UNE CROISSANCE REVELATRICE DE L'IMPORTANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le secteur des services aux entreprises, depuis les années 1980 particulièrement, est un élément moteur de l'économie. Avec des parts croissantes dans la production, la création d'emplois, les exportations..., les services aux entreprises font partie des activités les plus aptes à stimuler et générer un développement.

Cette participation au développement et au dynamisme de l'économie est perceptible à trois niveaux : - sa contribution à l'emploi, quantitativement et qualitativement ;

- sa contribution à la valeur ajoutée et à la compétitivité des firmes locales ;
- sa contribution à l'activité exportatrice.

3.1- LA CONTRIBUTION A L'EMPLOI

La contribution du secteur des services aux entreprises à l'emploi revêt une double dimension, quantitative et qualitative. Car s'il est créateur de beaucoup d'emplois, les emplois créés sont en moyenne plus qualifiés et bien rémunérés.

3.1.1- Un secteur créateur d'emplois

Les services aux entreprises constituent un secteur des plus dynamiques en termes d'emplois au sein des services marchands.

Tableau n°3: L'emploi dans les services aux entreprises

Milliers d'équivalents temps plein

	1979		1989		1999	
	effectifs	%	effectifs	%	effectifs	%
Total des emplois	21 687	100	21 974	100	22 220	100
Services marchands	3 107	14.3	3 928	17.9	4 878	22.0
Activités immobilières	200	0.9	286	1.3	326	1.5
Services aux entreprises ²	1 610	7.4	2 175	9.9	2 800	12.6
Services aux particuliers	1 297	6.0	1 467	6.7	1 752	7.9

Source : INSEE, La France des Services (2001)

Regroupant 57% de l'emploi des services marchands en 1999, cette part des services aux entreprises s'est accrue de 5 points en 20 ans, au détriment des services aux particuliers. Ils représentaient ainsi 7.4% de l'emploi total en 1979 et sont passés à 12.6% en 1999 (cf. tableau n°3).

Au sein des services marchands, en 1979, le secteur des services aux entreprises était déjà le principal créateur d'emploi mais l'écart s'est véritablement creusé, et la croissance des emplois dans les services marchands a principalement été tirée par les services aux entreprises.

Par exemple, entre fin 1989 et fin 1999, ils ont contribué pour plus de la moitié aux créations d'emplois dans les services marchands.

La montée des services aux entreprises dans l'économie est visible à travers la croissance des emplois dans ce secteur car il enregistre les taux les plus élevés, bien loin devant les autres secteurs des services.

² Les chiffres en gris sont des chiffres remarquables et souvent cités dans le commentaire accompagnant le tableau. Ceci s'applique à l'ensemble du document.

Tableau n°4: La croissance des emplois dans les services aux entreprises

En milliers

	Variation annuelle moyenne				
	1979-84	1984-89	1989-94	1994-99	1979-99
Total des emplois	-50.7	108.1	-87.3	136.7	26.7
Services marchands	21.0	102.1	55.3	99.3	69.4
Activités immobilières	5.4	11.7	4.5	3.6	6.3
Services aux entreprises	30.1	83.0	48.0	77.0	59.5
Services aux particuliers	-14.5	7.4	2.8	18.7	3.6

Source : INSEE, La France des Services (2001).

Ainsi, entre 1979 et 1999, le taux de croissance annuelle a été de 59.5%. Et de 1994 à 1999, il était de 77%, donc encore très fort. Si au début des années 1990, la croissance des emplois s'est ralentie, elle est repartie à partir du milieu des années 1990 et semble se poursuivre (cf. tableau n°4).

Au sein du secteur des services aux entreprises, ce sont les activités de conseil et d'assistance qui ont créé le plus d'emplois, puis viennent les services opérationnels. Le nombre d'emplois dans les postes et télécommunications est relativement stables. La recherche et développement est le secteur le moins créateur d'emplois.

3.1.2- Des emplois plus qualifiés et bien rémunérés

On a cru que la tertiarisation de l'emploi devait s'accompagner d'une dégradation qualitative des emplois. Or l'évolution a été inverse.

Ainsi les emplois créés dans les services aux entreprises, s'ils sont de plus en plus nombreux, sont aussi plus qualifiés et mieux rémunérés par rapport à d'autres secteurs de l'économie (169 000 francs par an), notamment à ceux de l'industrie. Mais la disparité est importante entre les secteurs. Ce sont les services à forte valeur ajoutée qui emploient en général des personnes plus qualifiées et mieux rémunérées au sein d'entreprises de plus petite taille. Les salariés de l'administration d'entreprises et d'activités informatiques, par exemple, sont les mieux payés (avec un salaire avoisinant les 300 000 francs).

Cette dimension de l'emploi, en particulier dans sa composante qualitative est devenue de plus en plus cruciale à un moment où les ressources humaines sont reconnues comme un facteur de localisation de premier rang pour les services aux entreprises.

3.2- LEUR CONTRIBUTION AU SYSTEME PRODUCTIF ET A LA COMPETITIVITE DES FIRMES LOCALES

Tableau n°5: La valeur ajoutée dans les services marchands

Milliards de francs courants

	1979		1989		1999	
	montant	%	montant	%	montant	%
Total de la valeur ajoutée	2 264	100.0	5 585	100.0	7 881	100.0
Services marchands	602	26.6	1 680	30.1	2 664	33.8
Activités immobilières	208	9.2	618	11.1	995	12.6
Services aux entreprises	284	12.5	762	13.6	1 209	15.3
Services aux particuliers	111	4.9	299	5.4	460	5.8

Source : INSEE, La France des Services (2001).

Les services aux entreprises jouent un rôle stratégique au sein du système productif. A eux seuls, les services aux entreprises concentraient 45% de la valeur ajoutée des services marchands en 1999 et ils ont été les plus dynamiques. Leur part n'a cessé d'augmenter depuis le début des années 1980 (cf. tableau n°5).

Tableau n°6: Croissance de la valeur ajoutée des services aux entreprises

En pourcentage

	Taux de croissance annuel moyen				
	1979-84	1984-89	1989-94	1994-99	1979-1999
Taux de croissance total	2.1	3.1	1.3	2.4	2.6
Services marchands	2.5	3.7	1.2	2.9	3.1
Activités immobilières	2.9	3.4	1.8	1.8	2.9
Services aux entreprises	4.0	5.9	1.0	5.1	5.2
Services aux particuliers	-0.2	0.4	0.5	0.5	0.3

Source : INSEE, La France des Services (2001).

Sur la période 1979-1999, les services aux entreprises ont assuré l'accroissement du secteur des services, avec une croissance annuelle moyenne de 5.2% par an, la plus importante parmi les différents secteurs (cf. tableau n°6). Le dynamisme des services aux entreprises est particulièrement net dans l'accélération de la croissance observée depuis 1997.

Hormis, leur participation croissante à la production, la valeur ajoutée et à l'emploi, les services aux entreprises jouent un rôle primordial dans la compétitivité des firmes. On peut relever un certain nombre de contributions à l'avantage compétitif des firmes (GALLOUJ, 1993):

□ les services permettent une flexibilité accrue du système productif dans son ensemble ;

Les services aux entreprises rendent plus facile l'adaptation de l'offre à la demande pour l'entreprise, également une meilleure coordination entre les flux de biens et d'informations afin que l'entreprise puisse réagir le plus efficacement possible aux fluctuations économiques en en subissant le moins d'effets néfastes.

Dans ce cadre, les services permettent l'anticipation et l'adaptation des firmes au changement. Les services tels que les études de marché... permettent une meilleure connaissance des marchés, adaptation et anticipation aux changements à travers la recherche, l'innovation, la gestion des hommes et des savoirs.

Les services ont également en général un caractère stratégique d'orientation au changement. L'externalisation des services comme leur intégration au système productif, conduisent à des décisions qui impliquent des changements pour l'entreprise.

□ les services permettent une réduction des coûts de production et une croissance de la valeur ajoutée du produit ;

Par de nombreux aspects, la compétitivité des firmes dépend fortement des services aux entreprises. Par exemple, le recours à certains services, leur externalisation pour les transférer à des prestataires externes spécialistes dans le but d'une plus grande efficacité dans le secteur des communications, des transports, de la distribution... peut faire varier de manière importante les coûts et ainsi la valeur ajoutée du produit réalisé par l'entreprise.

□ les services permettent l'innovation et la modernisation des firmes ;

Les services aux entreprises et principalement les services de haut niveau tiennent une place essentielle dans la diffusion du progrès technique, de l'intégration et de l'adaptation de nouvelles connaissances, technologies, savoirs et savoir-faire au sein des firmes dont ils permettent la modernisation. Ils sont des lieux privilégiés de création, de diffusion et d'adaptation des innovations et permettent ainsi de développer et d'intégrer dans l'entreprise de nouveaux outils et méthodes de gestion.

Des services comme les conseils en technologie de l'information introduisent sur le marché des services technologiquement nouveaux ou substantiellement améliorés, ou mis en œuvre des méthodes technologiquement nouvelles pour fournir ces services. Par exemple, en 1997, 42% des entreprises des secteurs de l'ingénierie, études et conseils ainsi que services informatiques et télécommunications, avaient des projets innovants en cours.

□ les services sont le support du développement spatial des firmes ;

Des activités de transport, finance, assurance et plus généralement les services dits de distribution facilitent l'internationalisation des échanges. Ainsi, le développement de ces services réduit les contraintes géographiques qui pèsent sur l'entreprise.

□ *les services constituent par eux-mêmes une source de débouchés importants pour les firmes;*
Les prestataires de services représentent un marché économique important. Ils sont d'ailleurs le marché principal des hautes technologies de télécommunication et des industries de traitement de l'information.

Le rôle d'entraînement des services aux entreprises a été mis en lumière et est aujourd'hui reconnu. L'activité des services aux entreprises s'impose comme un débouché essentiel pour plusieurs branches d'activités. Ils sont consommateurs, par exemple, de nombreux produits des télécommunications, de la presse et de l'édition, de location immobilière comme de l'industrie.

Ces différentes contributions à la compétitivité et l'efficacité des firmes ne concernent pas uniquement les services aux entreprises, mais les services d'une manière générale. Elles montrent bien l'importance accrue de ces services dans la compétitivité des firmes.

3.3- LA CONTRIBUTION A L'ACTIVITE EXPORTATRICE

L'un des enjeux essentiels en matière de services aux entreprises est bien aujourd'hui leur capacité à générer des exportations extra-régionales, aussi bien vers d'autres régions que vers d'autres pays.

Cependant, deux conceptions du rôle des services dans l'économie et les exportations s'opposent fortement. Pour l'une, le rôle des services dans l'économie est faible. L'exportation des services, si elle existe, est réduite et directement dépendante de la position du secteur industriel local.

L'autre considère au contraire que les services, plus particulièrement les « complex of corporate activities » prennent une place de plus en plus importante dans la base économique, notamment des grandes villes. De cette manière, les services, et de plus en plus les services aux entreprises en fort développement, participent au processus de croissance. Ainsi, comme on le suppose, le rôle des services, en particulier les services aux entreprises, est reconnu dans le phénomène de croissance urbaine. Ces derniers tendent à augmenter l'attractivité des zones urbaines et à devenir un secteur montant de la base exportatrice des centres urbains.

Cette conception du rôle des services en général, et des services aux entreprises dans la croissance urbaine et l'économie des villes n'est pas sans conséquence pour la hiérarchie urbaine. En effet si les services aux entreprises se concentrent de plus en plus dans les grands centres urbains (cf. partie suivante sur la localisation) et continuent à générer un phénomène d'attraction en « aspirant » toutes les activités de haut niveau, signe de pouvoir économique, les villes moyennes ont-elles une chance de voir leur position évoluer au sein de la hiérarchie urbaine ou sont-elles condamnées à importer les services dont elles ont besoin et rester des villes de second rang ?

Cette conception est importante car elle permet de comprendre l'enjeu pour des villes moyennes, et donc pour ses décideurs économiques locaux, de se doter de services aux entreprises, et plus spécifiquement de haut niveau afin de pouvoir se positionner à un niveau supérieur, de détenir des fonctions de création, de contrôle... et de donner aux entreprises présentes les moyens d'exercer une activité économique aux niveaux national et international.

4- LA LOCALISATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES EN FRANCE

Dans cette partie consacrée à l'évolution et la répartition spatiales des services aux entreprises, nous nous limiterons à l'aborder uniquement à l'échelle du territoire français, et non pas à l'échelle intra-urbaine. Ce thème a été traité plus spécifiquement et de manière plus complète par Damien LUCAS (2001), P.Y LEO et J. PHILIPPE (1998) ou encore A. AGUILERA (2001).

Au cours des trois dernières décennies, la croissance des services aux entreprises a été incontestable. Si elle est depuis longtemps concentrée dans la région Ile de France, il semble qu'actuellement les écarts entre Paris et les autres aires urbaines continuent à s'accroître excepté la montée de quelques villes sur le marché, encore loin de concurrencer Paris.

Cette question de la localisation et de la distribution spatiale des services aux entreprises devient essentielle au niveau la concurrence qui s'exerce entre les firmes, les régions et de plus en plus entre les villes. En effet, les services aux entreprises apparaissent comme les activités qui sont spatialement les plus concentrées, avec une forte orientation urbaine, en particulier dans les zones métropolitaines centrales.

4.1- UNE HEGEMONIE PARISIENNE INCONTESTABLE

Ce phénomène de forte concentration urbaine des services aux entreprises apparaît particulièrement accentué dans la région Paris - Ile de France. La région Ile de France se caractérise par une taille importante, une diversité fonctionnelle complète et un regroupement sans équivalent de fonctions de haut niveau. Ceci est lié à une concentration du pouvoir politique, financier et industriel affirmé déjà dans le passé.

Tableau n°7: Les chiffres-clés des services aux entreprises dans les sept premières aires urbaines³

	AIRES URBAINES						
	PARIS	Lyon	Marseille- Aix	Lille	Bordeaux	Toulouse	Nantes
Part de l'aire urbaine dans le secteur en France	35.7	4.1	2.8	2.4	1.9	2.1	1.5
% du secteur des services aux entreprises dans les salariés totaux	24.9	20.3	20.8	19.2	20.7	22.4	20.7
Nombre de sièges sociaux	130 808	11 941	10 072	5 512	6 086	6 488	3 998
Nombre d'entreprises représentées	134 149	13 111	10 824	6 122	6 706	7 154	4 527
Nombre d'établissements	145 921	14 282	11 559	6 782	7 255	7 745	4 859
Degré de dépendance (%)⁴	3.9	40.5	40.2	37.4	50.4	53.4	45.1
Nombre d'entreprises de plus de 100 salariés	1 088	83	69	27	19	32	28
Nombre d'emplois totaux	976 511	112 050	77 288	65 148	51 126	57 344	40 241
Nombre de salariés	893 237	103 566	70 150	61 071	46 704	52 695	37 456

Source : L'emploi dans les services marchands, n°24, INSEE 1999.

Aujourd'hui, cette concentration du pouvoir économique est encore vraie avec une concentration de 60% des sièges sociaux des grandes entreprises du secteur des services aux entreprises dans la capitale, et plus du tiers de ses salariés, soit près de 900 000 personnes (cf. tableau n°7).

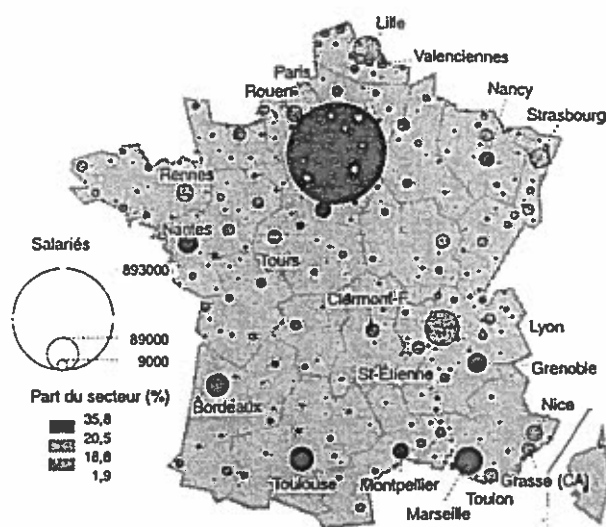
Par exemple, en 1996, on comptait en France environ 1 850 "grandes" entreprises, c'est à dire de plus de 100 salariés. Plus de 1 000 d'entre elles ont choisi de localiser leur siège social à Paris.

Près de 900 000 salariés des services aux entreprises travaillent à Paris. La capitale concentre ainsi 36% des effectifs du secteur et possède autant de salariés dans ce secteur que l'ensemble des 49 plus grandes villes.

³ Aire urbaine : Une aire urbaine est constituée d'un pôle urbain auquel on a agrégé les communes rurales et unités urbaines qui y envoient au moins 40% de leurs effectifs ayant un emploi.

⁴ Part des salariés de l'aire urbaine travaillant dans des entreprises dont le siège est localisé hors de cette aire.

Carte n°1 : Effectifs salariés de l'ensemble des services aux entreprises et part dans l'ensemble du secteur privé



Source : Unedic, 1996.

Mais l'écart entre Paris et les autres villes françaises les plus importantes se creuse rapidement puisque Lyon, qui arrive au second rang, compte 104 000 salariés dans le secteur des services aux entreprises, soit neuf fois moins que Paris.

Tableau n°8: Indices de spécificité de quelques aires urbaines parmi les 19 premières⁵

	PARIS	Lyon	Marseille	Lille	Bordeaux	Toulouse	Nantes
Services aux entreprises	1.26	1.03	1.05	0.97	1.04	1.13	1.04
Postes et télécommunications	0.89	0.81	1.12	0.88	1.22	1.06	1.13
Activités informatiques	1.71	1.12	0.86	0.95	0.95	1.75	1.35
Services professionnels	1.66	1.13	1.06	0.90	1.13	0.92	0.95
Publicité et études de marché	1.64	1.21	1.18	1.39	0.76	1.31	0.97
Architecture, ingénierie, contrôle	1.25	1.20	1.20	0.71	0.83	1.24	1.11
Location sans opérateur	1.09	1.04	1.14	1.11	1.02	0.85	0.94
Sélection, fourniture de personnel	0.85	1.23	0.77	1.15	1.14	0.80	1.06
Sécurité, nettoyage, services divers	1.28	0.98	1.12	0.99	1.15	1.02	1.06
Assainissement, gestion des déchets	0.89	1.06	0.98	1.44	0.76	0.33	1.08
Recherche et développement	0.96	0.72	0.65	0.48	0.80	2.18	0.46

Source : L'emploi dans les services marchands, n°24, INSEE, 1999.

⁵ Lecture du tableau : Lorsque l'indice est supérieur à 1, le secteur est mieux représenté dans l'aire urbaine que dans la moyenne des 19 premières aires urbaines de provinces (Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Nice, Strasbourg, Grenoble, Rouen, Toulon, Rennes, Nancy, Montpellier, Valenciennes, Tours, Grasse, Clermont-Ferrand, St-Etienne).

Les chiffres en gris indique les secteurs pour lesquels les aires urbaines ont l'indice le plus élevé par rapport à Paris.

Toutefois cette domination de Paris varie en fonction des différentes catégories de services aux entreprises. Ainsi la distorsion entre Paris et la province est particulièrement prononcée dans les activités de conseil. Paris rassemble plus des trois quarts des effectifs des études de marché et des sondages, plus des deux tiers des effectifs des activités de conseil pour les affaires ou la gestion et plus de la moitié des services informatiques.

Les services opérationnels (nettoyage, gardiennage, location de biens...) ainsi que les services divers aux entreprises y sont aussi représentés. Seul le secteur du travail temporaire est en retrait (cf. tableau n°8).

De façon générale, la concentration parisienne est plus importante et remarquable pour les services aux entreprises de haut niveau, pour lesquels la qualité et qualification sont plus élevées. A l'inverse, les services aux entreprises plus courants sont répartis de manière plus homogène sur le territoire. Des services comme le travail temporaire, les activités juridiques ou comptables, les postes et télécommunications nationales par exemple sont répartis sur l'ensemble du territoire français.

Il apparaît globalement que les activités de services aux entreprises ont un poids lié à la taille des aires urbaines. En effet, ce sont les plus grandes qui sont toujours les mieux dotées en services aux entreprises. Mais ce lien est très variable selon les secteurs, par exemple le secteur du travail temporaire est peu concentré.

La forte concentration parisienne des services aux entreprises pose la question de la place éventuelle des marchés de province. Si l'on peut voir émerger quelques centres secondaires de services aux entreprises tels que Lyon et Marseille, ils restent relativement peu nombreux et fortement handicapés par la suprématie de Paris.

4.2-QUELS PERSPECTIVES POUR LES AUTRES VILLES FRANÇAISES ?

Il y a une dizaine d'années Paris était déjà la mieux dotée en services aux entreprises parmi les villes françaises, elle l'est incontestablement encore aujourd'hui et l'écart s'est creusé depuis. Les aires urbaines les moins bien dotées au début des années 1980, Lille exceptée, continuent à perdre du terrain.

Cependant, loin derrière Paris, certaines villes importantes de province telles que Lyon, Marseille ou bien Toulouse et Nantes tirent profit de la croissance des services aux entreprises. Après Paris, ces villes possèdent une couverture complète de services aux entreprises. Lyon se distingue d'ailleurs par la couverture la plus complète et la plus homogène. Chaque ville ensuite détient un certain nombre de spécialités avec des secteurs dans lesquels elle compte plus d'entreprises.

Les autres villes moyennes se caractérisent par une part plus faible des services aux entreprises de haut niveau et un noyau de services plus courants comme la comptabilité, l'expertise comptable, la location de main d'œuvre, le nettoyage, le gardiennage, les conseils juridiques et fiscaux... Mais ces services ont toute leur importance car ils sont essentiels à l'économie locale, en particulier pour les PME-PMI et ont connu eux aussi une forte croissance.

Ainsi, l'aspect le plus marquant de la répartition spatiale des services aux entreprises sur le territoire national est bien une concentration et domination de Paris et sa région dans ce domaine et une certaine faiblesse des autres villes. Cet état de fait induit alors pour ces villes de province à la fois une complémentarité et dépendance par rapport à la région parisienne.

Cependant, N. MAY et J. BONAMY (1994) insistent sur le fait que les services aux entreprises dans les villes de province, notamment les métropoles régionales connaissent un indéniable développement. Ceci, bien loin de résorber la différence existant avec Paris diminue le poids relatif de Paris, toujours prépondérant, à l'échelle française.

C. QUELLES DYNAMIQUES A L'ORIGINE D'UNE TELLE CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES?

Face à l'importance prise par les services aux entreprises au sein de l'économie mais aussi en termes d'aménagement avec un développement spatial qui ne se fait pas de manière égale, il est intéressant de s'interroger sur les facteurs et modalités de la croissance de la demande des services aux entreprises.

1. UNE NOUVELLE LOGIQUE : L'EXTERNALISATION

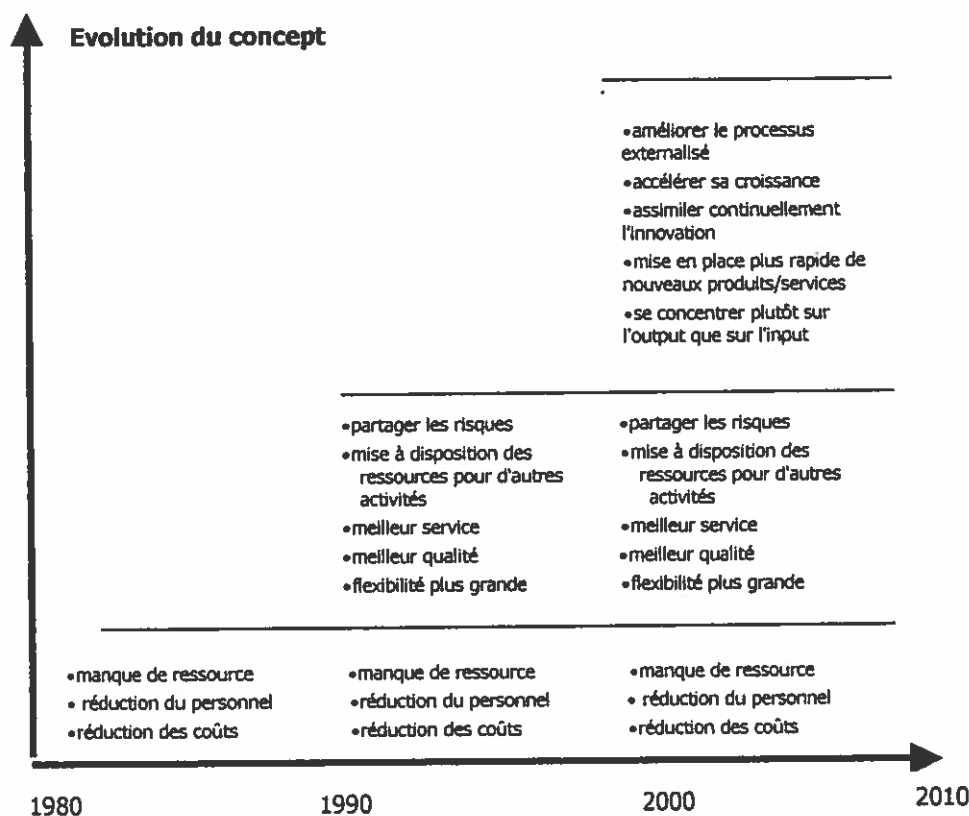
La croissance de la demande en services aux entreprises est un des faits marquants de ces trois décennies passées. Les fondements de cette croissance peuvent se trouver dans un changement des pratiques managériales des firmes. En effet, les entreprises qu'elles soient de type industriel ou tertiaire, utilisent une quantité croissante de services aux entreprises.

De nombreux auteurs ont ainsi cherché à comprendre le processus, les mécanismes qui ont conduit les entreprises à recourir de plus en plus fréquemment aux services depuis les années 1970. Certains d'entre eux l'ont analysée comme le résultat, dans le cadre d'un mouvement de réduction des frais généraux, d'un transfert d'activités auparavant effectuées à l'intérieur des firmes industrielles.

Ainsi, les restructurations qu'a pu connaître l'industrie ont eu comme conséquence majeure l'externalisation de fonctions de services auparavant réalisées au niveau interne de l'entreprise.

L'externalisation est le transfert stable et durable, stratégique ou non, d'un service qui est effectué de façon interne vers un prestataire externe. Concept qui a réellement pris de l'importance à partir des années 1980 aux Etats-Unis et Grande-Bretagne, l'externalisation de services allant du nettoyage à des services informatiques, de conseil, publicité...est souvent motivée pour favoriser la flexibilité et la réactivité des entreprises, améliorer l'accès à des compétences pointues et réduire les coûts. La mondialisation de l'économie, les changements technologiques, la concurrence exacerbée conduisent de plus en plus les entreprises à réfléchir à la nature de leur activité, et en particulier à définir les activités qui constituent leur cœur de métier, c'est à dire pour lesquelles elles possèdent un réel savoir-faire afin de concentrer sur la création d'une véritable valeur ajoutée.

Schéma n°2 : L'évolution du concept d'externalisation



Source : Externalisation des services dans l'industrie : enjeux, pratiques et développement, 1999.

Depuis les années 1980, le concept d'externalisation a évolué. Les entreprises sont passées de la résolution de problèmes tactiques à la recherche de solutions stratégiques qui impliquent de réels changements pour l'entreprise. Elles ne focalisent plus seulement sur la recherche de capacité et de réduction des coûts mais plus sur leur cœur de métier (cf. schéma n°2).

Actuellement, l'utilisation de l'externalisation est en forte croissance. Elle ne semble pas simplement être un phénomène de mode, mais est portée par des facteurs externes tels que le développement des nouvelles technologies, ainsi que la sophistication croissante de nombreux métiers qui oblige les entreprises de ces secteurs à se focaliser encore davantage sur leur métier. Cependant, la France se distingue du reste du monde par son relatif faible recours à l'externalisation. Pour de nombreuses entreprises françaises, la mise en place d'une démarche d'externalisation est perçue comme une perte de contrôle et de pouvoir, un "aveu de faiblesse vis-à-vis de ses concurrents".

Une telle conception relève du modèle d'externalisation simple, où un prestataire de service spécialisé prend en charge de façon intégrale une activité préalablement internalisée, c'est à dire traitée au niveau interne sans que le volume de la transaction soit modifié.

Mais il semble que l'externalisation ne puisse expliquer qu'une faible part de la croissance des services aux entreprises. En réalité, c'est à un changement simultané des besoins et des pratiques managériales que l'on doit attribuer la croissance du recours aux services aux entreprises. Il

convient alors de bien faire la distinction entre le phénomène d'externalisation et d'autre part la croissance des besoins des firmes en services.

Si l'externalisation permet en partie d'expliquer le recours aux services aux entreprises, il doit être couplé à la prise en compte de la croissance des besoins et de la demande des firmes. Le modèle d'externalisation se complexifie car il doit intégrer ce dernier facteur.

Ainsi, si le transfert d'activité est bien l'un des facteurs explicatifs de la croissance des services aux entreprises, il n'explique qu'une part de leur croissance récente. Il faut donc à présent s'interroger sur les motifs de la croissance des besoins de firmes.

2- LA CROISSANCE DES BESOINS DES FIRMES EN SERVICES AUX ENTREPRISES

Des raisons différentes et multiples sont avancées pour expliquer la croissance des besoins et de la demande des firmes en services. Parmi les plus importantes et marquantes, on peut citer:

- le développement des technologies de l'information ;
- l'internationalisation, la globalisation des marchés et les nouvelles formes de concurrence qu'elles engendrent ;
- l'intégration internationale de la production et de la consommation ;
- le processus de concentration du capital ;
- les nouvelles formes d'organisation flexible et le centrage sur les économies de variété (faible standardisation et forte diversification) plutôt que sur les économies d'échelle ;
- la complexité croissante et les mutations toujours en cours de la sphère financière nationale et internationale ;
- la croissance des relations inter-firmes ;
- la croissance de la division sociale et technique du travail ;
- et les évolutions de plus en plus rapides de l'environnement institutionnel.

Toutes ces explications peuvent être classées en trois grandes catégories, qui constituent trois motifs généraux de la croissance des besoins en services : des modifications de l'environnement des entreprises, des changements dans les produits et les modes de production.

2.1- LA COMPLEXIFICATION DE L'ENVIRONNEMENT

2.1.1- La complexité de l'entreprise

Le processus de concentration industrielle, la complexification croissante des organisations et la modification des pratiques des firmes contribuent au développement de la division technique et sociale du travail. Et cette dernière implique alors un besoin de coordination et de contrôle qui pousse au développement des fonctions managériales, techniques et des services.

2.1.2- La complexité de l'environnement

Les nouvelles formes de concurrence, l'internationalisation croissante de l'économie, les pratiques réglementaires et légiférantes des gouvernements contribuent quant à elles à une complexité accrue de l'environnement des firmes, qui fait croître le besoin de services destinés à gérer cette complexité et anticiper les modifications de cet environnement.

Les entreprises agissent dans un monde plus ouvert, avec des acteurs plus nombreux et une concurrence croissante. La constitution d'un marché mondial exposant les entreprises à la concurrence étrangère, et leur ouvrant des perspectives sur les marchés externes, entraîne des besoins de connaissance accrus sur les marchés étrangers et un besoin d'accélération des rythmes d'innovation. Cela induit donc un développement des services d'études, de marché, de marketing...

De plus, le développement de réglementations commerciales, financières..., conséquence de l'augmentation des transactions internationales, a rendu l'espace institutionnel national et international plus complexe aux entreprises, qui ont ainsi des besoins croissants en matière de services juridiques et administratifs.

Mais l'ensemble de ces changements ne sont pas indépendants du développement des nouvelles technologies qui a entraîné une sophistication technologique croissante des produits et des procédés de production, et a ainsi induit une demande de services en Recherche et développement, de maintenance...

Cependant, la distinction entre une complexité croissante interne à l'entreprise et celle de son environnement doit être nuancée car en réalité, elles sont liées. En effet, la complexité interne à l'entreprise est souvent le reflet de la complexité de son environnement. C'est pour faire face à la complexification de leur environnement et aux nécessités accrues de gérer des techniques et des procédures à la fois juridiques, financières et fiscales plus complexes, que les entreprises ont développé leurs structures administratives et accru leur recours à des expertises externes.

André BARCET et Joël BONAMY formulent à cet regard l'hypothèse que *"cette montée des services a été le résultat d'un effet externe (développement des réglementations nécessitant un grossissement de la bureaucratie) et d'un effet interne plus fondamentalement lié aux modifications du système de production..."*.

2.2- DES TRANSFORMATIONS DANS LES PRODUITS

L'augmentation de la concurrence a encouragé les producteurs à être plus sensibles aux tendances du marché et aux désirs des consommateurs. La mondialisation s'est donc traduite par une différenciation des marchés et des produits. On a ainsi assisté à une montée des formes de compétition par différenciation, qui s'ajoutent à la concurrence par les prix.

Découlent de cela d'une part le fait que les services qui accompagnent les produits et qui sont souvent des vecteurs essentiels de la différenciation entre produits prennent une place importante dans la compétitivité des entreprises. De plus, l'entreprise ne peut plus se contenter de définir une

fois pour toutes son produit, elle doit s'adapter à des régions, des populations différentes. L'avantage comparatif dépend ainsi de plus en plus de la rapidité de réponse aux changements des marchés, et de la capacité d'adaptation des entreprises.

2.3- DES TRANSFORMATIONS DANS LES MODES DE PRODUCTION

L'évolution des conditions environnementales et des produits a entraîné des transformations dans l'organisation de la production. On est passé d'un système de production fordiste à un système de production flexible. Aujourd'hui, compte tenu des transformations de l'environnement des entreprises et des produits, la part des opérations manufacturières pour un produit fini tend à diminuer au profit des tâches de services liés à la conception du produit, l'organisation de la production. Les services deviennent donc un élément essentiel de la compétitivité de l'entreprise et sont au centre des nouvelles organisations productives.

Et de plus en plus, des fonctions de services sont intégrées aux unités même de production pour favoriser la rapidité d'adaptation des entreprises.

La sophistication, la complexité et l'internationalisation croissante de l'environnement, des produits et des entreprises conduisent donc à une croissance des besoins de services.

Ainsi, il semble que ce soit une grande hétérogénéité qui caractérisent les facteurs de croissance des besoins et de la demande de services. Mais toute tentative d'explication de la croissance des services aux entreprises doit tenir compte de causalités, d'évolutions à la fois générales, globales comme et d'arguments et conditions particulières aux activités.

3- DE QUELS SECTEURS EMANE CETTE DEMANDE ?

Toutes ces explications sont générales et globales. Elles abordent la croissance des besoins en services aux entreprises aux niveaux national et international en s'appuyant sur de grandes évolutions, mutations qui touchent les structures économiques. Or, il est important de s'interroger aussi sur les branches et secteurs dont émane cette demande en services aux entreprises.

3.1- LA CROISSANCE DE LA DEMANDE EMANANT DES PME-PMI

Si les grandes entreprises jouent un rôle très important sur le marché, les PME-PMI participent de plus en plus au développement du marché local car elles apparaissent comme les principaux vecteurs de création d'emplois et d'une manière générale de développement endogène à l'échelle locale et manifeste une plus grande flexibilité aux nouvelles technologies et aux marchés incertains.

De plus, contrairement à une opinion largement répandue selon laquelle les services aux entreprises seraient principalement demandés par les grandes firmes, il semble que ce soit les

moyennes entreprises et le secteur tertiaire qui constituent les marchés les plus importants pour les services aux entreprises.

Cependant, il faut noter que les PME-PMI présentent aussi des contraintes qui peuvent limiter la croissance du marché des PME en matière de services aux entreprises. En effet, la PME-PMI serait caractérisée par un faible niveau de recours, un recours plus discontinu et un budget moyen par opération limité. Le démarchage commercial serait plus long dans le cas de la PME-PMI.

3.2- LA DEMANDE EMANANT DU SECTEUR TERTIAIRE, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DES ORGANISMES PARAPUBLICS

3.2.1- Le rôle du secteur tertiaire

Le dynamisme des services aux entreprises a souvent été attribué à la demande des grandes entreprises, notamment industrielles, si bien que l'on a négligé le rôle qu'a joué le secteur tertiaire dans l'émergence et le développement d'une demande et d'une offre locale de services aux entreprises. Néanmoins les chercheurs s'intéressent de plus en plus à la demande du secteur tertiaire, en montrant que ce secteur tertiaire constitue l'un des premiers sinon le "premier client" des services aux entreprises. Pour beaucoup de services de haut niveau, il représente le débouché principal. Par exemple, concernant le conseil en recrutement, on constate un fort développement du secteur tertiaire dans la structure de leur clientèle. De plus en plus de sociétés de services font appel au conseil en recrutement.

3.2.2- Les besoins en services des collectivités locales et du secteur public

Malgré le peu de données sur la question des besoins des collectivités locales et du secteur public en matière de services, il semble que ceux-ci jouent un rôle croissant dans le développement des services aux entreprises et qu'ils connaissent une évolution qui laisse présager que ce marché deviendra porteur pour les services aux entreprises.

En effet, la décentralisation de 1982, qui a accru l'autonomie des régions en leur attribuant des moyens financiers, a contribué au développement de la concurrence à la fois entre villes, régions et au sein de l'Europe. Ainsi, les organismes locaux ont du faire face à de nouvelles exigences de modernisation, de productivité et de qualité de services en développant les recours à des prestations d'études et de conseil.

Cependant, si les collectivités locales et d'autres organismes sont des "demandeurs de services", ils sont également des acteurs essentiels quant à l'élaboration et la mise en place de politiques de développement des services aux entreprises visant à stimuler la demande mais aussi l'offre de services. C'est ce que nous verrons dans un chapitre de la deuxième partie consacré aux politiques d'attraction des services aux entreprises.

II. LES VILLES FACE A L'EMERGENCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES : METROPOLISATION ET NOUVELLE HIERARCHIE URBAINE

La croissance des services aux entreprises depuis les années 1980 a été spectaculaire, comme on a pu le voir dans la partie précédente. Conséquence en partie de changements du système productif, et principalement du passage d'une économie industrielle à une économie de services, elle est ainsi le reflet d'une tertiarisation des économies urbaines et une des dynamiques d'un phénomène plus large touchant les centres urbains : la métropolisation.

L'objet de cette partie est de tenter de définir le phénomène complexe de métropolisation, d'analyser les forces et dynamiques à l'origine de ce processus, de montrer notamment que les services aux entreprises en sont un élément moteur et enfin de voir que la métropolisation a des implications sur le territoire et en particulier qu'elle conduit à une possible remise en cause de la hiérarchie urbaine.

A. LE PHENOMENE DE METROPOLISATION

"En France, c'est la politique d'aménagement du territoire qui a mis la question métropolitaine à l'ordre du jour dans les années 1965-1970, avec le programme des métropoles d'équilibre qui visait à restructurer et à renforcer l'armature urbaine du territoire national" (ASCHER, 1995).

Mais le terme de métropolisation est véritablement apparu dans les milieux scientifiques à la fin des années 1980, dans un contexte de mondialisation, de globalisation croissantes et de transformations majeures déjà bien engagées des systèmes productifs, notamment le dépassement du système fordiste, avec des préoccupations centrées sur les avantages des grandes villes.

Le succès et développement de ce terme vont encore de pair avec de nombreuses et profondes ambiguïtés quant à ses traductions et ses interprétations. Bien qu'aujourd'hui, quelques éléments de synthèse soient parus, les termes de métropoles et de métropolisation ne semblent pas encore faire l'objet d'une définition unique et approuvée, d'un accord unanime sur les implications des processus qui les sous-tendent et sur le contenu précis des concepts. La métropolisation est donc une thématique qui cache en réalité des attentes et des démarches très différenciées, souvent même contradictoires.

1- APPROCHE ETYMOLOGIQUE ET DEFINITIONS

1.1- ETYMOLOGIE DU TERME

"Métropolisation" a pour racine un terme très ancien, "métropole" (mêter-polis). On sait depuis longtemps ce que désigne le terme de "métropole" : c'est la "ville-mère" d'une armature urbaine ou d'un réseau urbain, c'est-à-dire une cité qui a donné naissance à d'autres villes. Selon l'étymologie gréco-latine, la métropole correspond à une forme urbaine généralement de grande taille issue d'un noyau initial. Le terme renvoie également à l'idée de régulation, de norme, de domination. On retrouve d'ailleurs ces notions dans le concept historique de la métropole et dans ses rapports qu'elle entretient avec les colonies qu'elle régit.

Dans le passé, la notion de métropole a longtemps été indissociable de la notion d'empire car au cours de l'Histoire, il n'y a jamais eu de métropole sans empire. Toutefois aujourd'hui, ce lien a évolué, notamment en raison de l'évolution de l'emploi même du mot empire que l'on voit apparaître davantage dans des expressions comme "empire industriel" ou "empire financier" et qui fait plus référence aux réseaux qu'au territoire. Les sièges sociaux de ces empires se concentrent en réalité dans un très petit nombre de très grandes agglomérations telles que Tokyo, New York, Londres, Paris..., ces "villes globales" comme les a surnommées S. SASSEN. *"L'identification des nouvelles métropoles" conduit directement sur la piste de ces "nouveaux empires en réseaux."* (MORICONI-EBRARD, 2001).

Le mot métropolisation se compose de la racine "métropol-" dont nous venons de voir la signification et d'un suffixe "-isation". Ce suffixe fait référence au processus. En analysant le mot, la "métropolisation" désigne donc un processus. Si certains espaces géographiques deviennent des métropoles, alors il existe un processus qui les a conduit à cet état : la métropolisation.

1.2- L'ABONDANCE TERMINOLOGIQUE

Actuellement, le terme même de "métropolisation" ne semble pas encore faire l'unanimité pour désigner cette nouvelle réalité territoriale et urbaine. Ce foisonnement terminologique témoigne cependant à la fois d'une attention collective à la nouveauté territoriale mais aussi de flou et de confusion sur le terme même. Qu'il s'agisse de la "métropole" comme F. ASCHER (*Métapolis ou l'avenir des villes*, 1995), de la "ville globale" (*La ville globale*, 1996) par S.SASSEN, de "métropole éclatée" par J-P LUGNIER (*Propagation des forces et recompositions territoriales*, Colloque CREPPRA, 1996) ou d'"aire métropolitaine éclatée" comme J-P VOLLE (*Ville et région. Approche de la question urbaine en Bas-Languedoc*, 1996), de "société d'archipel" par J. VIARD (*La société d'archipel*, 1996) ou encore de "ville émergente" par les services de recherche du Ministère de l'Équipement (*Séminaires La ville émergente. Forces et valeurs des territoires contemporains*) ..., tous ces termes semblent nommer un même phénomène : un nouveau stade de la croissance urbaine, une nouvelle réalité urbaine.

1.3- DEFINITIONS, VERS UNE MULTIPLICITE

Une enquête internationale sur le concept et les formes de la métropolisation (base du livre "Métropolisation : Croissance, diversité, fracture", LACOUR, PUISSANT, 1999) dont l'idée est née lors d'un séminaire organisé par l'IERSO⁶, sous l'égide du GDR "EVER" et qui s'adressait à des spécialistes du fait urbain et des dynamiques urbaines (universitaires et chercheurs) a permis de mettre en lumière le caractère polymorphe et polysémique du concept, variant notamment en fonction des disciplines académiques, des cultures et des origines géographiques.

Mais la communauté scientifique internationale est relativement unanime pour considérer la métropolisation comme un ensemble de processus dynamiques qui transforment une ville en une métropole. On emploie d'ailleurs aussi le terme de "*dynamique métropolitaine*". C'est un moment de la croissance urbaine ou une phase du développement urbain. La métropolisation est un processus directement lié à la mondialisation. Elle est un phénomène global, mondial. Elle touche ainsi l'ensemble des territoires et désigne un changement quantitatif et qualitatif du processus d'urbanisation qui a marqué les cinquante dernières années. Cependant, cette approche du concept de métropolisation reste très générale.

C'est en France que le terme de métropolisation a été plus précisément défini. Il est d'ailleurs principalement un concept européen-centré et désigne "*l'accentuation des mouvements de concentration et de polarisation des activités et des richesses dans les villes, en particulier les plus grandes d'entre elles*" (LACOUR, 1993 ; MAY, 1999).

Cette dynamique métropolitaine peut être caractérisée de trois manières (LACOUR, PUISSANT, 1998).

- Il est dit tout d'abord que la dynamique métropolitaine est l'ensemble des processus qui assurent le passage de l'état de ville à celui de "métropole" et qui transforment une métropole traditionnelle en une unité de nature différente, ville européenne, ville internationale, ville mondiale.
- La dynamique métropolitaine est ensuite l'ensemble des processus qui favorisent la concentration, le commandement, la création et la coordination d'activités en quelques lieux limités.
- Enfin, elle conduit à privilégier l'ensemble des mécanismes qui produisent et valorisent l'accumulation, la polarisation et les externalités positives comme négatives.

On peut ajouter qu'au niveau spatial, elle se traduit par un étalement urbain, une dispersion des centres, un accroissement des mobilités et des échanges et surtout un accroissement des distances parcourues. La métropolisation est perçue comme une extension, une "dédensification" des centres. Celle-ci se traduit par la décentralisation des activités et des logements, le desserrement de l'urbanisation ainsi que la déconcentration des fonctions. La logique dominante est alors celle de « l'extériorisation » du centre, le développement des formes de polycentralité par un mécanisme de substitution où certaines fonctions partent en périphérie des grandes villes ou sont maintenant présentes dans les villes moyennes. Le foncier et l'automobile jouent évidemment

⁶ L'IERSO est l'Institut d'Economie Régionale du Sud-Ouest, à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

un rôle essentiel dans ces mécanismes qui nous conduisent à relire et comprendre l'anatomie de la métropole.

Définir ce qu'est la métropolisation appelle à s'interroger sur ce qu'est le résultat de ce processus, la manière dont il se concrétise spatialement : la métropole.

La métropole est la spatialisation du processus de métropolisation, son résultat dans l'espace. Elle désigne un pôle de concentration des activités et des hommes qui affirme son rayonnement sur un espace élargi. Aujourd'hui, la mise en concurrence des territoires qu'induit la métropolisation pousse toutes les agglomérations à prendre position dans le concert des métropoles.

Selon C. LACOUR (1998), les métropoles sont des *"ensembles urbains complexes marquées notamment par la polynucléarité, la fonctionnalité"*. Les notions de centre et de périphérie s'estompent au profit d'un ensemble aggloméré, polyfonctionnel et complémentaire.

La métropole est donc autre chose qu'une ville, c'est un système urbain, un point nodal de concentration, de diffusion, de circulation et de forte productivité.

Mais la métropole est indissociable de deux critères que l'on retrouve fréquemment dans ses définitions : sa population et ses fonctions économiques.

Tout d'abord, le nombre d'habitants a toujours été la première variable par laquelle on appréhende le fait urbain. La métropolisation ne déroge pas à la règle. Il est généralement admis qu'une "véritable métropole" doit atteindre les deux millions d'habitants. Cependant, existe-il un seuil critique pour prétendre être une métropole ? La notion de masse est-elle déterminante ? Faut-il dépasser le seuil des deux millions d'habitants pour pouvoir dire d'une ville qu'elle est une métropole ? Ce critère de population paraît actuellement insuffisant pour définir une métropole.

En réalité, une métropole, *"c'est un ensemble de fonctions supérieures, spécifiques et spécialisées"* (LACOUR, 1998). Elle se caractérise et se définit davantage par les fonctions qu'elle exerce. Pour être métropole et donc être attractive pour les investisseurs, une ville ou une agglomération se doit de développer des fonctions de commandement qui vont du tertiaire supérieur, aux services, aux entreprises en passant par la haute technologie. Ces activités doivent être rares, recherchées, stratégiques, à forte valeur ajoutée pour susciter l'implantation d'hommes et d'activités.

Après avoir tenté rapidement de définir ce phénomène et de découvrir les réalités qu'elle recouvre, on entrevoit une notion importante: la métropolisation n'est pas un état, mais un processus (comme le rappelle l'analyse du terme) où s'exercent, s'intègrent et s'emboîtent plusieurs mécanismes. Elle se définit par une dynamique.

"La métropolisation n'est pas perçue comme un état mais comme un processus relevant des mécanismes de la croissance urbaine et des mutations contemporaines des systèmes productifs" (LACOUR, PUISSANT, 1998).

Aujourd'hui, le processus de métropolisation désigne des évolutions du rapport entre dynamiques économiques et urbanisation. Ce processus traduit les répercussions des transformations de l'organisation productive sur le développement des villes, du fait de la généralisation des NTIC (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) et de l'internationalisation des modes de financement, des stratégies des firmes et des échanges commerciaux. Dans la deuxième partie (II), nous approfondirons ce point en montrant en quoi les transformations du

système productif, et plus spécialement la tertiarisation de l'économie a également concerné les villes et a ainsi participé au processus de métropolisation.

1.4- LA METROPOLISATION : UN RENOUVELLEMENT DES DEBATS SUR LA VILLE

On peut noter une faveur, largement partagée ces dernières années, pour des travaux concernant la ville et la croissance urbaine : on doit ce regain d'intérêt essentiellement à l'attention que l'on porte à la métropolisation car *"c'est bien par elle, en grande partie que se renouvelle et s'organise le débat sur les métropoles et leur devenir"* (LACOUR, 1998). Claude LACOUR a également écrit dans *"La métropolisation ou la ville oubliée"* (1993) que *"la métropolisation permet de retrouver la ville", de porter un intérêt à l'analyse et aux politiques urbaines et de revenir sur le destin des métropoles*.

Mais le nouvel intérêt pour les métropoles et le succès de la métropolisation tiennent à deux constats unanimement partagés : celui de la croissance urbaine confirmée et accélérée des grandes agglomérations et la concentration permanente de fonctions dites supérieures dans des villes de grande taille, phénomène qui provoquerait ou accentuerait une pauvreté et une précarité croissantes.

Le renouveau du débat sur la métropolisation conduit aujourd'hui à se poser plusieurs questions :

- la métropolisation s'inscrit-elle dans le prolongement de la croissance urbaine, en est-elle une forme particulière, un nouveau stade ou au contraire, traduit-elle un phénomène singulièrement différent de tendances connues ?
- la métropolisation n'est-elle pas aujourd'hui dépassée, ne laisse-t-elle pas la place à une autre réalité urbaine : la "métapolisation" (ASCHER, 1995) ?
- les phénomènes et les processus qui seraient constitutifs de la métropolisation ne concerneraient-ils que les grandes villes ?
- quelles sont ces dynamiques de la métropolisation, qui expliqueraient quant l'absence de certaines d'entre elles des villes soient exclues de ce processus ?

En laissant ces questions en suspens, il est indispensable, pour compléter et comprendre le phénomène de métropolisation, de voir et d'analyser les dynamiques à l'œuvre qui rendent possible la métamorphose d'une ville en « métropole ».

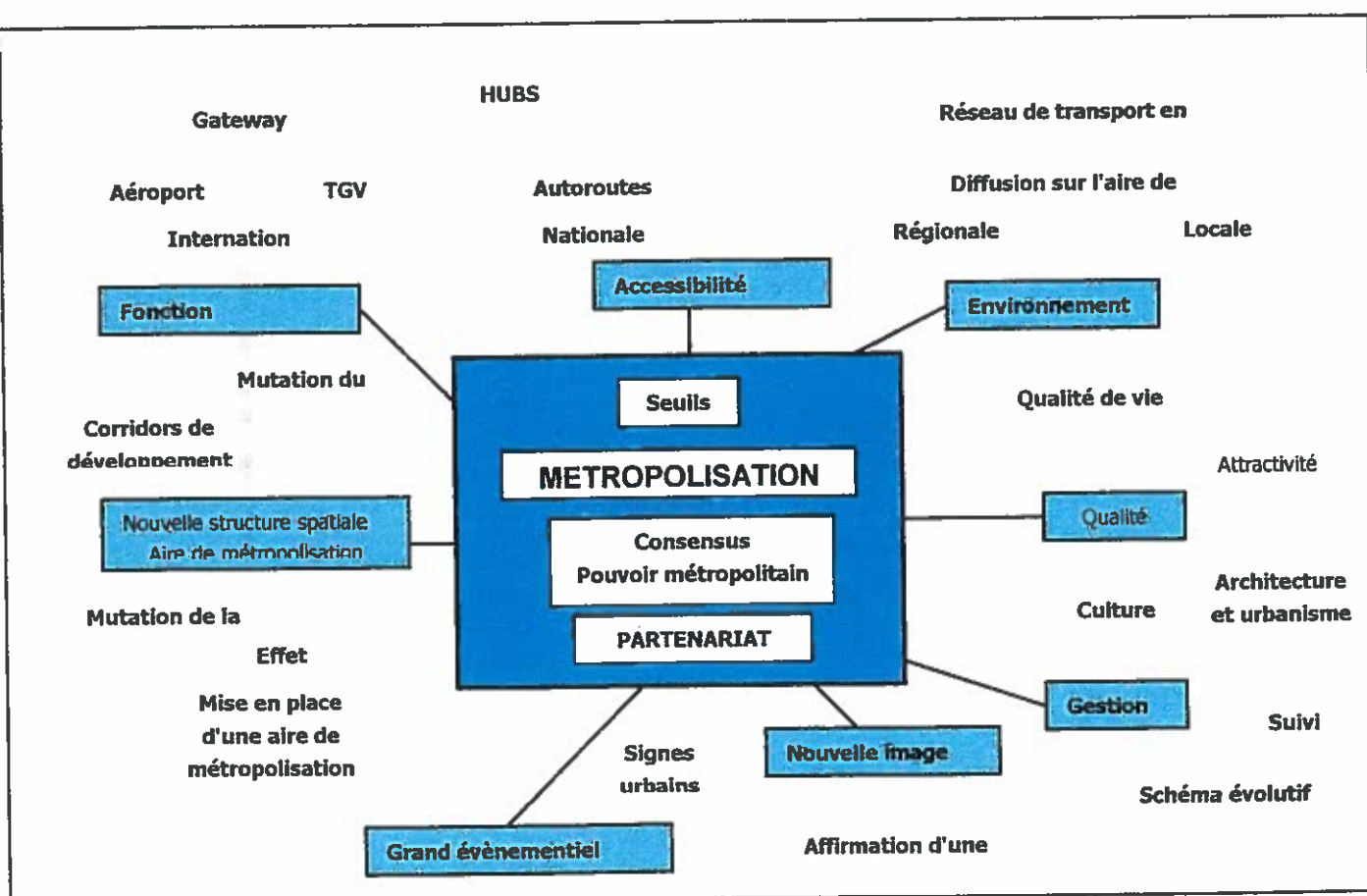
2- LES DYNAMIQUES DE LA METROPOLISATION

Cette réactualisation et renouveau du débat concernant les métropoles et leur devenir se nourrit aussi de tout ce qui explique cette nouvelle dynamique métropolitaine.

2.1- LES DIX DYNAMIQUES DE C. Gachelin

La métropolisation n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte de facteurs déclenchants, de dynamiques, de conditions initiales en lien avec des effets de seuils : haut niveau d'intégration des activités "informationnelles", capacité d'insertion dans les réseaux mondiaux et place dans les stratégies des firmes internationales, accessibilité généralisée... En effet, C. GACHELIN (1992) écrit : *"l'apparition du processus de métropolisation est liée à la réalisation d'un ensemble d'actions déclenchant des effets de seuil qualitatif et quantitatif (investissements dans l'immobilier d'entreprise, les infrastructures aéroportuaires, mutations des universités...)"*.

Schéma n°3 : Les dynamiques de la métropolisation



Source : ENVAR, C.GACHELIN, 1992

Ce dernier distingue dix dynamiques simultanées à l'œuvre dans les processus de métropolisation (cf. schéma n°3) :

□ *les effets de seuil⁷*

L'apparition du processus de métropolisation est liée à la réalisation d'un ensemble d'actions et notamment d'investissements, déclenchant des effets de seuil qualitatifs et quantitatifs (surface disponible en immeubles de bureaux, hôtels, aéroport...).

□ *le choix de la qualité*

Ce processus de métropolisation s'accompagne d'un choix décisif dans le sens de la qualité : c'est l'investissement de haut de gamme qui fait la métropole. Cela se traduit, par exemple, à travers une qualité architecturale de la ville, de ses zones d'activités. Il en est de même pour la qualité de l'offre culturelle et celle de l'habitat et du cadre de vie car la qualité de vie et son coût d'accès représentent un des facteurs les puissants d'attractivité, donc d'émergence d'une agglomération en tant que métropole.

□ *une nouvelle image urbaine à créer*

Le démarrage du processus est souvent le signe d'un renouveau urbain avec une opération d'urbanisme emblématique qui devient le nouveau symbole de la ville. Devenir une métropole passe aussi par un changement d'image de la ville. Ceci a été le cas à Gênes avec le réaménagement du front de mer ou actuellement à Cardiff avec l'aménagement d'un quartier d'affaires à Cardiff Bay.

□ *l'accessibilité : un facteur décisif pour le développement de la fonction internationale, la fonction d'affaires et celle de congrès*

L'existence d'infrastructures importantes de transport comme celle d'un aéroport moderne est la clef, selon GACHELIN, de la métropolisation. En effet, la présence d'un aéroport crée la fonction de "porte d'entrée" toujours associée à la fonction internationale. Elle joue un rôle d'importance dans la nouvelle structure spatiale de la ville. Ceci doit également être conforté par un carrefour autoroutier et la desserte de la ville par TGV, qui sont aussi des investissements décisifs.

□ *la fonction internationale*

La métropole est une ville internationale. Dépendant de l'accessibilité de la ville aux échanges internationaux, cette fonction est majeure tant au niveau des affaires internationales, du rôle culturel, de l'image...La métropolisation passe donc par une reconnaissance au niveau international.

□ *la mise en place d'une nouvelle structure spatiale*

Elle passe par l'évolution des fonctions et de l'image du centre, la mutation rapide de la périphérie, devenant un espace de localisation pour des activités de haute valeur ajoutée, l'organisation de l'espace en fonction de rocade qui sont le lieu d'implantation des zones

⁷ Effet de seuil : on parle d'effet de seuil lorsque l'existence d'un seuil provoque une modification du comportement des agents économiques et entraîne le déclenchement d'un mécanisme.

d'activités et de nouvelles zones d'habitat, et enfin le rôle des transport en commun notamment le métro dont l'extension suit ou précède l'extension urbaine.

C'est ainsi que se créent des "aires métropolitaines" de plusieurs kilomètres.

☐ *la capacité à gérer le grand évènementiel*

Les congrès, les évènements culturels majeurs, les grandes manifestations commerciales... ne sont des facteurs de métropolisation que si la ville sait en assurer la gestion et la promotion pour en faire un facteur de développement. La transformation de la métropole en ville attractive et touristique est aussi un des vecteurs de la métropolisation.

☐ *l'émergence d'un pouvoir métropolitain*

La métropolisation ne se fait pas sans consensus et apparition d'un pouvoir métropolitain formel ou informel. Ce consensus se traduit par la création d'une structure métropolitaine couvrant la ville et l'aire métropolitaine.

☐ *les dynamiques*

Le développement de la métropole est multifonctionnel. Les dynamiques de la métropolisation sont marquées par d'une part le rôle déterminant du partenariat public-privé, souvent fortement structuré et d'autre part, la mutation décisive de l'Université dans le sens de son implication dans le développement.

☐ *la gestion de la métropolisation*

La gestion de la métropole doit être conçue et mise en œuvre en même temps qu'est effectué le développement.

Cependant, au delà de ces dix dynamiques de la métropolisation proposées par GACHELIN, il est nécessaire d'aborder et de préciser certaines forces qui animent le processus de métropolisation, qui ne sont qu'implicitement citées par GACHELIN.

2.2- LA DYNAMIQUE EXPLIQUEE PAR LA TAILLE ET LES FONCTIONS DES METROPOLES

Lorsqu'il est question des villes concernées par le processus de métropolisation, il s'agit plutôt d'entités de grande taille qui dépassent le million d'habitants. Mais cette problématique d'une dimension critique nécessaire est controversée. La métropolisation renverrait moins à la taille de la ville, mais davantage à des propriétés, des attributs, des types de fonctions et d'accumulation d'activités, de réseaux... Ainsi, ce "seuil" qui permettrait d'entrer en phase de métropolisation est remis en cause, notamment lorsque l'on change d'échelle territoriale car si l'on parle New York ou bien Londres comme de Lille, Toulouse ou bien Nantes, on parle bien de "métropoles" mais à des échelles différentes, l'une mondiale, l'autre régionale. Le démarrage du processus de métropolisation dépendrait aussi des environnements et des contextes urbains nationaux.

Tout en nuanciant ce propos, la grande dimension des métropoles constitue une des forces du processus de métropolisation parallèlement aux fonctions exercées par ces villes. En réalité, c'est la conjonction de tout un ensemble de ressources complémentaires qui rend possible et donne naissance au phénomène de métropolisation.

On peut citer quatre grands types de fondements :

- la métropolisation s'observe dans des villes qui détiennent des fonctions économiques majeures ;
- qui possèdent une forte population ;
- qui disposent de larges aires et espaces urbains ;
- et où s'exercent des fonctions politiques majeures.

2.3- LES FORCES ISSUES D'ACTIVITES ET DE MODES SPECIFIQUES D'ORGANISATION

Ce point est également peu approfondi dans les dix dynamiques proposées par GACHELIN. Or il est important et intéressant de savoir quelles activités constituent la base de la métropole, quelles sont celles qui sont à l'origine de ce passage de ville à celui de métropole et celles qui font de la métropole un espace dynamique et attractif économiquement ?

□ Le secteur tertiaire, et plus particulièrement le tertiaire supérieur, est l'une des caractéristiques dominantes de la métropolisation. Les métropoles actuelles exercent des fonctions tertiaires particulières : direction et sièges sociaux d'entreprises, services financiers, bancaires et d'assurance, services publics supérieurs, activités de contrôle politique... C'est d'ailleurs ce qui les distingue des autres villes et qui leur permet de s'ériger au statut de métropole.

Actuellement, il semble que soient les services aux entreprises en général, et plus spécifiquement les services financiers et les activités liées aux fonctions décisionnelles des grandes firmes qui exercent un rôle entraînant majeur.

Ce thème sera approfondi et fera l'objet de la partie suivante consacrée à la tertiarisation des métropoles et à la place que prennent les services aux entreprises dans ce processus.

□ La métropolisation, aux dires des experts, se révèle indissociable de l'existence et de la pratique d'activités informationnelles et de communication telles que les télécommunications, le télé-travail, le traitement de l'image et de l'information (administrative, financière, boursière, culturelle...), les réseaux de toutes nature... Ces activités renforcent le rôle de pôle émetteur et récepteur d'informations que joue la très grande ville. A l'heure non plus des échanges de biens physiques, mais des échanges d'information et de communication, le rôle du secteur des NTIC (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) au sein de la métropolisation n'est plus à démontrer.

□ Ce qui caractérise enfin le processus de métropolisation est l'aptitude de la très grande ville à susciter le renouvellement incessant de ses activités motrices, selon un processus cumulatif, auto-entretenu et irréversible.

□ La métropole, point d'articulation des réseaux

Les aires métropolitaines sont des espaces d'attraction des activités et des hommes, des espaces de diffusion d'innovation et d'information. Ce rôle essentiel de captation, de filtrage et de redistribution des flux s'exerce à travers tout un ensemble de réseaux dont les métropoles constituent les points d'articulation et l'interface (DERYCKE, 1999).

Si la diversification des activités est l'une des marques de la métropolisation, leur mise en réseau en est une autre qui joue d'ailleurs un rôle de plus en plus important. La métropole a alors pour fonction d'articuler les réseaux de différentes natures : réseaux d'entreprises, de transport, de communication, d'information, d'innovation, de pouvoirs...

Tout d'abord, les réseaux d'entreprises. Ces réseaux fonctionnent selon des modes divers : complexe d'activités, de district industriel, de filiale de société multinationale. Face à l'augmentation des rythmes de production, de nombreux réseaux d'entreprises ont émergé, fonctionnant le plus souvent en étoile à partir du donneur d'ordre, qui lui est implanté fréquemment dans une métropole.

La métropole est aussi un espace d'articulation pour les réseaux de transport, de communication, d'information et d'innovation car ce sont dans les aires métropolitaines que ces réseaux sont les plus denses, les connexions les plus riches.

Enfin, la métropole est un espace centralisateur pour les réseaux de pouvoirs. Ceux-ci ont un rôle symbolique, façonnent l'image de la ville, renforcent son attractivité et étendent son pouvoir de commandement.

La grande métropole fonctionne donc comme un pôle central commun à tous ces réseaux, attirant et dispersant tour à tour les flux de personnes, de biens, de services et de capitaux. Si elle permet la mise en réseau d'entreprises par exemple, elle est elle-même partie prenante comme "tête de réseau" d'un système urbain régional ou national assez fortement hiérarchisé, comprenant des grandes villes, des villes moyennes et des petites villes en interaction.

La mise en réseau des activités et des organisation est bien le signe de la métropolisation : la très grande ville connecte entre eux des réseaux multiples et en accroît l'efficacité.

L'accord au sujet des différentes dynamiques de la métropolisation est encore loin d'être unanime. Il semble ressortir cependant que la métropolisation est avant tout un processus et phénomène complexe où s'entremêlent tout un ensemble de conditions, de transformations...

Donner une définition de métropole et métropolisation n'est pas une chose simple car il existe une multiplicité de définitions avancées par divers auteurs qui tendent à privilégier tous une facette, un aspect du phénomène. Or, à l'évidence, les contours du concept de métropolisation sont encore flous, les mécanismes et les dynamiques métropolitaines multiples et complexes.

On peut terminer, et ceci avec un avis partagé par tous, en disant que *"cette alchimie subtile qu'est la métropolisation est sans conteste la forme la plus marquante de la civilisation urbaine du XX^{ème} siècle"* (DERYCKE, 1999).

3- ECHELLES ET TEMPORALITES DE LA METROPOLISATION

Selon C. LACOUR (1999), il est « *nécessaire de retenir plusieurs niveaux de création et de diffusion des dynamiques métropolitaines* ». On peut en effet distinguer des métropoles à des échelles territoriales différentes :

- Il y a tout d'abord la métropole mondiale liée à l'internationalisation économique et marquée par la globalisation. Il s'agit des « villes globales » de S. SASSEN , autrement dit New York, Londres ou Tokyo...
- Les métropoles continentales font référence, par exemple, à l'échelle européenne avec des villes telles que Milan, Madrid, Munich, Francfort ou Rome... Ces villes auraient les mêmes caractères que ceux de Londres ou Paris mais à leur échelle territoriale avec une intensité moindre et une couverture géographique plus limitée. Ces villes n'auraient pas la diversité et la totalité des fonctions entraînant et renforçant la métropole mondiale, et reposeraient sur des spécialisations industrielles ou de services qui leur permettraient de contrôler et dominer l'économie à une échelle géographique et économique plus réduite, à l'échelle continentale, c'est à dire celle de l'Europe ou bien encore de l'Asie.
- Ensuite, on reconnaît les métropoles régionales telles que Toulouse, Bordeaux ou Lille...qui malgré parfois une spécialisation mondiale comme Toulouse avec l'aéronautique, ne parviennent pas à jouer un rôle d'entraînement et de commandement au niveau mondial. C'est à cette échelle territoriale qu'avaient été mises en place les métropoles d'équilibre dans les années 1960 pour tenter de rééquilibrer le territoire français face à la suprématie de Paris.
- Certains vont même jusqu'à parler de « métropolarisation » (GUERMOND, 1996) qui traduit les capacités de concentration et de commandement sur des espaces ruraux dont les développements reposeraient sur des liens avec des petites villes.

Cependant, c'est à l'échelle mondiale qu'est le plus souvent reconnue la métropolisation car on l'associe aux villes de très grande taille, détenant des activités rares, supérieures, des fonctions de commandement à la fois économiques, financières, politiques, culturelles, donc aux villes mondiales.

Mais l'échelle géographique ne doit pas omettre le temps que nécessite le processus de métropolisation car elle nécessite un « *temps de maturation et d'épanouissement* ». L'impératif d'un capital physique, d'infrastructures, la présence de fonctions administratives, universitaires sont des facteurs explicatifs de l'attrait des populations, des activités économiques. Mais tout ce processus demande du temps afin que toutes les conditions soient réunies.

B. QUEL ROLE DES SERVICES, ET EN PARTICULIER DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LE PROCESSUS DE DYNAMIQUE METROPOLITAINE ?

Après avoir tenté de définir le concept de métropolisation et de montrer quelles dynamiques en sont à l'origine, l'objet de cette partie est de voir d'une part en quoi le phénomène de métropolisation est indissociable des activités de services. C. LACOUR (1998) a écrit à ce propos, "*la métropole, au fond, se définit par référence aux services et les services vont plutôt se localiser dans les métropoles*". D'autre part, il s'agira de montrer que la présence de services aux entreprises est un élément moteur, constitutif du processus métropolitain.

Les économies occidentales connaissent aujourd'hui une transformation majeure. Les symptômes : croissance des emplois de service, stagnation et parfois déclin des emplois industriels, progression des emplois qualifiés dans les divers secteurs économiques.

Les activités de services affectent de manière croissante notre vie quotidienne. De plus en plus, nous produisons et consommons des services et de plus en plus de personnes sont employées dans ces activités de service.

On parle de tertiarisation de l'économie.

Cependant, celle-ci n'est pas sans avoir de conséquences sur le territoire, et notamment sur l'espace urbain. En effet, ces évolutions des structures économiques favorisent les grands ensembles urbains : les activités de service, en préférant se localiser à proximité des plus gros marchés, impulsent ce mouvement de concentration des activités, des populations et des infrastructures. Cependant, si les grandes villes sont le lieu privilégié d'un nouveau développement, elles alimentent aussi les thèmes du déclin urbain et de la crise urbaine (chômage, banlieue déshéritées, effets sociaux de la crise économique...).

1- MONDIALISATION ET GLOBALISATION : CONTEXTE DE LA METROPOLISATION

Un accord général semble se faire sur l'idée que le devenir des métropoles et l'analyse métropolitaine sont évidemment liés à la mondialisation et à la globalisation.

En effet, la métropolisation trouve son origine et sa dynamique dans un contexte particulier celui de la mondialisation, de la globalisation dans sa version anglo-saxonne. Selon C. LACOUR, « *la métropolisation est presque auxiliaire ou induite par la globalisation ; elle devient en quelque sorte la traduction urbaine d la mondialisation : quelques villes seulement créent la mondialisation et en profitent et ce sont principalement des capitales ou les très grandes villes des pays les plus riches du monde...* » (LACOUR, 1999).

On parle depuis déjà quelques années de la "*mondialisation de l'économie*". En effet, notre époque est profondément marquée par une interdépendance croissante de toutes les Nations.

Mais ce phénomène de mondialisation ne s'arrête pas à l'économie, il concerne aussi la politique, la société, les cultures.

La mondialisation est un ensemble de transformations profondes de nos sociétés contemporaines. Elle concerne les transformations du système productif au cours des dernières années, dont les mutations sont analysées au niveau mondial dans une perspective de libéralisation accentuée des marchés, de baisse relative des capacités d'intervention et de contrôle des pouvoirs publics, de construction et de renforcement d'espaces régionaux de plus en plus intégrés.

Selon Pierre MIFSUD (Dynamique des activités et évolution des territoires, 1994), cette mondialisation peut être caractérisée par deux types de phénomènes. Le premier est tout d'abord d'ordre quantitatif. Ce sont les flux d'échanges de marchandises et de services, les investissements internationaux directs, implantations de filiales à l'étranger... Les économies nationales s'ouvrent de plus en plus sur les marchés internationaux.

Mais cette mondialisation recouvre aussi de profondes évolutions structurelles dont la plus significative est la Division Internationale du Travail (DIT). La production d'un bien est ainsi divisée en différentes opérations exécutées dans des pays différents en fonction des avantages de localisation respectifs qu'ils offrent. Ceci est notamment permis par le développement de nouvelles technologies et celui des réseaux de communication.

Ceci entraîne un niveau élevé d'intégration économique mondiale et développe des liens d'interdépendance entre pays. Ces liens sont d'ailleurs parfois hiérarchisés entre les pays leaders, les nouveaux pays industrialisés et d'autres pays qui connaissent encore des difficultés de développement. L'activité économique ne se joue plus seulement à l'échelle nationale, mais désormais aussi à l'échelle de l'espace mondial.

Ainsi, la mondialisation conduit à une décentralisation mondiale. On assiste ainsi à une tendance à la désindustrialisation, au passage au post-fordisme qui progressivement se manifeste par une économie fondée davantage sur les services. Elle privilégie les relations financières et les lieux qui les ordonnent et les contrôlent, elle sollicite les centres créateurs d'information, de connaissance et d'innovation..

On entrevoit déjà comment la mondialisation induit et compose la métropolisation.

Les métropoles à cette échelle sont les villes qui réussissent à s'intégrer dans le système mondial économique des échanges, de l'information, mais aussi politique et culturel. Ceci est vrai pour les métropoles à d'autres échelles territoriales, pour les métropoles européennes ou régionales par exemple dont le rayonnement n'est plus l'espace mondial trop large, mais l'espace européen ou régional sur lesquels elles sont des pôles économiques , politiques, culturels majeurs.

2- UNE TERTIARISATION DES METROPOLES

Depuis ces dernières années, l'une des caractéristiques fondamentales des économies développées est l'importante croissance des activités de services dans l'économie et, plus spécialement des services à la production et des services aux entreprises.

Le fort progrès d'innovation technologique, en particulier la diffusion des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications, l'approfondissement de la division du travail, la spécialisation ainsi que le développement de la production et enfin l'augmentation du marché mondial des services sont autant d'éléments qui ont favorisé le développement des activités de services, et ainsi une tertiarisation de l'économie et de la société.

Les services, activités économiques longtemps considérées comme "improductives", représentent ainsi aujourd'hui un élément essentiel de la gestion et de la transformation permanente d'une économie de marché.

Mais cette tertiarisation de l'économie est de nos jours le vecteur d'une transformation des métropoles. Les services sont ainsi au cœur des changements des économies urbaines actuelles. Nicole MAY (1994) s'était déjà interrogée sur ce phénomène : *"la ville en général, la métropole, la ville mondiale de surcroît ne seraient-elles pas synonymes de services ?"*

2.1- UN CONSTAT : DE NOUVELLES FONCTIONS METROPOLITAINES, UNE CROISSANCE DES EMPLOIS METROPOLITAINS ET DES SERVICES DANS LES VILLES

La grande ville actuellement se définit par rapport aux fonctions qu'elle détient et exerce. Or celles-ci ont évolué depuis les vingt dernières années en raison des transformations qu'a connu le système productif, c'est-à-dire l'introduction de nouvelles technologies, de services, une production massive qui a laissé place à une diversification des produits...

Il est ainsi admis qu'une ville pour être qualifiée de « métropole » doit exercer des « fonctions métropolitaines supérieures ». Mais qu'entend-t-on par ces fonctions dites « métropolitaines supérieures » ?

Une liste des "fonctions métropolitaines supérieures" a été créée après le recensement INSEE de 1990 pour compléter l'analyse traditionnelle par secteur d'activité et mettre en évidence les fonctions caractéristiques des plus grandes villes. Elle a été réactualisée grâce au recensement de 1999.

Ces "fonctions métropolitaines supérieures" font référence à des fonctions dont le contenu décisionnel est élevé et qui contribuent à l'image de marque de la ville où elles s'exercent. Elles sont au nombre de onze : art, banque-assurance, commerce, commercial dans l'industrie, gestion, information, informatique, recherche, services aux entreprises, télécommunications, transports.

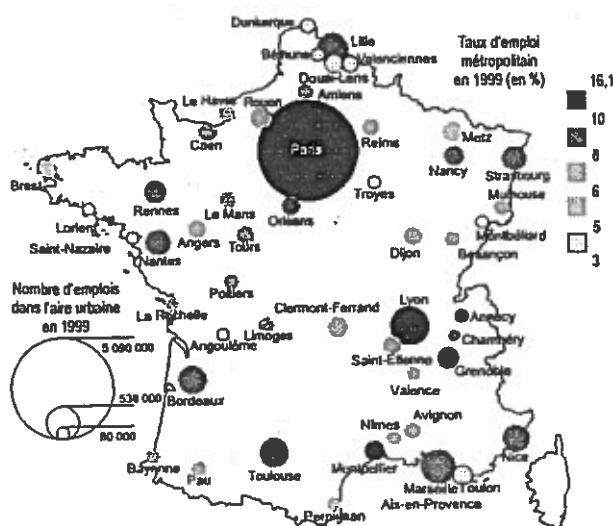
Ces différentes fonctions donnent lieu le plus souvent à des activités de services tels que les services aux entreprises, les télécommunications, l'informatique ou les activités de banques-assurances.

Elles illustrent le rayonnement des grandes villes. Symboles de dynamisme, de décision, porteuses d'une image positive, elles sont davantage présentes dans les grands aires urbaines.

C'est d'ailleurs en milieu urbain que se concentrent le plus les emplois métropolitains, qui traduisent les aspects principaux de la modernisation du système productif, c'est-à-dire une place croissante des technologies dans les différents secteurs d'activités et des changements organisationnels dans les fonctions de production.

Entre 1990 et 1999, le taux d'emploi métropolitain supérieur ne s'est accru que de 0.1% dans les aires urbaines de moins de 20 000 emplois, alors qu'il a augmenté de 1.1% dans celles en ayant plus de 200 000, hors Paris (recensement de la population, INSEE).

Carte n° 2 : Emploi total en 1999 et taux d'emploi métropolitain supérieur



Source : INSEE, 2002.

De plus, les quinze grandes aires urbaines au plus fort taux d'emploi métropolitain supérieur (cf. carte n°2) (Paris, Grenoble, Toulouse, Montpellier, Lyon, Strasbourg, Rennes, Nantes, Bordeaux, Marseille-Aix-en-Provence, Nice, Annecy, Lille, Orléans et Nancy) concentraient en 1999 68% de l'emploi métropolitain sachant que l'aire urbaine de Paris en concentrait à elle seule 45% (PHILIPPE, 2002).

En parallèle à cela, on peut constater une autre évolution majeure : un accroissement des activités de services en milieu urbain et métropolitain. La plupart des activités tertiaires dont font notamment partie certaines activités métropolitaines supérieures se localisent en effet en milieu urbain et tout particulièrement dans les plus grandes agglomérations. Le fait d'être localisé principalement en milieu urbain est une des caractéristiques des services : la rencontre avec le

client est souvent nécessaire pour que le service puisse être rendu. Mais c'est une volonté d'être à proximité des plus gros marchés, des réseaux d'informations, de communication qui incite également les activités tertiaires à s'implanter en centre urbain.

2.2- LA PRESENCE DE SERVICES, DES EFFETS SUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ATTRACTIVITE DES VILLES

La croissance du tertiaire a été générale et pour les villes, ce mouvement a une conséquence immédiate : les villes tertiaires ont été portées par cette croissance globale et se sont différenciées nettement des villes industrielles par leurs performances en termes d'emplois.

Après avoir longtemps qualifié les activités de services d'activités résiduelles et induites, le regard sur le secteur tertiaire semble avoir radicalement changé lorsque l'on voit qu'aujourd'hui, il s'agit du secteur dont la part des emplois dans les centres urbains est la plus élevée.

Mais au-delà de cette croissance, les activités de services jouent un rôle important en matière d'image et d'attractivité des villes. Elles sont porteuses de dynamisme pour les villes. Principale source d'emplois, le secteur tertiaire est facteur de bien-être social et de création de revenu. Il contribue d'une manière générale au maillage du tissu économique et social.

Cependant, parmi les activités tertiaires, toutes ne participent pas de manière égale à la dynamique métropolitaine. Certaines activités comme les services aux entreprises semblent jouer un rôle majeur, comme nous le verrons dans la partie qui suit.

3- LES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LA DYNAMIQUE METROPOLITAINE : VERS UNE NOUVELLE HIERARCHIE URBAINE ?

L'objectif de cette partie est d'analyser les relations entre activités de services et développement des métropoles, et plus spécifiquement le rôle des services aux entreprises dans la dynamique des métropoles.

Les services aux entreprises, parmi l'ensemble des activités de services, connaissent la plus forte croissance et poursuivent leur progression à un rythme encore plus soutenu pour les services supérieurs qui sont des services d'aide à la décision. En 1999, les services aux entreprises représentaient 30.6% de l'emploi métropolitain. Cette part était la plus importante dans l'emploi métropolitain, suivi de la recherche qui représentait quant à elle 15.2% de l'emploi métropolitain.

3.1- LES TRANSFORMATIONS DE LA STRUCTURE INDUSTRIELLE : LES RELATIONS ENTRE LES TRANSFORMATIONS DES FORMES ORGANISATIONNELLES DES ECONOMIES INDUSTRIELLES ET LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'approche "réseaux" permet d'interpréter les transformations récentes de l'organisation industrielle et spatiale des activités économiques. La pertinence de ce mode d'organisation paraît liée au rôle décisif de l'information dans la phase actuelle du développement économique : le réseau, en effet, représente un mode d'organisation qui paraît beaucoup mieux à même d'organiser la circulation des flux d'informations et de connaissances que le marché ou la hiérarchie (CAPPELIN, 1989, International linkages among cities : a network approach).

D'une part, les imperfections qui caractérisent le fonctionnement du marché sont des obstacles à l'échange monétaire dans la circulation de l'information. Les informations ne sont pas directement appropriables et les comportements prédateurs sont souvent inévitables.

D'autre part, les grandes sociétés peuvent s'avérer aujourd'hui une forme inadéquate d'organisation, car leur structuration est souvent trop rigide et de ce fait limite la flexibilité de circulation de l'information qui serait nécessaire pour avoir accès à une large gamme de sources variées d'information.

Le développement du mode d'organisation en réseau, qu'il s'opère au sein même des firmes, entre firmes de différentes régions et pays ou à l'intérieur de districts industriels locaux composés d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises ("réseaux d'entreprises"), appelle non seulement un accroissement des flux de biens intermédiaires et de ressources financières, mais aussi une intensification d'autres types de relations matérielles et immatérielles, tels les échanges d'informations, de directives, de personnes et d'une manière générale de services.

Le mode d'organisation en réseau accentue donc le rôle des activités de services pour les entreprises car celles-ci sont les canaux qu'empruntent les flux de biens, de ressources financières et d'informations qui circulent entre les entreprises d'un même réseau (BAILLY, CAPPELLIN, MAILLAT, 1989).

Ce sont les services qui aident et permettent aux entreprises de fonctionner et "naviguer" dans un environnement de plus en plus concurrentiel et instable. Les services aux entreprises jouent un rôle décisif dans les processus d'adaptation des entreprises aux nouvelles technologies et aux produits nouveaux car ces processus sollicitent des transformations dans l'organisation des ressources humaines et financières, mais également parfois une réorganisation entre les différentes unités de production.

Mais les transformations des modes de relations entre les entreprises et leur environnement externe entraînent également un accroissement de la demande de services de la part des entreprises. Les services aux entreprises peuvent être définis *"comme des "services en réseau": ils représentent les canaux de l'infrastructure immatérielle grâce à laquelle se réalisent les relations entre les entreprises, sur un mode analogue à celui qu'assurent les infrastructures traditionnelles de transport dans la circulation des marchandises et des biens intermédiaires entre les différentes entreprises"* (CAPPELLIN, 1993).

Le processus de croissance accélérée des services aux entreprises est donc lié fondamentalement à un changement structurel dans le fonctionnement du système productif, lui-même lié à l'important processus de changement technologique et à la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce changement implique un développement de plus en plus interactif entre l'industrie et les services, une intégration progressive entre les deux secteurs qui se manifeste par une augmentation des emplois tertiaires dans les entreprises (tertiaire interne) et un accroissement du nombre d'entreprises de services spécialisés (tertiaire externe) (BARO, SOY, Métropoles en déséquilibre ?, 1993).

Les services aux entreprises se développent donc en réponse aux nouvelles exigences de transformation du système productif.

3.2- COMMENT EXPLIQUER LA CONCENTRATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LES CENTRES URBAINS ET LEUR CONTRIBUTION A LA DYNAMIQUE METROPOLITAINE ?

Les services aux entreprises et, plus particulièrement les services stratégiques, décisionnels et novateurs manifestent comme les services d'une manière générale une tendance à se concentrer dans les régions et les villes les plus développées occupant un rang élevé dans la hiérarchie régionale et urbaine. Mais cette tendance à la concentration est beaucoup plus accentuée dans les services aux entreprises que dans les autres secteurs économiques, notamment dans les secteurs industriels.

Cette concentration urbaine des services aux entreprises est liée aux économies externes et d'agglomérations existantes dans ces zones, des facilités d'accès et de diffusion de l'information qu'elles offrent. Ces activités de services aux entreprises utilisent très intensivement les économies produites par l'environnement externe et qui sont donc liées à des espaces où de telles économies peuvent se développer. Ainsi la localisation dans des sites marqués par une densité élevée d'activités et de savoir-faire professionnels, et par une très grande circulation d'informations à la fois de techniques et de marché constitue une condition favorable et même essentielle au développement des services aux entreprises. On estime d'ailleurs que le développement des services aux entreprises n'est pas indépendant des activités industrielles présentes.

Elle est liée aussi aux économies de localisation qui sont des économies de transaction résultant de la localisation d'entreprises fournissant des services complémentaires ou substituts dans un même espace et aux économies de coûts de transport et de communication qui viennent de la proximité d'autres entreprises, leur permettant ainsi de réduire leurs coûts dans la réalisation ou la fourniture du service ou encore dans les contacts entre prestataires et clients (MOYART , 1997).

La recherche de centralité et d'image de la part des entreprises elles-mêmes et les transformations qui affectent la production, l'organisation et les structures des entreprises sont aussi des raisons qui poussent les services aux entreprises à s'implanter dans les grandes agglomérations. Les transformations, par exemple, dans l'organisation des grandes entreprises à localisations multiples passent le plus souvent par la concentration spatiale des fonctions internes de services les plus stratégiques et décisionnelles dans les métropoles.

Pour les services aux entreprises, l'analyse des facteurs de localisation est complexe (JOUVAUD, 1996). La demande locale joue également un rôle important mais certaines de ces activités peuvent accéder à des marchés plus éloignés et dépendent ainsi d'autres facteurs. En réalité, c'est tout un faisceau de facteurs favorables qui leur est nécessaire. D'une manière générale, la présence locale d'industries et de centres de décision favorisent leur développement. De plus en plus, les services aux entreprises cherchent, non pas à s'implanter près des unités de production, mais plutôt à proximité de leur siège social, c'est-à-dire leur organe de contrôle, de gestion et de décision. Or, ces sièges sociaux se trouvent dans les grandes agglomérations, les métropoles. A son tour, la présence de services aux entreprises peut elle-même constituer un facteur d'attraction d'activités économiques.

La présence de services, et notamment de services aux entreprises n'est pas sans influence sur les changements qui s'opèrent au sein et entre les métropoles, les moyennes et petites villes et participe incontestablement à la dynamique métropolitaine.

Dans un environnement où la connaissance et la maîtrise de l'information constituent des facteurs clés de compétitivité, les services aux entreprises, en particulier les services "stratégiques", de haut niveau, c'est à dire des services à fort contenu en information et connaissance produits par un personnel qualifié, sont d'abord apparus comme susceptibles d'apporter aux entreprises une meilleure connaissance des marchés et d'accroître leurs capacités d'anticipation et d'adaptation aux changements. La présence de services aux entreprises participe donc à créer un environnement favorable pour les entreprises déjà implantées localement en matière d'informations et de connaissances qui leur permet d'améliorer leur productivité et leur compétitivité ainsi que leur intégration dans le contexte économique international.

Puis en constituant un lieu privilégié, porteur de création, de diffusion et d'adaptation de connaissances, les services aux entreprises sont apparus comme un facteur favorable à la localisation de nouvelles entreprises. Ainsi au facteur d'environnement s'est ajouté un facteur d'attraction.

Les villes à fort potentiel de services aux entreprises semblent offrir de nouvelles opportunités et bénéficier d'un effet d'attraction sur les entreprises industrielles ou de services. A travers cela, on perçoit en quoi l'existence de services aux entreprises constitue un élément essentiel pour le passage de ville moyenne au statut de métropole (qui repose pour une partie sur une assise économique) et a ainsi des incidences sur la hiérarchie urbaine. L'écart entre les villes dotées de services aux entreprises et celles qui en sont dépourvues risque de se s'accroître (ce que l'on observe déjà en France entre Paris, les métropoles les plus importantes et les villes de provinces). De plus, la hiérarchie urbaine reposant principalement sur l'activité manufacturière est remise en cause et totalement bouleversée. Ce ne sont pas les villes pourvues de grandes unités manufacturières aujourd'hui moins attractives car le secteur manufacturier est en déclin, mais plutôt les villes avec un secteur tertiaire en croissance et notamment un secteur développé de services aux entreprises qui attirent l'activité.

Certains travaux sur la hiérarchie actuelle des métropoles nord-américaine ont abouti à ce constat. Cette hiérarchie est fondée sur la présence et la puissance de "complex of advanced services"

(services de haut niveau, recherche-développement, pôles universitaires, services financiers, sièges sociaux...), beaucoup plus que sur l'existence de grandes unités manufacturières.

3.3- QUELS IMPACTS DE LA METROPOLISATION ET DE LA CROISSANCE DES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LA HIERARCHIE URBAINE ?

Après un aperçu du phénomène de métropolisation, du rôle des services et notamment des services aux entreprises dans cette dynamique métropolitaine, il est intéressant à présent de s'interroger sur les impacts de la métropolisation sur la hiérarchie urbaine, les effets de ces forces, et particulièrement pour les villes "exclues" de ce processus car elle n'est pas neutre vis à vis des structures et des modes de fonctionnement urbains.

En effet, le fait que les services aux entreprises se concentrent dans les grandes agglomérations et qu'ils constituent eux-mêmes un facteur d'attractivité des activités économiques amènent à se poser la question des impacts sur la hiérarchie urbaine, pour les villes qui bénéficient de ces activités comme de celles qui n'en bénéficient pas.

Aujourd'hui, une nouvelle hiérarchie des villes émerge, les positions de chacune d'entre elles étant déterminées par le degré de diversification de leur économie et l'importance des activités tertiaires qui y sont localisées. En effet, l'existence de services stratégiques, décisionnels et novateurs, ainsi que la présence de fonctions spécialisées de services sont de plus en plus des éléments essentiels à prendre en compte, avec le degré d'intégration et de diversification de l'économie et le niveau d'indépendance et d'autonomie des entreprises pour définir le niveau de développement d'une région ou d'une ville.

L'opinion la plus fréquente sur la problématique des hiérarchies urbaines est que la métropolisation renforce les niveaux de hiérarchie. Cependant, les effets de cette dynamique urbaine sur la hiérarchie urbaine apparaissent contrastés. La problématique se révèle très discutée et s'accompagne de diverses appréciations. Certaines portent sur le fait qu'il n'y aurait pas d'impact sur la hiérarchie, la métropolisation évoquant surtout un fonctionnement en réseau. Les plus nombreuses voient dans les effets de la métropolisation sur l'armature urbaine des mécanismes très complexes qui dépendent de multiples variables, dont, notamment, la nature des contextes nationaux.

Quel avenir pour les métropoles régionales et villes moyennes ?

En France, *"la métropolisation concerne des villes internationales spécialisées. Elle se fait au détriment des villes moyennes et génère des ségrégations sociales"*. (Cahier de la métropolisation, n°1, 2001). Cependant, on distingue des différences de conception de la métropolisation et de ses incidences sur la hiérarchie urbaine. Par exemple, aux Etats-Unis, la métropolisation concerne les villes à fonctions économiques nationales et régionales qui favorisent les fonctionnement en réseau des villes du pays; elle n'a donc que peu de liens avec l'environnement international et la globalisation.

En effet, se pose la question des villes moyennes, de l'impact qu'a sur elle la métropolisation et leur place dans la hiérarchie urbaine, puisque la prédilection pour les fonctions urbaines métropolitaines s'intéresse surtout aux très grandes villes. Et il apparaît que la métropolisation renforce la centralité des métropoles vis-à-vis de leur environnement régional, national, voire international.

Si pour la majorité des opinions, la métropolisation s'exerce au détriment des villes moyennes, il semble cependant que d'une manière générale, elles bénéficient dans le long terme de fonctions obtenues par diffusion : elles sont sensibles par conséquent à un phénomène de rattrapage. La proximité d'une métropole permettrait aux villes moyennes de bénéficier des services de la métropole, de l'information et d'être prises dans le mouvement de dynamique métropolitaine, à condition qu'elles possèdent une certaine vitalité démographique, des densités de population élevées, des spécialisations économiquement avantageuses. Pour qu'un rattrapage puisse s'amorcer et que la métropolisation se déroule de manière favorable à ce niveau urbain, la ville moyenne doit donc répondre à certaines conditions. A l'inverse, l'isolement ferait que la dynamique se réaliserait à leur détriment. Elles peuvent être incapables de bénéficier des spécialisations qui leur permettraient de faire partie des grandes villes métropolitaines.

En France, certaines villes maintiennent leur potentiel industriel pendant que d'autres paraissent se reconverter dans des services spécialisés : c'est le cas de Lille ou d'Annecy qui face au déclin industriel ont développé un autre secteur d'activités capable d'assurer un certain dynamisme économique. D'autres villes comme Lens ou Besançon ont vu leur spécificité industrielle s'éroder sans que l'hémorragie des emplois ouvriers n'ait été compensée par le développement des emplois tertiaires. D'une manière générale, les métropoles dont le tertiaire est le plus diversifié connaissent les plus forts développements. La tertiarisation ne semble donc pas impliquer l'homogénéisation des profils d'activité des villes mais plutôt accroître les disparités entre elles, et accentuer les écarts au sein de la hiérarchie urbaine. L'influence de la tertiarisation sur l'organisation physique des villes soulève ainsi une question importante : celle de la répartition des activités de services sur l'espace national et de l'aménagement du territoire.

La présence de services, et notamment de services aux entreprises n'est donc pas sans influence sur la hiérarchie urbaine et les changements qui s'opèrent au sein et entre les métropoles, les moyennes et petites villes.

L'importance des services aux entreprises est aujourd'hui reconnue à la fois en tant que créateur d'emplois mais aussi pour ses effets d'impulsion au développement régional. Le fait qu'ils se localisent comme on l'a vu dans les grands centres urbains vient influencer la hiérarchie urbaine et peut-être même l'accentuer (MOYART, 1997) grâce au renforcement des performances urbaines qu'il provoque. Il est cependant reconnu des contre-tendances qui disperseraient ces activités à divers niveaux du territoire. Ceci donne lieu à un débat entre la concentration des services aux entreprises au sommet de la hiérarchie urbaine ou leur diffusion sur l'ensemble du territoire.

DEUXIEME PARTIE

ANALYSE DES SERVICES AUX ENTREPRISES ET DES POLITIQUES LOCALES EN FAVEUR DE CES ACTIVITES SUR LES AGGLOMERATIONS DE TOURS ET ORLEANS

I. LES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS DEUX AGGLOMERATIONS MOYENNES FRANÇAISES : TOURS ET ORLEANS

A. LE CHOIX D'UNE COMPARAISON ENTRE LES AGGLOMERATIONS TOURANGELLE ET ORLEANAISE

Après avoir analysé les services aux entreprises sur l'ensemble du territoire national, leur croissance, leur répartition géographique, leur rôle dans le phénomène métropolitain..., il semblait intéressant de se pencher plus précisément sur le cas des agglomérations moyennes qui ne semblent pas encore véritablement concernées par ce processus de métropolisation afin d'étudier l'ampleur économique et urbaine prise par les services aux entreprises sur ces agglomérations et de voir si des politiques spécifiques d'attraction des services aux entreprises sont mises en œuvre par les différents acteurs économiques.

Ce sont deux agglomérations motrices de la région Centre : Orléans et Tours, qui vont donc constituer les cas d'étude et la "matière" pour la partie empirique de ce travail de recherche.

1- POURQUOI TOURS ET ORLEANS ?

La comparaison entre Tours et Orléans a été motivée par plusieurs raisons. Tout d'abord, le processus de métropolisation et ses composantes, ainsi que le développement des services aux entreprises ont souvent été étudiés dans de grandes agglomérations françaises, qui ont pour la plupart déjà acquis le statut de métropole. Il paraissait donc intéressant d'analyser le cas d'agglomérations de moindre niveau dans la hiérarchie urbaine. Tours et Orléans, ne pouvant pas encore prétendre à un statut de métropole à l'échelle régionale correspondaient à ce critère. De plus, étant situées dans la même région et ayant un profil sensiblement identique, ceci permettait une comparaison fine des dynamiques institutionnelles et économiques locales.

Ensuite, ces deux agglomérations sont situées dans des dynamiques nettement positives du point de vue de l'emploi, de l'activité économique et de la démographie. Ce critère a son importance pour une analyse du développement des services aux entreprises car il n'est alors pas possible d'invoquer une différence de tendance en matière d'emploi ou de population pour expliquer un écart de développement des services aux entreprises. Les deux agglomérations sont placées « sur un même pied d'égalité » afin de voir d'une agglomération à l'autre quel facteur peut faire varier le niveau et les catégories de services aux entreprises.

De même, en vue d'une analyse des actions publiques locales, il convenait d'écarter des agglomérations caractérisées par une trop forte densité d'institutions publiques et/ou par une trop faible coopération entre elles. Tours et Orléans, en la matière, présentaient une caractéristique

commune, celle d'être le siège d'une communauté d'agglomération. Chacune d'entre elles a cependant ces particularités, notamment en matière de compétences, de durée, d'organisation. Le choix d'Orléans et de Tours ne s'est donc pas fait par hasard. Il répondait aux différents critères présentés précédemment. La pertinence de l'analyse passe aussi par des terrains d'étude objectivement comparables, avec un profil semblable. Les différences relatives permettront ainsi d'apporter certains éléments d'explication tout en restant le plus objectif possible dans la comparaison.

2- L'ECHELLE DE COMPARAISON

Mais avant d'entamer cette comparaison, il y a une étape essentielle : définir une échelle territoriale commune et le territoire que l'on désigne par le mot « agglomération ». Pour l'analyse des deux agglomérations et de leurs services aux entreprises, nous avons fait le choix de prendre comme échelle de référence celle de l'unité urbaine mise en place par l'INSEE dans le but de définir des zones socio-économiques homogènes.

La notion d'unité urbaine repose tout d'abord sur la continuité de l'habitat. Une unité urbaine est définie par l'INSEE comme un ensemble d'une ou plusieurs communes dont le territoire est partiellement (car si plus de la moitié des habitants d'une commune vivent hors de la zone bâtie, la commune n'appartient pas à l'unité urbaine) ou totalement couvert par une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants. De plus, dans cette zone bâtie, les constructions ne doivent pas être séparées de leurs voisines par plus de deux cents mètres.

L'analyse des agglomérations, Tours et Orléans, et de leurs services aux entreprises devait s'appuyer sur une échelle assez large mais la plus homogène possible. Le périmètre de la Communauté d'Agglomération dont la composition reposait essentiellement sur des choix politiques, apparaissait comme restrictif. Cette échelle ne se basait pas sur des critères objectifs. Ainsi des communes qui auraient dû être incluses dans l'analyse, n'y étaient pas en raison d'enjeux politiques entre communes. A l'inverse, l'aire urbaine constituait un territoire trop vaste et moins homogène car elle prend en compte des communes rurales périurbaines.

3- PRESENTATION ET COMPOSITION DES ENTITES TERRITORIALES

Pour la suite de la recherche, nous avons découpé les unités urbaines en trois niveaux :

- la ville-centre qui est la ville la plus importante en termes de population ;
- la première couronne qui comprend les villes qui sont contiguës à la ville-centre ;
- la seconde couronne qui quant à elle comprend le reste des communes de l'unité urbaine située en périphérie.

1.1- L'UNITE URBAINE DE TOURS

L'unité urbaine de Tours regroupe 23 communes (cf. tableau n°9), soit 297 631 habitants et a pour ville-centre, la ville de Tours avec 132 820 habitants en 1999.

Tableau n°9 : Les communes de l'unité urbaine de Tours

UNITE URBAINE	COMMUNES
Ville-centre	Tours
Première couronne	Chambray-les-Tours Joué-les-Tours Parçay-Meslay La Riche Rochechouart Saint-Avertin Saint-Cyr-sur-Loire Saint-Pierre-des-Corps
Deuxième couronne	Ballan-Miré Fondettes Larçay Luynes La Membrolle-sur-Choisille Mettray Montbazou Montlouis Noizay Saint-Genouph Veigné Vernou La Ville-aux-Dames Vouvray

Source : INSEE.

1.2- L'UNITE URBAINE D'ORLEANS

L'unité urbaine d'Orléans regroupe 19 communes (cf. tableau n°10), soit 263 292 habitants et a pour ville-centre, la ville d'Orléans avec 113 143 habitants en 1999.

Tableau n°10 : Les communes de l'unité urbaine d'Orléans

UNITE URBAINE	COMMUNES
Ville-centre	Orléans
Première couronne	Fleury-les-Aubrais Olivet Saint-Cyr-en-Val Saint-Jean-de-Braye Saint-Jean-de-la-Ruelle Saint-Jean-le-Blanc Saint-Pryvé-Saint-Mesmin Saran Semoy
Seconde couronne	Boigny-sur-Bionne La Chapelle-Saint-Mesmin Chécy Combleux Ingré Mardié Ormes Saint-Denis-en-Val Saint-Hilaire-Saint-Mesmin

Source : INSEE.

B. PRESENTATION DES AGGLOMERATIONS TOURANGELLE ET ORLEANAISE

Cette partie consiste en la présentation des deux agglomérations pour lesquelles nous allons analyser l'évolution des services aux entreprises et l'action publique pour favoriser leur implantation. Cette présentation, à travers une description de la situation de l'agglomération, une brève analyse démographique et essentiellement une étude de la situation économique, permettra de positionner Orléans et Tours au sein de la hiérarchie urbaine française, de connaître les tendances des deux agglomérations et de pouvoir déjà détecter des éléments qui peuvent avoir des incidences sur notre problématique.

1- PRESENTATION DE TOURS

1.1- SITUATION ET ACCES

Située au cœur de la région Centre, dont elle est la ville la plus importante, l'agglomération tourangelle se situe sur une « étoile » autoroutière à cinq branches dont :

- l'A10 (Bordeaux-Tours-Paris),
- l'A85 entre Angers et Vierzon dont l'ambition est de placer l'agglomération tourangelle sur l'axe « Façade Atlantique-Europe de l'Est »,
- l'A28 (Calais-Bayonne) en cours de construction entre Le Mans et Tours et qui reliera l'Europe du Nord à l'Espagne tout en évitant l'agglomération parisienne,
- l'A86.

L'agglomération est également dotée d'un aéroport, siège de T.A.T European Airlines (deuxième ligne intérieure française) qui permet des liaisons avec les principales villes françaises telles Lyon, Marseille, Nice ou Metz .

Enfin, l'agglomération tourangelle, sur la ligne du TGV Atlantique depuis 1990, est reliée directement et à grande vitesse à Paris (55mn).

Tours est donc une agglomération bien desservie en infrastructures routières comme ferroviaires qui sont des atouts pour son développement

Un périphérique contournant l'agglomération est en cours de réalisation. Il n'est actuellement en service que dans ses parties Ouest et Sud.

1.2- DEMOGRAPHIE

Tableau n°11 : Population des communes de l'agglomération tourangelle en 1990 et 1999 et leur évolution

En nombre d'habitants et pourcentage

COMMUNES	1990	1999	TAUX DE CROISSANCE
Ville-centre Tours	129 509	132 820	2,5 %
Première couronne			
Chambray-les-Tours	8 190	10 275	25,4 %
Joué-les-Tours	36 798	36 517	- 0,8 %
Parçay-Meslay	1 757	2 198	25,1 %
La Riche	7 838	8 594	9,6 %
Rochecorbon	2 685	2 982	11,1 %
Saint-Avertin	12 187	14 092	15,6 %
Saint-Cyr	15 161	16 100	6,2 %
Saint-Pierre-des-Corps	17 947	15 773	- 12,1 %
Deuxième couronne			
Ballan-Miré	5 937	7 059	18,9 %
Fondettes	7 325	8 921	21,8 %
Larçay	1 751	2 037	16,3 %
Luynes	4 128	4 501	9 %
La Membrolle-sur-Choisille	2 644	2 928	10,7 %
Mettray	1 916	2 029	5,9 %
Montbazou	3 354	3 434	2,4 %
Montlouis	8 309	9 657	16,2 %
Noizay	1 037	1 155	11,4 %
Saint-Genouph	873	940	7,7 %
Veigné	4 520	5 474	21,1 %
Vernou-sur-Brenne	2 192	2 452	11,9 %
La Ville-aux-Dames	4 193	4 647	10,8 %
Vouvray	2 933	3 046	3,8 %
Unité Urbaine	283 184	297 631	5,1 %

Source : INSEE, 1999.

Située au 17^{ème} rang national en termes de population avec plus de 297 000 habitants, l'agglomération de Tours représente près des deux tiers de la population du département d'Indre-et-Loire. Elle est ainsi l'agglomération la plus peuplée du département d'Indre-et-Loire mais également de la région Centre, dépassant Orléans de plus de 30 000 habitants. Elle s'impose donc comme un pôle urbain de premier plan entre l'Île-de-France et Nantes devant Orléans, Poitiers, Le Mans et Angers.

Entre 1990 et 1999, l'agglomération tourangelle a connu une augmentation générale de 5,1 %.

Les communes de la première couronne ont des évolutions très variables car certaines comme Chambray-les-Tours et Parçay-Meslay ont des taux de croissance supérieurs à 25 % tandis que Joué-les-Tours et notamment Saint-Pierre-des-Corps ont une évolution négative avec pour Saint-Pierre-des-Corps une perte de 12,1 % de sa population.

Les communes de la deuxième couronne sont globalement plus dynamiques avec une croissance pour l'ensemble de ces communes de 14 % (cf. tableau n°11).

Au 1^{er} janvier 2002, Le Point la classait en troisième position des villes où il fait bon vivre, juste derrière Orléans.

1.3- ECONOMIE

L'économie tourangelle a souvent l'image d'être fondée sur l'activité industrielle. Avec près de 20000 emplois industriels, elle compte des secteurs bien implantés :

- la métallurgie et le travail des métaux qui représentent 16,2 % de l'emploi salarié du secteur;
- l'industrie du caoutchouc et des plastiques (12,4 %) ;
- la micro-mécanique et l'électronique avec des entreprises comme SGS-Thomson Microélectronics, Alcatel ou IBM (9,8 %) ;
- la fabrication de machines et d'équipements (6,6 %)
- et l'industrie du papier et du carton (8,6 %).

D'autres secteurs sont également bien représentés : les industries de la santé en particulier chimiques et pharmaceutiques, l'automobile avec Honda, Michelin, les produits de luxe, l'imprimerie, le textile, l'industrie alimentaire.

Depuis environ 3-4 ans, un nouveau secteur d'activité s'est développé sur l'agglomération tourangelle : celui des centres d'appels. Quelques plates-formes importantes de centre d'appels comme Bouygues Télécom sont venus s'implanter sur Tours, principalement en raison de sa proximité de Paris, ses infrastructures routières, ses disponibilités foncières et leur prix, sa main-d'œuvre dont le trun-over est moins élevé qu'en région parisienne...

L'agglomération de Tours accueille à elle seule 48 % des activités de production industrielles et artisanales, soit 57 % des emplois industriels du département, et près de 60 % des activités tertiaires du département d'Indre et Loire. Contrairement aux premières impressions, l'économie tourangelle repose essentiellement sur les activités de services.

Tableau n°12 : Le nombre d'entreprises et d'emplois dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services de l'agglomération tourangelle

Agglomération tourangelle	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois	
	16 163	129 618	*
dont Commerce	3 737	16 988	13,1 %
dont Industrie	2 212	27 849	21,5 %
dont Services	9 646	64 651	49,9 %

Sources : INSEE, Observatoire Economique de Touraine, 2001.

En effet, les emplois de services sont d'une part plus de deux fois plus nombreux que les emplois industriels. Ils représentent environ la moitié de l'ensemble des emplois de l'agglomération (49,9 %). Seul un peu plus d'un cinquième des emplois de l'agglomération sont des emplois industriels, ce qui est encore relativement important (cf. tableau n°12).

Au sein de l'agglomération, Tours et Joué-les-Tours sont les deux pôles essentiels d'emplois. La ville de Tours comptabilise 70 932 emplois, soit 54,7 % des emplois de l'agglomération et Joué-les-Tours 13 124 emplois.

Tableau n°13 : La répartition du nombre d'entreprises et d'emplois présents sur Tours et son agglomération dans l'industrie et les services

	Industrie		Services	
	Nb d'entreprises	Nb d'emplois	Nb d'entreprises	Nb d'emplois
Ville de Tours	665	8131	5 608	43 564
Agglomération tourangelle	2112	27 849	9 646	64 651

Sources : INSEE, Observatoire Economique de Touraine, 2001.

Concernant la répartition des entreprises et emplois de l'industrie et des services sur l'agglomération tourangelle, il apparaît très nettement que les entreprises et emplois de services se localisent pour une part importante sur la ville de Tours : environ les deux tiers des emplois de services de l'agglomération ainsi que plus de 58 % des entreprises de services sont concentrés sur la ville de Tours. Le secteur tertiaire est donc un élément dominant du tissu économique de Tours.

A l'inverse, le secteur industriel tend à se localiser en périphérie de Tours : 70,8 % des emplois et 68,5% des entreprises sont implantés dans les communes périphériques à Tours (cf. tableau n°13).

Pour faciliter l'implantation des entreprises, de nombreuses zones d'activités et industrielles ont été créées sur l'agglomération. Il en existe 41 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, Tour(s)plus et 12 plus précisément sur la ville de Tours.

Parmi les plus importantes de l'agglomération, on peut citer :

- Equatop à Saint-Cyr-sur-Loire ;
- le Parc Tertiaire des Granges-Galand à Saint-Avertin ;
- le quartier des Deux-Lions sur Tours ;
- la zone industrielle de Saint-Symphorien ;
- la zone industrielle des Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- la zone industrielle de La Milletière.

Le centre urbain de Tours est également un lieu important d'activités économiques, concentrant notamment des activités tertiaires.

Le secteur de la recherche associé à l'enseignement supérieur est un appui au développement économique de l'agglomération tourangelle. Celle-ci est dotée d'une université, la plus importante de la région Centre, et de grandes écoles qui au total rassemble 25 600 étudiants.

La recherche est représentée par :

- l'Université François Rabelais dont les principaux domaines de recherche sont les sciences de la matière et de l'ingénieur, la biologie-santé et les sciences de l'homme ;
- l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) de Tours ;
- le Commissariat à l'Energie Atomique ;
- le Centre National de Recherche Technologique (CNRT) de Tours (Microélectronique de puissance)
- des laboratoires privés de recherche en pharmacologie, biotechnologie alimentaire, l'électronique.

Le partenariat entre ces deux secteurs et le monde entrepreneurial se met en place et se développe peu à peu.

2- PRESENTATION D'ORLEANS

2.1- SITUATION ET ACCES

L'agglomération orléanaise est située au Sud de l'agglomération parisienne et est aujourd'hui considérée comme faisant partie intégrante du bassin parisien.

Elle se trouve au carrefour de grands axes routiers et ferroviaires, qui la positionnent à une heure de Paris en voiture. Le deuxième aéroport français, l'aéroport Paris-Orly, est ainsi à moins d'une heure de route.

Elle est desservie par l'A10 Paris-Bordeaux allant jusqu'au Portugal, l'A71 Paris-Lyon descendant jusqu'à Barcelone, et le sera bientôt par l'A19 qui reliera dès 2003 normalement Orléans à Frankfurt.

Cette proximité de Paris et ce réseau autoroutier et ferroviaire (liaison Orléans-Paris tous les jours) la reliant à de nombreuses villes françaises comme européennes ont un rôle essentiel sur l'attractivité de l'agglomération d'Orléans.

2.2- DEMOGRAPHIE

Tableau n°14 : La population des communes de l'agglomération orléanaise et son évolution entre 1990 et 1999

COMMUNES	1990	1999	TAUX DE CROISSANCE
Ville-centre Orléans	105 111	113 126	7,6 %
Première couronne			
Fleury-les-Aubrais	20 673	20 690	0,08 %
Olivet	17 572	19 195	9,2 %
Saint-Cyr-en-Val	2 883	3 251	12,8 %
Saint-Jean-de-Braye	16 386	17 758	8,7 %
Saint-Jean-de-la-Ruelle	16 335	16 560	1,4 %
Saint-Jean-le-Blanc	6 806	8 493	24,8 %
Saint-Pryvé-Saint-Mesmin	5 463	5 609	2,7 %
Saran	13 436	14 797	10,1 %
Semoy	2 237	2 879	28,7 %
Deuxième couronne			
Boigny-sur-Bionne	1 619	1 890	16,7 %
La Chapelle-Saint-Mesmin	8 207	8 967	9,2 %
Chécy	7 177	7 221	0,6 %
Combleux	383	424	10,7 %
Ingré	5 880	7 450	26,7 %
Mardié	2 070	2 370	14,5 %
Ormes	2 291	3 053	33,3 %
Saint-Denis-en-Val	6 598	7 206	9,2 %
Saint-Hilaire-Saint-Mesmin	2 025	2 353	16,2 %
Unité Urbaine	243 152	263 292	8,3 %

Source : INSEE, Communauté de l'Agglomération Orléanaise.

Avec plus de 266 000 habitants en 1999, l'agglomération orléanaise se classait au 21^{ème} rang des agglomérations françaises.

En effet, Orléans a enregistré la cinquième plus forte croissance démographique française avec un gain de population de près de 20 000 habitants en neuf ans, soit une croissance de 8,3 % entre 1990 et 1999 (cf. tableau n°14). Ainsi, au hit parade des villes de plus de 100 000 habitants qui ont connu la plus forte progression de leur population, Orléans fait partie du groupe d'échappée composé de villes telles que Nantes, Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence, Lyon ou Angers.

A l'exception notable d'Olivet, les communes les plus importantes sont celles du Nord de la Loire qui ont constitué le noyau du développement économique de l'agglomération : Orléans, Fleury-les-Aubrais, St-Jean-de-Braye, St-Jean-de-la ruelle, et plus récemment Saran.

En revanche, en termes de taux de croissance démographique, ce sont les communes souvent plus résidentielles, plus en périphérie d'Orléans qui ont vu leur population s'accroître davantage : Ormes, Ingré, Semoy, Marigny-les-Usages, Bou et St-Jean-le-Blanc (cf. tableau n°14).

En janvier 2002, Le Point la classait en deuxième position des villes où il fait bon vivre.

2.3- ECONOMIE

L'économie orléanaise est fondée sur six secteurs d'importance qui font d'Orléans une agglomération aujourd'hui dynamique économiquement qui peut sembler essentiellement industrielle. L'agglomération a développé de puissantes filières :

- **la pharmacie et cosmétique** qui représente 23 % de l'emploi avec des entreprises de renom comme Parke Davis, Novartis, Boiron, Pfizer, Servier, les parfums Christian Dior, Gemey ou Shiseido et qui ont fait de l'agglomération orléanaise le premier pôle cosmétique de France;
- **l'électronique et les technologies de l'information** représentant 30 % de l'emploi avec IBM, Lexmark, Alcatel, Hitachi ;

- **les centres d'appels** avec CMC, Téléperformance, France Télécom, Louis HarrisFrance, GMF ou encore BNP Paribas qui se sont développés fortement sur Orléans essentiellement depuis 3-4 ans et qui la classe au 5^{ème} rang de la hiérarchie française dans ce domaine ;

Ainsi l'agglomération orléanaise accueille actuellement 23 centre d'appels téléphoniques dans les secteurs de la Finance, des Télécommunications, des Services, de l'Industrie et du Commerce. Mais Orléans a décidé de stopper les implantations de centres d'appels estimant qu'ils sont assez nombreux et désirant assurer le bon développement des entreprises présentes et préserver une diversité du tissu économique.

- **la logistique** avec des entreprises comme Faure et Machet, FDS, Rousseau, Stock Alliance, DHL International, Lexmark, Hays, Giraud... qui font d'Orléans la troisième plate-forme logistique française et un centre logistique européen. Les logisticiens ont investis depuis dix ans les environs d'Orléans (notamment Pôle 45) pour en faire leur base du Sud de l'Ile-de-France. De grandes d'entreprises sont présentes et la plupart des secteurs est représentée : grande distribution, industrie ou vente par correspondance comme Amazon.fr. Le développement de ce secteur est lié à la proximité de Paris, un bon maillage routier (avec notamment les autoroutes A10 et A71), une bonne desserte en infrastructures ferroviaires et à l'origine à une industrie relativement diversifiée et active. C'est ainsi que des entreprises de la région parisienne sont venues s'installer dans l'agglomération orléanaise où le foncier était moins onéreux et plus disponible.

Cependant, l'agglomération est aujourd'hui victime de son succès. Car secteur très consommateur d'espace, l'offre foncière sur l'agglomération orléanaise se raréfie, ce qui a terme risque de lui causer des ennuis pour l'implantation de nouvelles entreprises. Ce secteur est de plus peu « rentable » en termes d'emplois.

- **la construction mécanique et automobile** qui regroupe 20 % de l'emploi et qui compte d'importantes entreprises comme John Deere, Honda Europe Power Equipment, TRW, Mori Seiki ;

- **l'agro-alimentaire** avec Cargill, 4^{ème} groupe mondial dans l'agro-alimentaire, Mc Key Food Service, Paindor Rousseau, Graingoire-Brossard, Cristalline...

Ce sont ainsi près de 200 leaders nationaux, européens et mondiaux qui composent en partie le tissu économique orléanais.

Tableau n°15 : Le nombre d'entreprises sur l'agglomération orléanaise

Agglomération orléanaise	Nombre total d'entreprises	
	6 666	100 %
dont Commerce	2 472	37,1 %
dont Industrie	1 081	16,2 %
dont Service	3 113	46,7 %

Source : CCI du Loiret, 2001.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, le secteur industriel n'est pas le plus important en nombre d'entreprises. Il arrive en troisième position après le secteur des services et celui du commerce. En effet, environ la moitié des entreprises sont des entreprises de services (46,7 %), tandis que le secteur industriel ne représente que 16,2 % des entreprises de l'agglomération (cf. tableau n°15).

Tableau n°16 : Le nombre d'entreprises sur la commune d'Orléans

Commune d'Orléans	Nombre total d'entreprises	
	3 153	100 %
dont Commerce	1 293	41 %
dont Industrie	311	9,9 %
dont Services	1 549	49,1 %

Source : CCI du Loiret, 2001.

Environ la moitié des entreprises de l'ensemble de l'agglomération est concentrée sur la commune d'Orléans, mais leur répartition par secteur est relativement inégale. On constate en effet que ce sont majoritairement des entreprises de services qui composent le tissu économique même de la ville d'Orléans (49,1 %) tandis que les entreprises industrielles n'en représentent que 10 % (cf. tableau n°16). Ce secteur montre donc une tendance à se localiser plus en périphérie de la ville-centre et ceci confirme la logique d'implantation des entreprises industrielles.

La Communauté d'Agglomération Orléanaise représente 4,5 % du territoire départemental, et concentre à elle seule 38 parcs d'activités, soit plus de la moitié de la surface totale des parcs d'activités du Loiret, et parmi les plus vastes. Ils sont principalement localisés au Nord de la Loire sur l'axe RN20 / A10. Au Sud, le pôle de l'université et du technopôle se renforce progressivement. 11 parcs d'activités (les principaux) avec pour certains un secteur économique prédominant comme Pôle 45 plus spécialisé dans la logistique permettent à l'agglomération orléanaise d'accueillir les entreprises.

Ils se concentrent autour de trois grands pôles :

- au Sud, le Pôle Scientifique et Technologique d'Orléans La Source plus spécialisé dans l'informatique-électronique, la beauté-santé et la recherche avec la présence du BRGM, CNRS, INRA ou IFEN ;
- Orléans Charbonnière, pôle technologique du Nord-Est qui accueille des entreprises principalement dans les secteurs de la santé-beauté comme Dior, Séphora, l'agro-alimentaire, l'électronique-informatique avec Lexmark et le secteur tertiaire;
- et Pôle 45, au Nord-Ouest, spécialisé dans la logistique avec des entreprises comme Giraud, Stockkalliance, Hays Logistique France.

L'agglomération compte également autour de ces trois pôles d'autres parcs d'importance : Orléans Sologne, Orléans La Fontaine, Les Châtelliers, Université Orléans Technopôle, l'Ilot de la Râpe, Limière,, le 28^{ème} RT qui accueille de nombreux centres d'appels, et le Clos du Moulin.

Hormis véritablement Pôle 45 et le 28^{ème} RT respectivement plus spécialisés dans la logistique et les activités tertiaires, l'agglomération orléanaise n'est pas dotée de grands pôles économiques spécialisés, de parcs d'activités dédiés à un type particulier d'activités.

Le secteur de la recherche est également présent sur l'agglomération orléanaise à travers cinq centres de recherche nationaux, qui travaillent plus spécifiquement dans les domaines des sciences du vivant, des industries mécaniques, de l'électronique-informatique et des matériaux :

- le BRGM, Bureau de la Recherche Géologique et Minière ;
- le CNRS, Centre National de la Recherche Scientifique ;
- l'INRA, Institut National de la Recherche Agronomique ;
- l'IRD, Institut de Recherche pour le Développement ;
- l'IFEN, Institut Français de l'Environnement.

A ces centres de recherche s'ajoutent les laboratoires de l'université dont le partenariat avec les entreprises se développe progressivement, selon les acteurs économiques, et qui est encouragé par une structure, l'association Orléans Technopôle. La démarche d'Orléans Technopôle est de valoriser et favoriser une concentration scientifique sur l'agglomération orléanaise.

Orléans possède donc des secteurs économiques forts pour lesquels elle affiche le nom d'entreprises de renommée nationale et internationale. Proche de Paris, plate-forme logistique nationale, main-d'œuvre qualifiée avec un faible turn-over, potentiel de recherche ... sont des atouts incontestables pour l'agglomération orléanaise. L'implantation d'entreprises américaines ou japonaises, la vitalité économique citée dans divers articles économiques et la croissance démographique en sont la preuve. Cependant, ceci ne semble pas suffire pour en faire une

métropole régionale telle que Nantes, Lille ou Bordeaux... qui réussissent à s'imposer à l'échelle du territoire français et pour certaines à l'échelle européenne. Si en région Centre, elle apparaît comme plus dynamique que sa rivale, Tours, elle ne semble pas encore pouvoir concurrencer les autres métropoles régionales du fait de sa taille, qui en fait une ville de moyenne importance, et de sa diversité économique qui n'atteint pas le même niveau, notamment en matière de services qui aujourd'hui font de plus en plus la différence entre les villes et la qualité et diversité de leur tissu économique. Pour certains, son appartenance au bassin parisien lui est peut-être également néfaste dans le sens où le rayonnement économique de Paris est encore trop fort pour qu'Orléans réussisse à s'imposer autrement qu'en étant un lieu d'implantation pour les délocalisations parisiennes.

C. ANALYSE DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LES AGGLOMERATIONS TOURANGELLE ET ORLEANAISE

L'analyse de la répartition des services aux entreprises sur les agglomérations d'Orléans et Tours est réalisée à partir d'informations tirées des fichiers d'entreprises des Chambres de Commerce et Industrie du Loiret et d'Indre et Loire qui recensent la plupart des entreprises des deux départements. Les données, qui sont donc approximatives, nous permettront cependant d'analyser les deux agglomérations et d'établir leur profil en matière de services aux entreprises. Les tableaux qui accompagnent l'analyse recensent le nombre d'entreprises par secteur. Les chiffres en gris sont les plus remarquables et pour la plupart cités dans le texte.

Les données concernant les activités de Postes et Télécommunications sont incomplètes et sont à prendre avec beaucoup de précaution car il n'était donné aucune réponse à la recherche sur le fichier des entreprises pour les activités de Poste Nationale. Or, au 1^{er} janvier 2000, dans le département d'Indre et Loire par exemple, on comptait 192 entreprises dans ce secteur, ce qui laisse à penser que sur l'agglomération tourangelle, il existait un nombre bien plus important d'établissements. Ceci modifie et accroît donc la part relative du secteur des Postes et Télécommunications au sein des services aux entreprises, même si, comme on le verra dans l'analyse, celle-ci reste faible par rapport aux activités de Conseil et assistance, et Services opérationnels.

1- LES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR TOURS ET SON AGGLOMERATION

Tableau n°17 : Les services aux entreprises sur Tours et les communes de son agglomération

ACTIVITES	TOURS	AGGLOMERATION			TOTAL
		1ère cour.	2ème cour.	Total	
Postes et télécommunications (hors Poste Nationale)	17	10	3	13	30
Conseil et assistance	439	292	120	412	851
Services opérationnels	176	137	42	179	355
Recherche et développement	3	4	3	7	10
Ensemble des services aux entreprises	635	443	168	611	1246

Source : Fichier Quilfaitquoi, CCI de Touraine.

Sur Tours et son agglomération, 1 246 entreprises de services aux entreprises ont été recensées, dont 635 sur la ville de Tours et 611 sur le reste de l'agglomération. 51 % des entreprises sont ainsi localisées sur Tours (cf. tableau n°17). De ce fait, la ville-centre apparaît comme un pôle

important et attractif en matière de services aux entreprises puisqu'elle concentre à elle seule plus de la moitié des services aux entreprises de l'ensemble de l'agglomération.

Sur l'agglomération, la répartition des entreprises ne se fait pas de manière égale. Les entreprises de services aux entreprises sont implantées principalement sur les communes de Joué-les-Tours, St Avertin, St-Pierre-des-Corps, Chambray-les-ToursFondettes, St-Cyr-sur-Loire, ... qui sont les communes de première couronne, les plus proches de la ville de Tours qui bénéficient le plus fortement des influences de Tours.

On peut également observer que plus on s'éloigne de la ville-centre, plus le nombre d'entreprises de services aux entreprises décroît.

Sur l'ensemble des services aux entreprises, deux secteurs se démarquent : les activités de Conseil et assistance, et les services opérationnels qui à eux seuls représentent 96,8 % des activités de services aux entreprises de l'agglomération tourangelle, soit 1 206 entreprises.

Le secteur des activités de Conseil et assistance est le plus important avec 851 entreprises (soit 68,3 % des entreprises). Il regroupe ainsi plus des deux tiers des services aux entreprises sur Tours et son agglomération. Le secteur se caractérise par le fait qu'il y ait presque autant d'entreprises sur Tours que sur son agglomération, essentiellement en première couronne. L'écart se creuse ensuite avec les services opérationnels qui comptabilisent 355 entreprises. Puis arrivent le secteur des Postes et Télécommunications et, celui de Recherche-Développement avec respectivement 30 et 10 entreprises, qui sont bien inférieurs en nombre puisqu'ils ne comprennent au total que 40 entreprises, soit 3,2 % de l'ensemble des services aux entreprises (cf. tableau n°17).

Hormis la Recherche-Développement, les services aux entreprises sur l'agglomération tourangelle se localisent davantage dans la ville-centre, Tours. Ce sont d'ailleurs les activités de Conseil et assistance qui présentent la plus forte propension à s'implanter sur Tours avec 51,6 % des entreprises de l'agglomération concentrée sur Tours (cf. tableau n°17).

Tableau n°18 : La répartition des services aux entreprises de Tours et son agglomération par catégorie d'activités

En nombre d'entreprises

ACTIVITES		TOURS	AGGLOMERATION			TOTAL
			1ère cour.	2ème cour.	Total	
Postes et télécommunications	Activités de poste et de courrier (hors Poste Nationale)	0	3	1	4	4
	Télécommunications	17	7	2	9	26
Conseil et assistance	Activités informatiques	77	65	13	78	155
	Services professionnels	124	62	33	95	219
	Administration d'entreprises	85	52	35	87	172
	Publicité et études de marché	63	33	7	40	103
	Architecture, ingénierie, contrôle	90	80	32	112	202
Services opérationnels	Location sans opérateur	36	44	12	56	92
	Sélection et fourniture de personnel	43	7	0	7	50
	Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	95	80	27	107	202
	Assainissement	2	6	3	9	11
Recherche et développement	Recherche et développement	3	4	3	7	10

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine.

Le secteur des activités de Conseil et assistance est donc le plus important en nombre d'entreprises et celui qui présente le fort degré de centralité sur l'agglomération tourangelle (on entend par degré de centralité le nombre d'entreprises localisées dans la ville-centre). Parmi les activités que regroupent ce secteur, les services professionnels arrivent en tête avec 219 entreprises dont plus de 56,6 % sont localisées sur Tours. Suivent de près les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle avec 202 entreprises, l'administration d'entreprises (le Groupe Doyennes Europe à Tours avec 550 salariés), les activités informatiques avec 155 entreprises dont par exemple ORT à Rochecorbon (295 salariés) et enfin la publicité et les études de marché avec Delta Diffusion Centre Ouest à Saint-Avertin qui compte 614 salariés, secteur dont les entreprises tendent plus fortement (61,2 %) à s'implanter dans la ville-centre (cf. tableau n°18).

Les services opérationnels représentent 355 entreprises (soit 28,5 % de l'ensemble des services aux entreprises de l'agglomération tourangelle) et sont donc le deuxième secteur le plus important en nombre d'entreprises après les activités de Conseil et assistance.

Au sein de ce secteur, une activité prédomine : celle de sécurité, nettoyage et les services divers aux entreprises qui regroupent 202 entreprises au total, soit 56,9 % des entreprises du secteur et

qui pour un peu plus de la moitié sont localisées dans l'agglomération, principalement en première couronne. En effet, les deux plus importantes entreprises, l'Entreprise ferroviaire (400 salariés) et ONET (350 salariés) sont respectivement implantées sur Chambray-les-Tours et Saint-Avertin.

On peut remarquer que la localisation des entreprises sur l'agglomération varie selon leurs activités. Deux activités du secteur des services professionnels nous en donne un bon exemple sur l'agglomération tourangelle. Les entreprises de location sans opérateur sont implantées majoritairement dans les communes de l'agglomération de Tours (60,9 %), essentiellement celles de la première couronne. Au contraire, les entreprises de sélection et fourniture de personnel préfèrent à 86% s'installer dans la ville-centre, Tours (cf. tableau n°18).

Les activités de Conseil et assistance, ainsi que les services opérationnels sont donc les deux pôles regroupant l'essentiel des services aux entreprises (96,8 %).

Tableau n°19 : Les activités de Postes et Télécommunications sur l'agglomération tourangelle
En nombre d'entreprises

ACTIVITES		TOURS	AGGLOMERATION	TOTAL
Activités de poste et de courrier	Poste Nationale	/	/	/
	Autres activités de courrier	0	3	3
Télécommunications	Télécommunications nationales	0	1	1
	Autres activités de télécommunications	17	8	25

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine.

Le secteur des Postes et Télécommunications est le troisième secteur par ordre d'importance. En dehors des activités de poste et de courrier pour lesquelles nous n'avons pas de données exactes, l'agglomération de Tours compte 25 entreprises sous l'appellation « autres activités de télécommunications » (cf. tableau n°19) dont le groupe Bouygues Télécom implanté sur Tours et qui emploie 700 personnes. Il s'agit principalement de prestations de services Internet et de téléphonie.

Tableau n°20 : La Recherche – développement sur Tours et son agglomération
En nombre d'entreprises

ACTIVITES		TOURS	AGGLOMERATION	TOTAL
Recherche et développement	R&D en sciences physiques et naturelles	3	6	9
	R&D en sciences humaines et sociales	0	1	1

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine.

Enfin, le domaine de la Recherche-Développement est celui qui comprend le plus faible nombre d'entreprises : 10 au total sur l'ensemble de l'agglomération dont 3 seulement sur la ville de Tours. Le secteur le plus représenté est celui de la Recherche-Développement en sciences physiques et naturelles avec 9 entreprises (cf. tableau n°20). Une seule entreprise de Recherche et Développement en sciences humaines et sociales est présente sur l'agglomération. Il s'agit de l'entreprise Nettest SAS à St-Avertin.

Tableau n°21 : Les services aux entreprises présents sur l'agglomération tourangelle le département d'Indre et Loire

	En nombre d'entreprises	
	TOURS + AGGLOMERATION	INDRE-ET-LOIRE
Postes et télécommunications (hors Poste Nationale)	30	228
Conseil et assistance	851	1852
Services opérationnels	355	754
Recherche et développement	10	23
Services aux entreprises	1246	2857

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine.

A l'échelle du département, Tours et son agglomération représente un pôle de concentration et d'attraction en matière de services aux entreprises. En effet, sur 2857 établissements de services aux entreprises en Indre-et Loire, 1246 sont concentrés sur Tours et son agglomération. Cette dernière, à elle seule regroupe 43,6% des services aux entreprises du département (cf. tableau n°21).

Les entreprises de services aux entreprises sur l'agglomération tourangelle sont en grande majorité des PME-PMI dont l'effectif est ne dépasse généralement pas la vingtaine de salariés.

Elles se localisent et sont concentrées sur quelques sites précis :

- le centre urbain de Tours ;
- le quartier des Deux Lions où sont présents une douzaine de prestataires de services aux entreprises (recrutement, publicité, communication, informatique...) ;
- les Granges-Galland de Saint-Avertin : il est l'un des parcs qui concentre le plus de services aux entreprises, ainsi que le second pôle d'emplois liés aux services aux entreprises de l'agglomération tourangelle après la ville-centre (Lucas, 2001);
- le parc d'activités Equatop à Saint-Cyr-sur-Loire.

2- LES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR ORLEANS ET SON AGGLOMERATION

Tableau n°22: Les services aux entreprises sur Orléans et son agglomération

En nombre d'entreprises

ACTIVITES	ORLEANS	AGGLOMERATION			TOTAL
		1ère cour.	2ème cour.	Total	
Postes et télécommunications (hors Poste Nationale)	8	4	0	4	12
Conseil et assistance	390	274	104	378	768
Services opérationnels	166	140	41	181	347
Recherche et développement	8	1	0	1	9
Ensemble des services aux entreprises	572	419	145	564	1136

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI du Loiret.

Les services aux entreprises représentent 1 136 entreprises sur Orléans et son agglomération. 572 entreprises sont localisées sur Orléans même et 564 sur l'agglomération (cf. tableau n°22). Mais au sein des communes de l'agglomération, ce sont principalement La Chapelle-St-Mesmin, Checy, Fleury-les-Aubrais, Ingré, Olivet, Ormes, Saint-Jean de Braye, Saint Jean de la Ruelle et Saint Pryve-St-Mesmin qui accueillent la plupart des entreprises de services aux entreprises de l'agglomération.

Il y donc presque autant de services aux entreprises sur Orléans que sur le reste de son agglomération. La ville-centre comptabilise ainsi à elle seule la moitié des services aux entreprises de l'ensemble de l'agglomération orléanaise et occupe une place importante dans la répartition et donc dans l'attraction des services aux entreprises.

Sur l'ensemble des quatre secteurs que regroupent les services aux entreprises, ce sont les activités de Conseil et assistance qui représentent à elles seules un peu plus des deux tiers (67,6%) des entreprises de services aux entreprises. Ensuite viennent les services opérationnels avec 347 entreprises. Les activités de Postes et télécommunications, et de Recherche et Développement ne regroupent respectivement que 12 et 9 entreprises, soit pour ces deux activités 1,8 % de l'ensemble des entreprises de services aux entreprises (cf. tableau n°22).

D'une manière générale, les services aux entreprises présentent une préférence pour la ville-centre, Orléans car pour les activités de Conseil et assistance, par exemple, plus de la moitié des entreprises est localisée sur Orléans. Pour les services opérationnels, Orléans regroupe 47,8 % des entreprises. Ceci est également vrai pour les activités de Postes et télécommunications, et davantage pour la Recherche et Développement puisque 8 entreprises sur 9 sont implantées sur Orléans (cf. tableau n°22).

Tableau n°23 : La répartition des services aux entreprises sur Orléans et son agglomération par catégorie d'activités

En nombre d'entreprises

ACTIVITES		ORLÉANS	AGGLOMÉRATION			TOTAL
			1ère cour.	2ème cour.	Total	
Postes et télécommunications	Activités de poste et de courrier (hors Poste Nationale)	1	0	0	0	1
	Télécommunications	7	4	0	4	11
Conseil et assistance	Activités informatiques	91	60	23	83	174
	Services professionnels	122	46	17	63	185
	Administration d'entreprises	53	68	33	101	154
	Publicité et études de marché	48	21	12	33	81
	Architecture, ingénierie, contrôle	76	79	19	98	174
Services opérationnels	Location sans opérateur	25	41	8	49	74
	Sélection et fourniture de personnel	55	5	7	12	67
	Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	85	91	24	115	200
	Assainissement	1	3	2	5	6
Recherche et développement	Recherche et développement	8	1	0	1	9

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI du Loiret.

Comme on l'a vu l'activité de Conseil et assistance est l'activité principale et la plus centrale sur l'agglomération orléanaise. Parmi les activités que regroupent ce secteur, ce sont les services professionnels avec 185 entreprises (24,1 %) qui sont les importants en nombre et qui sont également majoritairement concentrés sur Orléans. Suivent de très près les activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et les activités informatiques avec chacune 174 entreprises, soit 15,1 % des activités de Conseil et assistance (Orléans possède deux entreprises importantes dans ce secteur : Axis Conseil, métreurs-géomètres avec 605 employés et ANTEA dans le domaine d'études techniques avec 400 employés), l'administration d'entreprises qui préfère à 65,6 % une localisation en périphérie, et enfin les activités publicitaires et les études de marché qui ne représentent que 10,5 % des activités de Conseil et assistance mais qui tendent à se localiser plus fortement dans la ville-centre (cf. tableau n°23).

Les services opérationnels représentent 347 entreprises, soit un peu moins d'un tiers des services aux entreprises sur l'agglomération orléanaise et sont ainsi le deuxième secteur le plus important en nombre d'entreprises après les activités de Conseil et assistance au sein des services aux entreprises présents sur l'agglomération orléanaise.

Au sein de ce secteur, les activités de sécurité, nettoyage et de services aux entreprises avec 200 entreprises, soit 57,6 % des services opérationnels sont les plus nombreuses et présentent une propension à se localiser davantage sur l'agglomération que sur la ville-centre (cf. tableau n°23). En effet, deux des trois plus grandes entreprises de ce secteur sont localisées sur Orléans : Iss Abilis France avec 500 salariés et ONET avec 287 salariés.

Mais on peut de même noter que les activités de sélection et de fourniture de personnel manifestent une préférence pour la ville-centre puisque 82,1 % des entreprises sont localisées sur Orléans. A l'inverse, les entreprises d'assainissement s'implantent essentiellement en périphérie d'Orléans (5 entreprises sur 6 sont localisées sur l'agglomération d'Orléans)

Les activités de Conseil et assistance, ainsi que les services opérationnels constituent donc les deux grands pôles de services aux entreprises sur l'agglomération orléanaise avec au total 1 115 entreprises sur 1 136 au total (98,1 % des services aux entreprises de l'ensemble de l'agglomération).

Tableau n°24 : Les activités de Postes et télécommunications dans l'agglomération orléanaise

En nombre d'entreprises

ACTIVITES		ORLEANS	AGGLOMERATION	TOTAL
Activités de poste et de courrier	Poste Nationale	/	/	/
	Autres activités de courrier	1	0	1
Télécommunications	Télécommunications nationales	0	0	0
	Autres activités de télécommunications	7	4	11

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine.

Suivent, mais très largement derrière, le secteur des Postes et Télécommunications, majoritairement concentré sur Orléans, puis la Recherche et Développement avec 9 entreprises, dont 8 sont implantées sur la ville-centre. Ces deux pôles ne représentent qu'1,8 % des services aux entreprises de l'agglomération (cf. tableau n°24). En matière de Recherche-Développement, sont implantés deux grandes entreprises : le BRGM avec 870 employés et Technologie Servier avec 224 employés.

Cependant, le secteur des Postes et télécommunications doit être analysé avec précaution comme cela a été précisé au début de cette partie car le fichier des entreprises de la CCI n'a donné aucune réponse à la recherche. On peut néanmoins penser qu'Orléans, ville la plus importante du Loiret, n'est pas dépourvue d'établissements de Poste Nationale. 192 entreprises ont été recensées sur Tours au 1^{er} janvier 2000. Le nombre réel d'entreprises pour les activités de Postes et télécommunications doit donc être supérieur à 12 (cf. tableau n°24).

Tableau n°25 : La Recherche-développement sur Orléans et son agglomération

En nombre d'entreprises

ACTIVITES		ORLEANS	AGGLOMERATION	TOTAL
Recherche et développement	R&D en sciences physiques et naturelles	8	1	9
	R&D en sciences humaines et sociales	0	0	0

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine.

Dans le domaine de la Recherche-Développement, l'agglomération orléanaise n'est dotée que d'établissement en sciences physiques et naturelles (cf. tableau n°25). Aucune entreprise en sciences sociales n'a été recensée par le fichier de la CCI de Touraine.

Les services aux entreprises, qui sont essentiellement des PME-PMI, se localisent principalement sur la ville-centre et dans les zones d'activité à proximité du centre selon Mme Capy, chargé de mission au service Développement économique de la ville d'Orléans :

- le Parc Technologique de La Source qui est à proximité de l'université d'Orléans;
- le Parc Technologique Clos Moulin ;
- le Parc du 28^{ème} Régiment ;
- et celui du Champ Chardon.

3- BILAN : COMPARAISON ENTRE LES DEUX AGGLOMERATIONS

Après avoir étudié séparément la répartition des services aux entreprises par activités et par localisation sur les deux agglomérations, il était intéressant de comparer leur profil afin de déterminer les similitudes et différences que présente chaque agglomération.

Tours et Orléans sont incontestablement les deux pôles dominants en matière de services aux entreprises sur la région Centre (cf. carte n°). Les deux agglomérations sont donc des milieux attractifs et plus fortement dotées en services aux entreprises que le reste de la région Centre. Ceci confirme bien cette tendance des services aux entreprises à se localiser d'avantage en milieu urbain, et notamment dans les centres les plus importants par rapport à leur marché.

Tableau n°26 : Comparaison des services aux entreprises entre les agglomérations de Tours et Orléans

En nombre d'entreprises

	TOURS		ORLEANS	
Services aux entreprises (hors Poste nationale)	1 246		1 136	
Postes et télécommunications (hors Poste nationale)	30	2,4 %	12	1,1 %
Conseil et assistance	851	68,3 %	768	67,6 %
Services opérationnels	355	28,5 %	347	30,5 %
Recherche et développement	10	0,8 %	9	0,8 %

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine et du Loiret.

Le premier constat est que dans le domaine des services aux entreprises, les agglomérations orléanaise et tourangelles présentent d'une manière générale un profil relativement similaire. Elles comptent tout d'abord un nombre d'entreprises relativement proche dans les services aux entreprises : **1 136 pour Orléans et 1 246 pour Tours (hors activités de Poste nationale).**

La répartition des services aux entreprises ne diffère principalement que pour un certain secteur, celui des activités de Conseil et assistance. C'est de ce secteur que Tours tire sa relative supériorité en matière de services aux entreprises(cf. tableau n°26).

Pour Orléans comme pour Tours, le secteur de Conseil et assistance représente plus des deux tiers des services aux entreprises de l'ensemble de l'agglomération. De même, le deuxième secteur est constitué pour les deux villes des services opérationnels dont la part dans l'ensemble des services aux entreprises est légèrement inférieure à un tiers. Enfin, la Recherche-développement dont la part dans l'ensemble des services aux entreprises est identique pour Tours et Orléans (0,8 %) est le secteur le moins représenté (cf. tableau n°26).

A Orléans comme à Tours, les entreprises de services aux entreprises sont en grande majorité des PME-PMI dont l'effectif ne dépasse pas pour beaucoup la vingtaine de salariés.

La quasi-totalité des établissements ont leur siège social en région. Et ceux appartenant à un groupe dont le siège est principalement à Paris est de nationalité française.

Sans données réelles pour les années et décennies précédentes, on peut cependant s'avancer à dire que les agglomérations de Tours et Orléans comme le reste de la région Centre, et ce en particulier parce qu'elles sont des pôles moteur de cette région, ont connu une croissance du secteur des services aux entreprises. Cette tendance d'un développement des services aux entreprises, résultat de mutations dans l'organisation institutionnelle des unités productives, d'un développement en interne des fonctions « immatérielles » de recherche, conception et études et d'un phénomène d'externalisation de certaines activités a concerné les deux agglomérations comme la plupart des centres urbains. Pour Orléans, la proximité de la région parisienne et son appartenance aujourd'hui au bassin parisien a été et est encore un facteur majeur de l'implantation de services aux entreprises venant de la région parisienne.

La forte croissance du secteur est assurée en particulier par le développement des services opérationnels qui sur la région Centre ont vu leur effectif augmenter de 57 % en huit ans (hors travail temporaire). Parmi les plus importants en termes d'effectifs, le secteur des activités de nettoyage et celui d'enquêtes et sécurité ont créé plus de 3 700 emplois entre 1990 et 1998 (L'industrie en région Centre, Services aux entreprises, INSEE, 2000).

Mais cette croissance des services aux entreprises sur Tours et Orléans nous est confirmée également par l'implantation depuis 3-4 ans de centres d'appels et d'activités informatiques qui est également un secteur en expansion. Ce sont principalement des activités de conseil en informatique et de réalisation de logiciels qui sont concernées. L'échéance de l'an 2000, le passage à l'Euro, l'arrivée de nouvelles technologies d'information et de télécommunication nécessaires pour les entreprises ont participé à l'ascension de ces activités.

Ces informations sur l'évolution des services aux entreprises concernent il est vrai la région Centre. Mais on peut penser qu'elles sont valables pour Tours et Orléans car un salarié sur deux du secteur des services aux entreprises (hors travail temporaire) travaille dans les zones d'emploi de Tours et Orléans. Orléans et Tours, les deux grands pôles économiques régionaux, concentrent à eux seuls 45 % des effectifs régionaux des services aux entreprises. Les activités de services aux entreprises ont tendance à localiser à proximité des activités industrielles pour lesquelles Tours et Orléans sont également les pôles principaux. Par exemple, la zone d'emploi de Tours concentre deux emplois industriels sur trois du département (L'industrie en région Centre, Services aux entreprises, INSEE, 2000).

Les deux agglomérations se différencient davantage lorsque l'on observe de plus près la répartition des activités au sein des quatre grands secteurs et leur localisation sur l'ensemble de l'agglomération.

Tableau n°27 : Comparaison des activités de Conseil et assistance entre les agglomérations de Tours et Orléans

ACTIVITES	En nombre d'entreprises	
	TOURS + AGGLOMERATION	ORLEANS + AGGLOMERATION
Activités informatiques	155	174
Services professionnels	219	185
Administration d'entreprises	172	154
Publicité et études de marché	103	81
Architecture, ingénierie, contrôle	202	174
Ensemble des activités de Conseil et assistance	851	768

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine et du Loiret.

Tours compte plus d'entreprises de Conseil et assistance, 83 au total.

Pour Tours comme pour Orléans, les services professionnels représentent le secteur le plus important. La répartition des activités au sein du secteur des activités de Conseil et assistance est

assez homogène pour les deux agglomérations. Seules les activités de publicité et d'études de marché se démarquent véritablement avec un nombre d'établissements plus faible pour Tours comme pour Orléans. Hormis les activités informatiques, Tours détient un nombre plus important d'entreprises dans les différents domaines des activités de Conseil et assistance (cf. tableau n°27).

Tableau n°28 : Comparaison des services opérationnels entre les agglomérations de Tours et Orléans

En nombre d'entreprises

ACTIVITES	TOURS + AGGLOMERATION	ORLEANS + AGGLOMERATION
Location sans opérateur	92	74
Sélection et fourniture de personnel	50	67
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	202	200
Assainissement	11	6
Ensemble des services opérationnels	355	347

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine et du Loiret.

Pour les services opérationnels, le cas est identique aux activités de Conseil et assistance puisque c'est Tours qui compte un nombre plus important d'entreprises dans ce domaine.

Les activités de sécurité, nettoyage et les services divers aux entreprises représentent pour les deux agglomérations le secteur le plus important parmi l'ensemble des services opérationnels. Les différences entre les deux agglomérations selon les activités sont peu importantes (cf. tableau n°28).

Enfin, concernant le secteur de la Recherche-développement, les agglomérations tourangelles et orléanaises comptent un nombre identique d'entreprises, 9. Mais l'agglomération de Tours est la seule à être dotée d'une entreprises dans les sciences humaines et sociales.

La répartition des activités de services aux entreprises sur les agglomérations orléanaise et tourangelle ne présente donc pas de différences importantes.

Tableau n°29 : Répartition des services aux entreprises entre la ville-centre et les communes périphériques dans les agglomérations tourangelles et orléanaises

En nombre d'entreprises et pourcentage

		SERVICES AUX ENTREPRISES⁸	
Tours		635	50,9 %
Agglomération	1 ^{ère} couronne	443	35,5 %
	2 ^{ème} couronne	168	13,6 %
	Total	611	49,1 %
Ensemble de l'agglomération tourangelles		1246	100 %
Orléans		572	50,3 %
Agglomération	1 ^{ère} couronne	419	36,9 %
	2 ^{ème} couronne	145	12,8 %
	Total	564	49,7 %
Ensemble de l'agglomération orléanaise		1136	100 %

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine et du Loiret.

Quant à leur localisation, on constate une similitude entre les agglomérations tourangelles et orléanaises bien que la concentration dans la ville-centre soit légèrement plus forte à Tours qu'à Orléans. Sur l'agglomération tourangelles, 50,9 % des services aux entreprises sont localisés à Tours, contre 50,3 % sur Orléans (cf. tableau n°29).

Au sein des communes périphériques à la ville-centre, ce sont les communes de la première couronne qui accueillent la grande majorité des entreprises : dans l'agglomération de Tours, 443 sur 611, soit 72,5 % et dans l'agglomération d'Orléans, 419 sur 564, soit 74,3 % (cf. tableau n°29).

Il semble donc que les services aux entreprises, sur Tours et Orléans, mais probablement d'une manière générale, tendent à se localiser en milieu urbain, dans les villes d'importance à l'échelle régionale, nationale...et leurs communes les plus proches.

Tableau n°30 : Répartition des différentes catégories de services aux entreprises entre la ville-centre et les communes périphériques dans les agglomérations de tourangelles et orléanaises

En nombre d'entreprises et pourcentage

	Postes et télécommunications (hors Poste nationale)		Conseil et assistance		Services opérationnels		Recherche et développement	
Tours	17	56,7 %	439	51,6 %	176	49,6 %	3	30 %
Agglomération	13	43,3 %	412	48,4 %	179	50,4 %	7	70 %
Orléans	8	66,7 %	390	50,8 %	166	47,8 %	8	88,9 %
Agglomération	4	33,3 %	378	49,2 %	181	52,2 %	1	11,1 %

Source : Fichier Quifaitquoi, CCI de Touraine et du Loiret.

Cette tendance à une forte concentration des services aux entreprises dans la ville-centre sur l'agglomération tourangelle se confirme pour les secteurs Conseil et assistance et les services opérationnels.

Le secteur de la Recherche et développement démontre lui une tendance inverse. En effet, les entreprises de Recherche et développement sont nettement plus concentrées sur la ville d'Orléans qu'elles ne le sont sur la ville de Tours. 88,9 % des entreprises de Recherche-développement de l'agglomération orléanaise sont concentrées dans la ville même d'Orléans contre 33,3 % dans le cas de l'agglomération tourangelle (cf. tableau n°30).

En matière de services aux entreprises, les deux agglomérations, Tours et Orléans ont, d'une manière générale, un profil similaire à la fois dans leur répartition par secteur d'activités et répartition géographique. En effet, bien que Tours compte un peu plus d'établissements de services aux entreprises qu'Orléans, ceux-ci ont d'une part tendance à se concentrer en grande majorité dans la ville-centre et les communes les plus proches, d'autre part, ils se répartissent entre deux principaux secteurs: les activités de Conseil et assistance et les services opérationnels, et ce sont essentiellement des PME-PMI.

⁸ Ensemble des services aux entreprises en nombre d'entreprises, hors Poste nationale.

II INTERVENTIONNISME ECONOMIQUE LOCAL EN FAVEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LES AGGLOMERATIONS DE TOURS ET ORLEANS

Cette partie est consacrée à l'interventionnisme économique local et a pour objectif d'une part de déterminer quels sont aujourd'hui les objectifs de l'action économique locale, quels en sont les acteurs, les évolutions...et d'autre part d'aborder l'interventionnisme en faveur des services aux entreprises en s'interrogeant plus particulièrement sur les actions locales qui peuvent être menées pour soutenir et développer les services aux entreprises.

Il paraissait important de développer quelque peu le thème de l'interventionnisme économique local d'un côté parce-qu'il est l'un des cadres dans lequel s'intègre notre recherche et de l'autre parce-qu'il est actuellement amené à évoluer parallèlement aux transformations que connaît l'économie (montée des services, et en particulier des services aux entreprises). C'est dans ce contexte d'interventions économiques locales toujours plus nombreuses en direction des entreprises que sont analysées les mesures prises par les acteurs économiques locaux en faveur des services aux entreprises.

A. L'INTERVENTIONNISME ECONOMIQUE LOCAL

1- LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL : QUELQUES REPERES

1.1- LES APPORTS DES LOIS DE DECENTRALISATION EN FAVEUR DES INTERVENTIONS ECONOMIQUES

Les principes de l'intervention des collectivités locales dans la vie économiques ont été abordés par le législateur à la fin des années 1970 et au début des années 1980 sous la double pression d'un fait : le développement du chômage, et d'une idée selon laquelle le pouvoir politique avait une responsabilité particulière en matière de développement économique. C'est ainsi que l'aide aux entreprises a été la première compétence attribuée aux trois niveaux de collectivités territoriales en 1982.

Le milieu des années 1970 est marqué par un développement progressif des interventions des collectivités locales dans un secteur qui jusque là leur était interdit : l'économie. Ce n'est seulement qu'en 1982 avec la loi n°82-213 du 2 mars 1982 que les collectivités locales furent autorisées explicitement pour la première fois à intervenir en faveur des entreprises. Son article 5 explique que "*la commune peut intervenir en matière économique dans les conditions prévues au*

présent article'. Mais l'attribution aux collectivités locales de compétences en matière économique constitue un cas particulier puisqu'elle ne correspond pas à un transfert de compétence, ni à celui de moyens financiers. Et selon Heurteux par exemple, la décentralisation s'apparente plutôt à la mise en place d'un cadre réglementaire prenant acte d'un état de fait, qui s'était peu à peu établi au cours des années 1970 (LUBIN, 1999).

Les lois de décentralisation, dans le cadre de l'action économique, ont défini d'une part des aides aux entreprises en difficulté et la protection des intérêts économiques et sociaux, et de l'autre des aides au développement économique, elles-mêmes subdivisées en aides directes et indirectes. On rappelle ici simplement les dispositions essentielles, qui seront traitées plus précisément dans une partie consacrée au dispositif en faveur du développement économique.

Les aides au développement économique : elles constituent l'essentiel de l'action économique locale. Elles sont divisées en deux catégories :

- les aides directes qui induisent un flux financier de la collectivité locale vers l'entreprise;
- et les aides indirectes qui elles, n'entraînent pas une dépense immédiate au profit de l'entreprise, mais participe plus à l'amélioration de son environnement (DEMAZIERE, 2002).

Les aides aux entreprises en difficulté et la protection des intérêts économiques et sociaux : elles représentent le second volet de l'intervention économique des collectivités locales. Les aides aux entreprises en difficulté, autorisées uniquement lorsqu'elles émanent des départements ou des régions, sont aujourd'hui tombées en désuétude (DEMAZIERE, 2002).

Si les lois de décentralisation ont autorisé l'intervention économique des collectivités locales, celles-ci sont cependant confrontées à trois grands principes qui limitent leur liberté d'action :

- ☐ le premier principe concerne le respect des compétences de l'Etat car ce dernier *"a la responsabilité de la conduite de la politique économique et sociale ainsi que la défense de l'emploi"*;
- ☐ le deuxième est en référence au principe selon lequel l'intervention économique des collectivités locales s'exercent *"sous réserve du respect de la liberté du commerce et de l'industrie et du principe de l'égalité des citoyens devant la loi"*;
- ☐ le dernier principe concerne le respect *"des règles de l'aménagement du territoire approuvant le Plan répondant à cinq objectifs :*
 - *faciliter le développement des initiatives et des potentialités locales,*
 - *œuvrer en faveur du maintien de l'emploi,*
 - *rééquilibrer la localisation des activités au bénéfice des zones les plus défavorisées,*
 - *coordonner la création, l'extension et la gestion des équipements d'intérêt général, ainsi que l'utilisation des sols,*
 - *limiter la concurrence entre les collectivités territoriales"*.

1.2- L'INTERVENTIONNISME ECONOMIQUE LOCAL : OBJECTIFS, MODALITES D'INTERVENTIONS, ACTEURS

1.2.1- Les objectifs des interventions économiques locales

Une des lois de décentralisation, celle du 7 janvier 1982, définit les finalités de ces interventions :

- faciliter le développement économique local,
- favoriser le maintien de l'emploi,
- et rééquilibrer la localisation des entreprises au profit des zones les plus défavorisées.

A ces objectifs économiques et spatiaux se sont ajoutés des objectifs purement politiques et sociaux, parfois difficiles à distinguer clairement des objectifs économiques.

Ainsi, selon TOURJANSKY-CABART, trois éléments essentiels justifient l'interventionnisme économique local : > l'action en faveur de l'emploi,

- > l'augmentation des recettes fiscales locales,
- > la répartition spatiale des entreprises.

□ Favoriser l'emploi

Cet objectif est le principal moteur des interventions locales. Dans cette perspective, les acteurs économiques ont deux rôles :

- recevoir, conseiller et favoriser les contacts entre chômeurs et éventuels employeurs locaux;
- et apporter un soutien aux entreprises en vue de développer ou simplement maintenir l'emploi.

Les collectivités locales, à partir des années 1970 et surtout 1980, ont vu ces rôles leur confier. Elles sont devenues les nouveaux interlocuteurs des entreprises car il était supposé que celles-ci, plus proches des entreprises, avaient une meilleure connaissance de leurs besoins et étaient ainsi plus en mesure d'y répondre que l'Etat lui-même. Cette décision reposait cependant sur l'hypothèse préalable que les PME en contexte de crise étaient plus dynamiques et réactives que les grandes entreprises, notamment en matière de création d'emplois et qu'elles pourraient ainsi apporter des solutions aux problèmes locaux.

Mais selon TOURJANSKY-CABART, si l'objectif principal de l'interventionnisme économique local est de favoriser l'emploi, il doit reposer sur une concertation ou coopération entre collectivités afin d'éviter les effets de débordements (exemple d'une commune qui veut bénéficier de l'action menée par une commune voisine sans participer aux dépenses et qui au final vont dissuader les deux communes d'agir attendant chacune que l'autre le fasse).

□ Augmenter les recettes fiscales

Le deuxième objectif des interventions économiques locales est l'augmentation des recettes fiscales que peut induire l'implantation d'entreprises, sous la forme d'impôts directs et indirects. Mais l'implantation d'entreprises est génératrice de coûts pour les collectivités. Celle-ci n'est donc rentable qu'à partir du moment où les coûts sont au moins compensés par les recettes.

Cet objectif fiscal ne semble qu'indirectement lié à des préoccupations de développement local (TOURJANSKY-CABART).

□ Modifier la répartition spatiale des entreprises

Les collectivités locales en visant à favoriser le développement d'entreprises et en attirer de nouvelles peuvent induire des modifications de la répartition spatiale des entreprises. Une collectivité peut elle-même chercher à modifier la répartition spatiale de ses entreprises afin de contribuer à la cohérence spatiale de son territoire: une commune à l'échelle de ses quartiers, la région à l'échelle de ses communes par exemple. Il peut en effet arriver qu'une collectivité veuille agir dans le sens d'une concentration spatiale et d'un renouvellement des entreprises implantées, propices à des interrelations entreprises

Mais le plus souvent ceci est davantage une conséquence de l'action des collectivités local qu'un objectif clairement défini.

1.2.2- Le dispositif en faveur du développement économique local

Les lois de décentralisation ont défini des aides grâce auxquelles les collectivités locales peuvent intervenir en faveur du développement économique de leur territoire.

1.2.2.A- LES AIDES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Parmi l'ensemble des aides au développement économique, on distingue deux types d'aides : les aides directes et les aides indirectes. L'aide directe se traduit par la mise à disposition de moyens financiers à l'entreprise bénéficiaire, avec une conséquence comptable dans son compte de résultat. Les aides indirectes recouvrent toutes les autres formes d'aides consistant soit à mettre à disposition des entreprises des biens immeubles, soit à améliorer leur environnement économique et à faciliter l'implantation ou la création d'activités.

□ Les aides directes

Une compétence de principe est donnée à la région qui a l'initiative de la mise en place des aides directes. Les initiatives éventuelles des départements et des communes sont ainsi subordonnées à l'intervention préalable de la régions. Ils ont cependant la possibilité de compléter les aides à l'emploi et à la création d'entreprises octroyées par la région dès lors que le plafond établi par décret n'est pas atteint et dans les zones et secteurs d'activités retenus par le conseil régional.

Ces aides comprennent :

- la prime régionale à l'emploi (PRE) ;
- la prime régionale à la création d'entreprises (PRCE) ;
- et les prêts, avances et bonifications d'intérêts qui peuvent profiter à des entreprises qui créent trente emplois au maximum. Ils sont accordés à des conditions plus favorables que celles du marché aux entreprises par les collectivités locales en vue de favoriser la création ou l'extension d'activité économique.

Ces aides directes sont controversées, à la fois quant à leur opportunité et leurs effets (TOURJANSKY-CABART, 1996). Accordées dans la limite d'un plafond fixé par décret, ces aides peuvent être facteur d'une concurrence entre régions quant à leur politique de séduction vis-à-vis

des entreprises. Ce phénomène de concurrence est également présent à l'échelle des départements et communes qui n'ont pas tous le même niveau de richesse.

De plus, si l'on raisonne à nombre d'entreprises et d'emplois constant, les aides directes ne peuvent entraîner qu'une redistribution spatiale des activités. On peut donc se demander si les flux financiers en provenance des collectivités locales contribuent au développement des entreprises et de l'emploi (DEMAZIERE, 2002).

□ Les aides indirectes

Les aides indirectes sont extrêmement diverses et ne sont pas soumises aux mêmes conditions limitatives que les aides directes car elles sont censées ne pas profiter à l'entreprise en établissant un lien financier entre elles et la collectivité qui les accorde.

Ces aides étant libres quant à leur attribution, les trois catégories de collectivités locales (communes, départements, régions) sont donc placées sur un pied d'égalité pour octroyer, seule ou conjointement, des aides indirectes en faveur du développement économique.

Cette liberté autorise un foisonnement d'initiatives : promotion, aides à la commercialisation de produits (grâce à des études de marché ou à la participation à des salons), conseil en gestion, actions en faveur de l'immobilier d'entreprises (zones industrielles ou d'activités, bâtiments-relais et pépinières d'entreprises), crédit-bail immobilier, rabais consentis lors de la location ou la vente d'un bâtiment industriel, garanties d'emprunts.

L'encadrement de ces derniers n'a cessé de s'intensifier en raison de l'utilisation massive par les collectivités locales du procédé des garanties d'emprunts qui n'entraîne pas de charge immédiate pour celles-ci mais peut se révéler très lourd de conséquence en cas de défaillance de l'employeur.

S'ajoutent à ces aides directes et indirectes, dans le cadre de l'action en faveur du développement économique, les sociétés de garanties et les exonérations de taxe professionnelle.

En principe, sauf autorisation par décret en Conseil d'Etat, les collectivités locales ne peuvent prendre de participation dans le capital de sociétés commerciales autres que les SEM (Sociétés d'Economie Mixtes).

Les collectivités locales, pour attirer des entreprises sur leur territoire, ont la possibilité d'accorder également d'exonérations d'impôts locaux, et tout particulièrement de taxe professionnelle.

1.2.2.B- LES AIDES AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Ces aides s'inscrivent dans un objectif général de protection des intérêts économiques et sociaux de la population. Cette protection recouvre les aides aux entreprises en difficulté et les actions destinées à assurer le maintien de services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural et subsidiairement les faveur des entreprises exploitant un cinéma. Pour cette partie, nous n'aborderons que les aides aux entreprises en difficulté. Les "entreprises en difficulté" ne font cependant l'objet d'aucune définition précise.

La principale caractéristique de ces aides est qu'elles sont interdites lorsqu'elles proviennent des communes. Cependant, la loi n°82-213 du 2 mars 1982 avait prévu que *"lorsque la protection des intérêts économiques et sociaux de la population communale l'exige, la commune peut accorder des aides directes et indirectes à des entreprises en difficulté"*. Mais la mise en œuvre de ces dispositions s'est avérée délicate du fait de la trop grande proximité entre les entreprises en

difficulté et les communes qui avaient les moyens d'intervenir. Ces dernières, sous la pression des populations et des entreprises se sont parfois engagées financièrement, mettant ainsi en danger leur budget.

C'est pourquoi le législateur en a tiré les conséquences et par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 a interdit aux communes de venir en aide aux entreprises en difficulté.

Les départements et les régions ont donc la possibilité d'accorder des aides aux entreprises en difficultés qui ont pour objet la mise en œuvre de mesure de redressement. Ces aides peuvent être directes ou indirectes.

Les aides en faveur du développement économique local sont très diverses, et non pas toujours la même pertinence économique. Cette diversité des dispositifs s'explique sans doute par la volonté de chaque collectivité de se démarquer des autres. Aujourd'hui, l'interventionnisme local ne se limite plus à l'attribution d'aides, mais apparaît de plus en plus comme une stratégie globale impliquant de nombreux acteurs sous des formes différentes (TOURJANSKY-CABART, 2002).

1.2.3- Les acteurs du développement économique local

L'interventionnisme économique local repose sur un certain nombre d'acteurs : les entreprises, les différentes collectivités locales, les Chambres de Commerce et d'Industrie, l'Etat et l'Union Européenne. Ceux-ci ne sont pas figés et chaque catégorie est amenée à évoluer dans le temps : les collectivités locales avec les lois de décentralisation et celles sur l'intercommunalité, la création de nouvelles structures spécifiques, l'arrivée de professionnels et de nouvelles professions. L'interventionnisme économique local évolue au cours du temps en partie car les acteurs, leurs rôles... changent.

1.2.3.A- LES ENTREPRISES

Si les entreprises sont les bénéficiaires de développement local, elles en sont aussi un acteur à part entière et s'implique dans le développement local. Certaines initiatives ont démontré une capacité des entreprises à coopérer entre elles et les autres acteurs du développement local en cas de crise, par exemple.

Néanmoins, selon Pecqueur, l'étude du rôle des entreprises dans le développement local présente des difficultés dues à une confusion entre la capacité des acteurs à s'organiser spontanément et l'action des pouvoirs publics en vue de favoriser les coopérations.

1.2.3.B- LES COLLECTIVITES LOCALES

L'ensemble des collectivités locales, des communes aux régions, en passant par les départements se sont engagés dans le développement économique local, en particulier depuis les lois de décentralisation avec des aides qui leur sont plus ou moins spécifiques. Les lois de 1982 ont en effet désigné la région comme acteur prioritaire en matière de développement économique et autoriser les communes à intervenir dans le domaine économique sous certaines conditions.

Les créations en 1992 des communautés de communes et en 1999 des communautés d'agglomérations ayant pour compétences obligatoires l'intervention économique et

l'aménagement de l'espace ont instauré de nouveaux acteurs clef de l'interventionnisme local car ce ne sont plus les communes mais les structures intercommunales qui sont chargées des questions économiques.

1.2.3.C- LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI)

Les Chambres consulaires, qui comprennent les Chambres d'agriculture, les Chambres des métiers et plus particulièrement les Chambres de Commerce et d'Industrie tiennent une place à part dans le développement économique local. Elles ont une action importante et proche de celle des collectivités, ce qui les amène à coopérer.

Les CCI sont cependant très indépendantes des pouvoirs publics et représentent directement les intérêts des entreprises. Elles ont plusieurs domaines d'intervention en lien avec des préoccupations de l'interventionnisme local. Les CCI ont un rôle représentatif et consultatif où elles sont amenées à donner des avis et renseignements sur des questions commerciales et industrielles. Elles sont chargées également de favoriser le développement socio-économique de leur circonscription. Elles sont ainsi amenées à administrer des établissements commerciaux et industriels. Ensuite, les CCI participent activement à la formation professionnelle. Et enfin, elles jouent un rôle important en matière d'informations et de conseils auprès des entreprises.

Les CCI ont une place importante et particulière dans le développement économique local, de par leur statut et de leurs moyens financiers. Elles sont d'ailleurs amenées à travailler en collaboration avec les collectivités locales.

1.2.3.D- L'ETAT

Selon TOURJANSKY-CABART, le phénomène du développement local n'a pas été pris en compte par les pouvoirs publics centraux. La décentralisation n'était pas donc à envisager comme un transfert de compétence, mais plus comme à la prise en compte à ce moment d'une politique qu'ils avaient jusque là négligée. Il considère néanmoins que cette reconnaissance n'est pas entièrement accomplie aux vues du manque de moyens financiers dont disposent les collectivités locales pour s'engager dans des actions de développement économique local.

L'Etat s'est trouvé jusqu'à présent plus en situation d'ignorance du terrain local ou de délégation, voire d'abandon de ces préoccupations à d'autres niveaux administratifs que de réel organisateur et coordinateur du développement économique local (TOURJANSKY-CABART, 2002).

1.3- EVOLUTION S ET BILAN DES INTERVENTIONS ECONOMIQUES LOCALES

1.3.1- Evolutions : décentralisation institutionnelle et long primat du secteur industriel

1.3.1.A- LE PASSAGE D'UNE ACTION ECONOMIQUE ETATIQUE FORTE A UNE DECENTRALISATION INSTITUTIONNELLE

Jusqu'aux lois de décentralisation en 1982-1983, l'Etat a joué un rôle prépondérant quant aux orientations à donner aux actions économiques. Mais depuis les années 1970 et en particulier les années 1980, les interventions économiques des collectivités locales se sont multipliées, souvent à la demande des entreprises elles-mêmes, de leurs représentants et d'organismes paritaires tels que les comités de bassin d'emploi (DEMAZIERE, 2002).

Dès les années 1970, des possibilités d'intervention économique locale furent accordées par le législateur et le Conseil d'Etat. Ce sont les lois de décentralisation qui autorisèrent officiellement les collectivités locales à intervenir dans le domaine économique en mettant à leur disposition des mesures d'aide. La perte d'efficacité du volontarisme d'Etat s'appuya sur l'idée selon laquelle les collectivités locales, plus proches des entreprises et ayant les moyens de connaître leurs besoins, pourraient prendre des initiatives économiques afin de consolider l'emploi et de valoriser les ressources locales (DEMAZIERE, 2002).

1.3.1.B- DES INTERVENTIONS ECONOMIQUES LOCALES QUI ONT LONGTEMPS PRIVILEGIE LES ACTIVITES INDUSTRIELLES

Depuis le début des années 1980, les différentes collectivités locales ont été amenées d'une façon ou d'une autre à mener des politiques économiques locales. Les interventions économiques ont longtemps ciblé essentiellement le secteur industriel, délaissant par conséquent le secteur tertiaire. En effet, les activités de services ont été largement absentes de l'agenda de l'aménagement du territoire. On considérait selon la théorie de la base, que le développement des services serait entraîné par la croissance industrielle locale. C'est pourquoi l'Etat s'engagea dans une politique de décentralisation industrielle.

De plus, les interventions économiques locales se focalisèrent sur les infrastructures et les aspects matériels du développement économique. Or, il se trouve aujourd'hui que l'économie change. Elle connaît des mutations que les acteurs doivent prendre en compte, intégrer dans leurs actions afin que celles-ci ne soient pas en décalage avec les attentes réelles des entreprises. Les activités de services deviennent prédominantes et stratégiques pour un territoire. Les interventions économiques de certains acteurs ne sont ainsi plus toujours en adéquation avec les véritables besoins du tissu économique.

1.3.2- Bilan

1.3.2.A- UNE PREFERENCE POUR LES AIDES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ET EN PARTICULIER LES AIDES INDIRECTES

Ce sont les aides au développement économique qui constituent la quasi-totalité des interventions économiques locales (99,8 % en 1995). Néanmoins, depuis quinze ans, sur l'ensemble des aides aux entreprises, les aides directes ont nettement reculé au profit des aides indirectes même si elles restent les plus importantes. Par exemple, il semble que ce soient les aides indirectes qui aient la préférence des communes, hors garantie d'emprunt. Ainsi, les collectivités locales abandonnent peu à peu les actions bénéficiant directement aux entreprises au profit d'actions portant sur le milieu économique. Les primes ne constituent plus qu'une faible partie de l'action alors que se développe l'aménagement des zones industrielles (TOURJANSKY-CABART). Cette évolution a d'ailleurs été parfois interprétée comme un passage d'actions d'urgence, centrées sur l'entreprise elle-même, à des stratégies dont l'horizon temporel est plus long et qui portent plus sur l'environnement des firmes (GERBAUX, MULLER, 1992). Mais ce choix de privilégier les aides indirectes est également peut-être issu de la volonté des collectivités locales d'éviter le cadre réglementaire strict des aides directes.

Parmi les aides indirectes, les rabais de garantie ou le financement d'études, de diagnostic et de conseil en gestion sont des mesures généralement prises par les départements et les régions. Les communes, en matière d'aides indirectes, interviennent davantage par l'intermédiaire de l'aménagement de zones d'activités, la construction de locaux industriels ou la vente à paiement échelonné de bâtiments (DEMAZIERE, 2002).

Concernant les aides directes, tandis que les primes et les prêts et avances diminuent, les subventions ont le vent en poupe. En 1994, les subventions représentaient déjà 72,2 % des aides directes et il semble qu'elles continuent à prendre de l'importance.

1.3.2.B- LA PREDOMINANCE DES REGIONS

On constate une prédominance de la région en matière d'intervention économique. Ce sont elles qui contribuent le plus à l'augmentation des aides économiques (TOURJANSKY-CABART). En 1994, les communes représentaient 35,6 % des interventions des collectivités locales (contre 52,3 % en 1984 et 46,3 % en 1990), les départements près d'un quart (23,5 %) et la région réalisait 40,9 % des interventions. Toutefois, ce constat doit être pris avec précaution car les interventions dépendent des moyens budgétaires de chaque collectivité.

Il faut rappeler que la région est au cœur du dispositif de développement économique local. En effet, c'est elle qui est compétente en matière de développement économique et d'aménagement du territoire.

Malgré cette prédominance des régions, en deux décennies, les interventions des communes ont été multipliées par dix.

1.3.2.C- L'INDUSTRIE, LE COMMERCE, L'ARTISANAT ET LE LOGEMENT : LES SECTEURS EN TETE

L'industrie, le commerce et l'artisanat (29 %) et le logement (26 %) sont les principaux secteurs d'activités où se concentrent plus de la moitié des aides. La part de l'industrie diminue de façon constante depuis 1984, le secteur du logement a ainsi profité de cette évolution pour devenir un secteur d'intervention croissante des collectivités locales.

L'agriculture, au contraire, est le secteur dont la part des aides des collectivités locales a le plus chuté depuis 1984.

On peut déjà noter que le secteur des services n'apparaît nulle part comme un secteur notable d'intervention des collectivités locales.

1.3.2.D- UN DEVELOPPEMENT DES INITIATIVES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL CONTRECARRÉ PAR FRAGMENTATION DES INTERVENTIONS ET CONCURRENCE ENTRE COLLECTIVITES

Ces deux décennies d'interventionnisme économique local ont été marquées par la multiplication et diversification des outils locaux d'aménagement et de développement, ainsi que par une densification du paysage institutionnel du développement économique local, en particulier dans les agglomérations d'une certaine taille (DEMAZIERE, 2002).

Or, si les lois de décentralisation ont permis aux communes, départements et régions d'intervenir en matière de développement économique, elles ne se sont pas toujours accompagnées d'une coordination de leurs actions. Dans certains cas, cela a conduit à une multiplication des lieux de décision, une absence de coopération et de coordination quant aux prises de décision, une concurrence entre territoires pour attirer les entreprises, et un déploiement d'aides sans réelles études préalables et sans certitude quant à leurs effets positifs durable sur l'économie et l'emploi.

Les lois de 1982 ont probablement engendré une concurrence entre collectivités locales, notamment entre communes dans leurs actions en direction des entreprises, ainsi qu'une fragmentation des interventions (DEMAZIERE, 2002). Ceci est en partie dû à une faible intercommunalité jusqu'au milieu des années 1990. Mais si la loi Chevènement de 1999 a intégré le développement économique parmi les compétences obligatoires de la communauté d'agglomération, ce qui participera à renforcer la cohérence des actions économiques communales, cela ne résorbera sans doute pas le phénomène de concurrence qui sera transposé à l'échelle des nouvelles structures intercommunales.

1.4- LES INTERVENTIONS ECONOMIQUES DES COLLECTIVITES LOCALES SONT-ELLES EFFICACES ?

Au premier abord, on peut penser que toute aide économique ne peut être que bénéfique et avoir des effets positifs sur l'activité économique et sur l'emploi. Or, aujourd'hui, avec du recul et déjà vingt ans d'exercice, on constate un certain nombre d'effets néfastes et décevants des interventions économiques locales.

1.4.1- Des aides parfois en décalage par rapport aux besoins réels des entreprises

L'efficacité de certaines interventions économiques de la part des collectivités locales est à relativiser car il est arrivé que certaines d'entre elles n'apportent pas une réponse aux véritables besoins et attentes des entreprises. Le soutien des collectivités s'est parfois fait de manière indifférenciée aux entreprises.

Par exemple, les collectivités locales se proposent de favoriser la création ou l'extension d'entreprises, et plus particulièrement de PME-PMI. A cet objectif correspondent des aides sous forme d'avances de garanties d'emprunts, d'apports en capitaux propres ou de primes à la création d'emplois. Or les entreprises sont d'abord attentives à un niveau modéré de charge fiscale locale et sont particulièrement sensibles au contexte de développement offert par les collectivités publiques : aménagement de l'espace, voiries et infrastructures, services publics de formation professionnelle et d'emploi, mise en réseau des initiatives, développement des synergies.

Il y donc parfois un décalage entre les interventions des collectivités locales et les attentes des entreprises.

1.4.2- Des effets parfois décevants et néfastes

Dans le domaine économique, les collectivités territoriales n'ont aucune assurance d'avoir, à travers leurs interventions, une réelle influence sur le comportement des entreprises car trop de facteurs extérieurs leur échappent.

D'une part, la décision d'investir et de recruter ne leur appartient pas, elle est de la propre initiative des entreprises. D'autre part, les résultats dépendent à court, moyen et long terme d'une multitude de facteurs sur lesquels les collectivités locales n'ont aucune marge de manœuvre : stratégies de groupes internationaux, conjoncture économique...

La dispersion des initiatives peut s'avérer inefficace, en raison notamment d'une multiplicité des niveaux d'intervention. L'aménagement de zones d'activités est un domaine où l'on constate souvent une multiplication d'initiatives non concertées et parfois contradictoires. Ainsi, la conjoncture économique, l'absence de stratégies de la région et des départements, et surtout une concurrence entre communes pour attirer des entreprises ont conduit à la réalisation de nombreuses zones d'activités coûteuses et parfois sans grande réussite.

La concurrence entre collectivités a été en effet une des conséquences de l'interventionnisme économique local, qu'il s'agisse des régions, des départements ou des communes entre elles. Cette concurrence est d'ailleurs parfois provoquée par les entreprises qui lors d'une implantation par exemple, mettent en concurrence plusieurs collectivités. Cette compétition entre collectivités les amènent à mobiliser des financements importants et quelquefois à transgresser les règles.

Les interventions économiques peuvent conduire les collectivités à prendre des risques financiers, notamment lorsqu'elles sont en concurrence comme on l'a dit précédemment. Ces risques sont relatifs lorsqu'ils ne représentent qu'une fraction minime du budget. Cependant, certaines collectivités se sont vues aller jusqu'à la cessation de paiement temporaire. Ces pertes financières

importantes ont été généralement causées par la réalisation d'immobilier d'entreprises ou celle de zones d'activités, qui ont été plus ou moins fructueuses.

1.4.3- Une attention insuffisante quant à l'attribution et aux résultats des aides

L'échec de nombreux projets s'explique en partie par l'insuffisance d'études préalables, par des prises de risques inconsidérées ou par une mauvaise appréciation de la demande. Ainsi, l'évaluation des aides accordées et de leurs résultats serait plus facile si toute intervention était précédée d'une étude préalable de marché. Afin d'accorder de manière peut-être plus pertinente les aides, il conviendrait de définir précisément le but poursuivi, de réaliser un diagnostic avec étude de la situation et des besoins de l'entreprise et enfin d'évaluer le coût prévisible de l'intervention afin d'éviter tout dérapage.

Pour toutes ces raisons, selon certains, la réforme du régime juridique des interventions économiques des collectivités locales est devenue indispensable même si aux yeux d'autres observateurs, la situation présente des avantages.

Les réformateurs devraient donc se pencher sur certains principes essentiels :

- établir un cadre juridique précisant les cas d'interventions respectifs de chacune des collectivités locales ;
- choisir le niveau d'intervention de façon claire selon la nature de l'intervention ;
- octroyer le concours financier d'une collectivité locale à partir d'une décision prise au vu d'un plan complet de financement de l'opération ;
- établir un meilleur suivi des aides accordées pour une meilleure efficacité des interventions en faveur des entreprises.

Certains envisagent donc une nouvelle définition des limites à l'intérieur desquelles doivent œuvrer les collectivités locales pour tenter de réduire les effets néfastes et les risques que peuvent engendrer les interventions économiques locales.

Cette partie avait donc pour objectif d'apporter quelques éclairages sur l'interventionnisme économique local, ses objectifs, les acteurs, les dispositifs mis en œuvre, de faire un petit bilan sur les vingt ans qui viennent de s'écouler et de voir qu'aujourd'hui, il ne confirme pas tous les résultats escomptés.

On peut également constater que les services, et en particulier les services aux entreprises, pour le moment ne sont pas encore un secteur prédominant d'interventions économiques des collectivités locales qui se focalisent plus sur l'industrie, le commerce, l'artisanat et le logement. Néanmoins, il existe quelques moyens d'actions en faveur des services aux entreprises.

3- QUELLES ACTIONS POUR UN DEVELOPPEMENT DE LA DEMANDE ET DE L'OFFRE DE SERVICES AUX ENTREPRISES ?

L'objet de cette section est de présenter plus particulièrement quelques éléments sur les pratiques et politiques en faveur des services aux entreprises (dans les principaux pays européens et de

l'OCDE) et ainsi de voir quels sont les moyens à disposition des acteurs économiques pour soutenir directement les services aux entreprises.

Jusqu'aux années 1980, les services et principalement les services aux entreprises ont été ignorés des politiques économiques, axées essentiellement sur les modèles de développement de la grande entreprise industrielle. L'industrie était perçue comme stratégique parce-que les produits s'exportaient. Et à l'inverse, les services étaient considérées comme des activités induites.

Ensuite, face au déclin de la croissance industrielle, le processus s'est inversé et le développement des services est devenu un enjeu stratégique.

Aujourd'hui, les services aux entreprises se développent pour toute une série de raisons stratégiques, qui comme on l'a vu dans les parties précédentes sont en particulier issues de la volonté des entreprises d'accroître leur efficience productive dans un monde où la concurrence est accrue, la tendance des entreprises à externaliser et sous-traiter les services grandissante afin d'améliorer productivité et rentabilité, et la nécessité pour les petites entreprises d'améliorer leurs performances économiques en utilisant des ressources, des connaissances et des compétences externes pour compléter leurs ressources internes est croissante.

Favorable au secteur tertiaire mais également à l'ensemble de l'économie, les pouvoirs publics accordent ainsi un intérêt croissant aux services aux entreprises et veulent inciter à leur développement grâce à la mise en place de politiques spécifiques.

A leur début, les outils pour encourager le développement des services rendus aux entreprises ont consisté le plus souvent à élargir aux services des aides existantes jusque là réservées au secteur industriel.

Actuellement, on distingue deux grandes catégories de politiques des services aux entreprises :

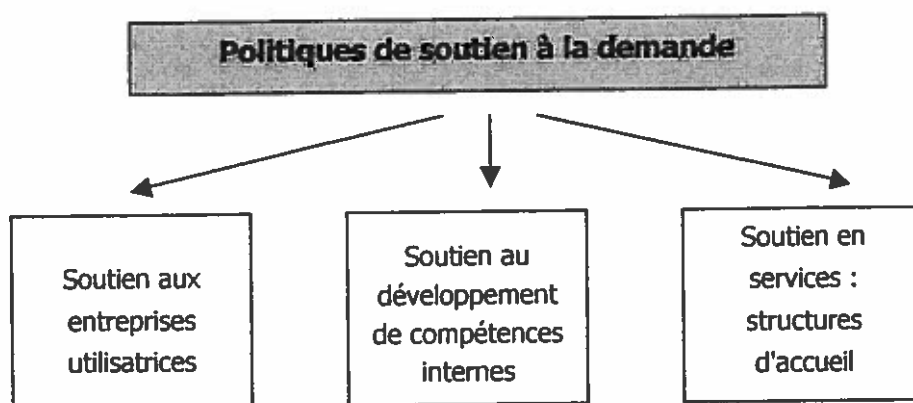
- les politiques de soutien à la demande ;
- et les politiques de soutien à l'offre.

3.1- LES POLITIQUES DE SOUTIEN A LA DEMANDE

Le soutien à la demande se décline sous trois types d'action différentes :

- le soutien aux entreprises ayant recours aux services ;
- le soutien au développement de compétences internes aux firmes ;
- ou plus récemment le soutien en services dans le cadre de structures d'accueil organisées.

Schéma n°4 : Les politiques de soutien à la demande



Source : GALLOUJ, 1996.

3.1.1- Soutien aux entreprises ayant recours aux services

La plupart des pays de l'OCDE ont adopté le système d'une subvention définitive aux entreprises ayant recours aux services aux entreprises. Le but de ces subventions est "d'apprendre aux entreprises à utiliser une gamme de services qu'elles ignorent généralement, en les rendant plus attractifs par un abaissement artificiel de leur prix" (GALLOUJ, 1993).

La France a lancé le FRAC (Fond Régional d'Aide au Conseil) en 1982 et généralisé dans les régions françaises à partir de 1984. Il est aujourd'hui toujours d'actualité dans de nombreuses régions.

L'objectif de cette procédure est de sensibiliser et d'aider les PMI à recourir à des conseils extérieurs pour la réalisation d'études portant sur le conseil en stratégie, la stratégie d'utilisation d'Internet, celle d'externalisation de fonctions non essentielles, le design, l'évolution des produits, des techniques de production, la gestion des ressources humaines, l'environnement, l'export...

En effet, le FRAC apparaît aujourd'hui comme un élément facilitateur du conseil, mais également incitateur car les utilisateurs refont souvent appel au conseil ensuite.

Ainsi, selon GADREY, le FRAC permet d'une manière générale d'une part "de renforcer la réflexion sur le positionnement et le développement de l'entreprise (réflexion externe) ou sur sa propre organisation et son processus de production (réflexion interne), et d'autre part, d'améliorer l'environnement intellectuel global des firmes".

Ce type d'aide est un moyen de stimuler, d'intensifier l'activité de conseil existante et de favoriser la création de nouvelles entreprises et prestations dans ce secteur.

La région Centre, par l'intermédiaire de la DRIRE, propose un accès au conseil externe pour les PME-PMI en accordant :

- pour les études dites de "longue durée" (>5 jours de conseil), une subvention d'un montant maximal de 30 000 Euros pouvant représenter jusqu'à 50 % du coût H.T de l'intervention d'un conseil extérieur ;

- pour les études dites de "courte durée" (<5 jours de conseil), une subvention d'un montant maximal de 3 800 Euros pouvant représenter jusqu'à 80 % du coût H.T des dépenses engagées.

3.1.2- Soutien au développement de compétences internes

La plupart des pays de l'OCDE ont mis en place des structures de soutien au développement de compétences internes à l'entreprise. Il s'agit le plus souvent de subventions à l'embauche de cadres de haut niveau pouvant aller jusqu'à la constitution de services ou départements internes aux entreprises.

En France, le FRAII (Fonds Régional d'Aide à l'Investissement Immatériel) et l'aide qu'il octroie visent d'une part à encourager les entreprises à recourir à des cabinets de conseils extérieurs pour des interventions stratégiques et d'autre part à favoriser le développement des PMI en les incitant à créer une fonction nouvelle structurante pour l'entreprise. Cela se traduit par le recrutement d'un cadre de haut niveau pour une durée indéterminée. Il peut s'agir d'un directeur général, d'un directeur informatique, d'un directeur de la production, de la R&D, du bureau d'étude, d'un webmestre...

La région Centre (toujours par l'intermédiaire de la DRIRE) propose également une aide au renforcement de l'encadrement qui a pour objet en partie la création d'une nouvelle fonction dans l'entreprise. La subvention peut atteindre un montant maximal de 22 900 Euros et représenter 50% des coûts salariaux durant la première année de présence du cadre dans l'entreprise.

3.1.3- L'aide en services aux entreprises dans le cadre de structures d'accueil

En France, il s'agit de "pépinières d'entreprises". Contrairement aux précédentes procédures, celle-ci vise principalement mais pas exclusivement les entreprises en création.

Une pépinière d'entreprises est un lieu d'accueil et d'hébergement de jeunes entreprises (le plus souvent) proposant des services généraux partagés, un accompagnement pendant la phase de projet de création et un suivi pendant la phase de démarrage. Elle regroupe un certain nombre de services nécessaires aux entreprises :

- des locaux et des services courants à coût partagé ;
- des services et conseils en gestion ;
- la proximité de ressources rares, notamment celles de l'Université ou centres de recherche permettant l'accès aux résultats de recherche, à la matière grise...

Elle est donc le moyen de mettre en contact entreprises et services, et de développer ainsi l'activité des services aux entreprises.

Créées au début des années 1980, les pépinières ont connu un fort développement entre 1985 et 1990. Mais aujourd'hui, il semble que ce type de politique se soit essoufflé et soit remis en cause.

3.2- LES POLITIQUES DE SOUTIEN A L'OFFRE

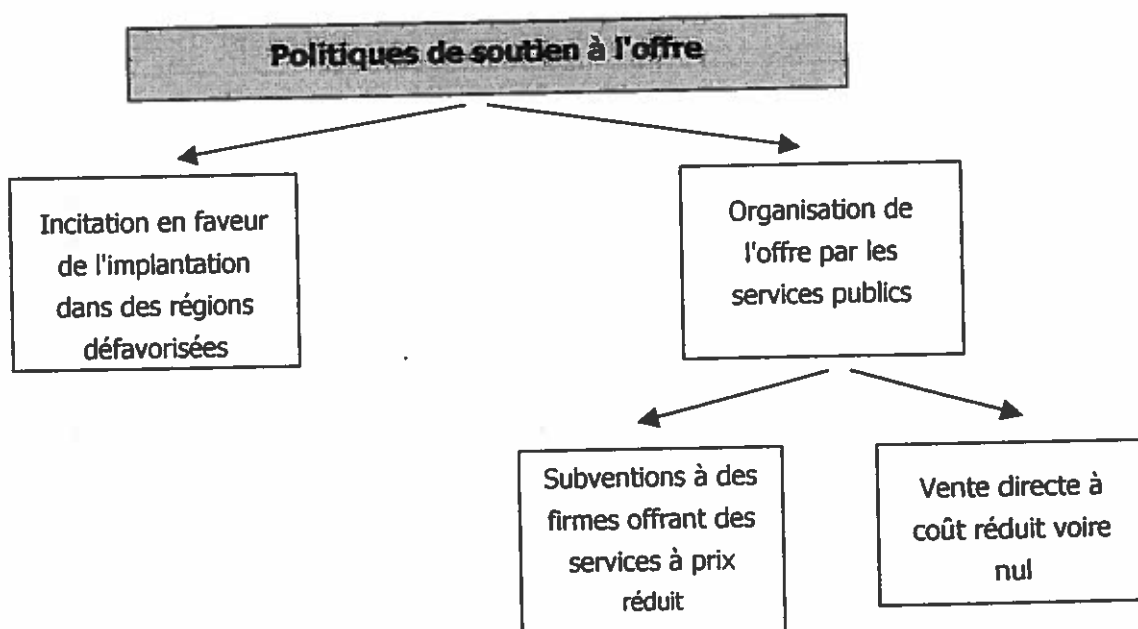
Les politiques de soutien à l'offre vont s'attacher à agir directement sur les activités de services aux entreprises. Les politiques de soutien à la demande visaient davantage à stimuler la demande de services de la part des entreprises elles-mêmes.

Ces politiques de soutien à l'offre consistent en :

une incitation visant à favoriser l'implantation des services dans certaines régions, principalement les régions en retard;

une organisation de l'offre par les services publics par le biais de subvention à des organismes offrant ces services à coût réduit et la vente directe à moindre coût de ces services ou parfois de leur offre gratuite.

Schéma n°5 : Les politiques de soutien à l'offre



Source : GALLOUJ, 1993.

Les aides directes aux services aux entreprises sont rares en Europe. En France, elles sont d'ailleurs quasiment inexistantes. Les quelques aides qui existent consistent à l'élargissement au secteur de services de l'éligibilité de certaines aides régionales déjà en place.

Au sein des pays européens, seule l'Irlande a instauré un système d'aide véritablement spécifique aux services aux entreprises (GALLOUJ, 1993).

Ainsi, les politiques des services aux entreprises reposent essentiellement sur des actions dynamisant la demande.

3.3- UNE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DES SERVICES AUX ENTREPRISES

Depuis le milieu des années 1990, les services aux entreprises sont un thème de réflexion sur lequel planche la Communauté Européenne. Il semble aux vues des textes parus qu'ils deviennent un enjeu de la politique économique européenne.

Le Conseil des Ministres de l'Industrie de la Commission Européenne a ainsi cautionné une approche large de la politique des services aux entreprises. Et un certain nombre de mesures concrètes sont proposées afin d'atteindre ces objectifs :

□ **Faciliter la prise de décisions en créant une base théorique et analytique complète permettant un suivi permanent de la situation des services aux entreprises** pour fournir les bases de décisions nécessaires au niveau des entreprises et administrations publiques, et au niveau politique. Pour cela, les données statistiques relatives aux services aux entreprises et les informations sur leur contribution à la compétitivité et à la création d'emplois devraient être améliorées. Il est d'ailleurs prévu la création d'un cadre organisationnel ou d'un observatoire pour la collecte continue de données, un suivi et des analyses de tous les services fournissant à l'industrie de la valeur ajoutée complétés par un projet quantitatif et statistique d'Eurostat sur la demande de services aux entreprises et un projet visant à avoir une meilleure connaissance de la productivité et de la compétitivité du secteur des services aux entreprises.

□ **Créer un marché interne pour les services aux entreprises** afin que tout service aux entreprises soit librement accessible aux clients implantés dans d'autres Etats membres sans qu'il soit nécessaire de vérifier dans chaque cas s'il est compatible avec les dispositions réglementaires, administratives, professionnelles ou autres barrières existant dans le pays client.

□ **Améliorer l'environnement dans lequel travaillent les sociétés de services aux entreprises et leurs clients** en utilisant les instruments existants de la politique communautaire pour améliorer la compétitivité. Ceci se fera notamment grâce à la normalisation et la certification des qualifications, la politique en faveur des PME, la R&D, la formation, les marchés publics, la politique de la concurrence, la politique structurelle, l'Accord général sur le commerce des services...

B. QUELLES ACTIONS PUBLIQUES LOCALES EN FAVEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LES AGGLOMERATIONS DE TOURS ET D'ORLEANS ?

Pour cette partie, l'échelle d'analyse a évolué quelque peu. Nous n'analysons pas les acteurs, leur organisation et les politiques publiques locales en faveur des services aux entreprises à l'échelle de l'unité urbaine, mais à l'échelle des communautés d'agglomération de Tours et Orléans. Cette échelle semblait plus pertinente dans ce cadre car aujourd'hui, c'est à l'échelle de la communauté d'agglomération que sont mises en place les politiques de développement économique local.

Trois principales sources d'informations ont permis d'argumenter et d'étayer cette partie empirique:

- > des entretiens avec différents acteurs économiques locaux sur les deux agglomérations ;
- > la lecture de documents édités par ces acteurs, celle d'articles de presse... ;
- > et des entretiens auprès des entreprises de services aux entreprises sur les agglomérations tourangelles et orléanaises. Ces entretiens ont été effectués pour une partie auprès d'entreprises de la ville-centre de chacune des agglomérations et de l'autre auprès d'entreprises des communes des agglomérations périphériques à la ville-centre. Les entretiens ont été téléphoniques, des questionnaires ont été également envoyés par Internet.

Cette petite enquête auprès des entreprises a ses limites d'une part car les entreprises enquêtées sont principalement des PME-PMI où il était plus facile d'interroger un des dirigeants, plus en mesure de répondre aux questions concernant les facteurs d'implantation et les contacts avec les acteurs économiques locaux. D'autre part, le nombre d'entreprises ayant répondu aux questionnaires a été relativement faible (45). Les refus ont été nombreux pour plusieurs raisons : un manque de temps de la part des entreprises, leur refus parfois de divulguer des informations les concernant, une certaine méfiance à répondre à des questionnaires pour une étude qui n'était réalisée pour aucun organisme économique local.

1- LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Cette partie présente les principaux acteurs qui interviennent dans le développement économique local de chacune des deux agglomérations, leur rôle et leurs missions. Elle aborde en quelques mots leur organisation au sein de l'agglomération, mais ce thème est davantage développé dans la partie suivante consacrée à une analyse de l'action des acteurs du développement économique local, en particulier en faveur des services aux entreprises.

L'ordre de présentation des acteurs économiques n'est pas le fruit du hasard. Il a été essayé de décrire chaque acteur, principalement les premiers, par ordre d'importance en fonction de leur rôle et présence plus ou moins forts dans l'action économique locale.

1.1- L'AGGLOMERATION TOURANGELLE

Les acteurs du développement économique local sont multiples sur l'agglomération de Tours : la CCI, l'ADT, Tour(s)plus, la SET, l'Agence d'Urbanisme, l'Observatoire Economique de Touraine.

1.1.1- La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Indre et Loire

La CCI occupe une mission d'importance de développement économique sur l'agglomération tourangelle. Au service des entreprises, la CCI a défini trois grands axes d'action :

- un appui aux créateurs d'entreprises en les accueillant, initiant, formant et informant, et suivant sur leurs trois premières années ;
- un appui aux entreprises commerciales, d'hôtellerie et de tourisme pour encourager le développement de ces activités ;
- un appui aux entreprises industrielles et de services aux entreprises industrielles avec par exemple le Plan Systématique de Visite tous les trois ans (pour les entreprises de plus de 10 salariés) qui consiste grâce à un entretien avec le chef d'entreprise pour détecter les besoins de l'entreprise.

Dans cet objectif d'être au service des entreprises, la CCI réalise notamment des zones d'activité, de l'immobilier d'entreprise, propose une offre de services, des conseils, des formation...

1.1.2- L'Agence de Développement de Touraine (ADT)

L'Agence de Développement de Touraine est une association de loi 1901, dépendant du Conseil Général qui réunit dans ses instances de décision l'ensemble des partenaires socio-économiques du département d'Indre-et-Loire. Cet organisme de développement économique est ainsi chargé d'appliquer la politique du Conseil Général, d'en mettre en œuvre les actions économiques et de faire des propositions d'actions. Il est d'ailleurs financé par le Conseil Général.

Visant l'expansion du département, l'ADT a trois missions essentielles :

- la prospection et l'accueil d'entreprises en assurant la recherche de sites adaptés, le montage des dossiers (financements, aides...), la mise en relation avec les collectivités locales, l'accompagnement des entreprises dans leurs démarches, la diffusion d'informations économiques avec l'aide de l'Observatoire Economique d'Indre et Loire ;
- le soutien aux entreprises locales grâce à la mise en place avec ses différents partenaires d'un dispositif complet de soutien à la création et au développement d'entreprises, l'assistance au montage de dossiers d'aides... ;
- le conseil et l'appui aux entreprises et collectivités à travers l'animation économique et l'information, la promotion des dispositifs de soutien aux projets locaux et l'appui technique à la création de nouveaux sites d'accueils "structurants".

La CCI et l'ADT sont deux acteurs économiques importants sur l'agglomération de Tours. Selon Mr PINGAULT, chargé de mission, action économique, de l'ADT, il semble que chacun ait un rôle plus

ou moins attribué: tandis que la CCI a plus un rôle de conseil, d'aide à la création d'entreprises, d'aménagement de zones d'activités, l'ADT est plus spécialiste dans l'ingénierie de montage de dossiers administratifs.

1.1.3- Tour(s)plus, la Communauté d'Agglomération de Tours

Créée au 1^{er} janvier 2000, la Communauté d'Agglomération, Tour(s)plus regroupait 9 communes : Chambray-les-Tours, Fondettes, Joué-les-Tours, La Riche, Notre-Dame-d'Oé, Saint-Avertin, Saint-Cyr-sur-Loire, Saint-Pierre-des-Corps, Tours.

Au 1^{er} janvier 2001, cinq nouvelles communes sont venues élargir le périmètre d'origine : La Membrolle-sur-Choisille, Luynes, Mettray, Saint-Etienne-de-Chigny et Saint-Genouph.

Aujourd'hui, Tour(s)plus rassemble 14 communes qui représentent plus de 265 000 habitants.

La compétence de Développement économique représente un axe majeur de la politique menée par la Communauté d'Agglomération. Avoir la capacité et les moyens d'accueillir des entreprises, à aménager des zones d'activités et à tendre vers la mise en place de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) sont des objectifs que s'est fixé Tour(s)plus.

Plus généralement, le service Développement économique a pour fonctions :

- la promotion de l'agglomération ;
- la commercialisation et le développement de l'ensemble des sites d'activités de l'agglomération ;
- l'accueil et l'implantation d'entreprises ;
- l'aide à la création d'entreprises ;
- le développement et soutien aux entreprises existantes.

L'ambition pour cette communauté d'agglomération est d'une part que Tour(s)plus devienne l'acteur central du développement économique de l'agglomération, l'interlocuteur, le "guichet unique" des entreprises, et d'autre part d'accroître la cohérence et l'efficacité des interventions économiques locales.

1.1.4- La Société d'Equipement de Touraine

La SET est une société d'économie mixte qui regroupe dans son capital des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts et Consignations et différents acteurs économiques. Elle intervient en tant que maître d'ouvrage pour les collectivités et sur leur demande auprès du département, des communes ou groupements de communes. La SET leur permet de résoudre des problèmes inhérents à la réalisation et à la gestion d'espaces et d'équipements liés à leur développement. C'est pourquoi elle est considérée comme un outil d'intervention pour les acteurs du développement économique.

La Société d'Equipement de Touraine a trois domaines d'intervention :

- > les équipements → elle accompagne les collectivités pour leur permettre de se doter d'infrastructures urbaines en prenant en charge les montages techniques, administratifs, juridiques et financiers, en assurant le suivi des réalisations ;

- > l'habitat → elle crée de nouveaux quartiers, aménage des espaces existants en viabilisant et équipant les espaces et en commercialisant les terrains à bâtir ;
- > les entreprises → elle participe activement au développement de villes en valorisant leurs atouts économiques et en accompagnant les entreprises à chaque étape de leur installation, en gérant notamment et gérant des structures d'accueil d'entreprises.

1.1.5- L'Agence d'Urbanisme de Tours

Atelier d'urbanisme à l'origine, cette association de loi 1901 est devenue Agence d'Urbanisme en janvier 2000. Créées par la loi d'orientation foncière de 1967 (LOF), les agences d'urbanisme ont vu leur mission confirmée par la loi VOYNET de 1999 et la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) en 2000. Ayant le statut d'association, ces structures sont souples et sont le résultat de la volonté des agglomérations car seules les agglomérations qui le souhaitent en possèdent (BOURDON, 2001). Elles regroupent autour des communes et structures intercommunales, divers partenaires : les collectivités territoriales, l'Etat, les Chambres consulaires, les universités...

Selon G. BONACORSI, directeur de l'agence d'urbanisme de Tours, l'agence d'urbanisme, d'une façon générale, est un lieu d'échanges et de débats, pour susciter des idées et promouvoir les projets. Elle doit être un outil souple, performant et pluridisciplinaire permettant des anticipations et des adaptations aux changements.

Aujourd'hui, l'agence d'urbanisme de Tours est devenu un acteur dans le développement économique car les élus lui ont demandé de les aider à développer et à mettre en œuvre les actions liées notamment au développement économique. De plus, selon G. BONACORSI, l'agence participe au bon fonctionnement des partenariats et finalise les échanges. Elle peut favoriser le partenariat entre l'agglomération, le Département, la Région, la CCI et l'Etat décentralisé.

1.1.6- L'Observatoire Economique de Touraine

L'Observatoire Economique de Touraine est une association fondée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Touraine et le Conseil Général d'Indre et Loire. Elle regroupe différents organismes associés départementaux (principaux organismes publics, parapublics et professionnels) comme Tour(s)plus.

L'observatoire crée et gère des outils d'information sur l'économie locale, réalise des analyses, des études et des représentations cartographiques à partir de différentes sources d'informations.

Il est aujourd'hui un système d'information locale et d'aide à la décision partagé dans son mode de gestion comme dans son utilisation.

1.2- L'AGGLOMERATION ORLEANAISE

Comme pour l'agglomération tourangelle, les acteurs intervenant dans le développement économique de l'agglomération orléanaise sont nombreux : la CAO, la CCI, l'ADEL, la SEMDO, Orléans Technopôle, l'Atelier d'Urbanisme.

1.2.1- La Communauté d'Agglomération Orléanaise (CAO)

Créée au 1^{er} janvier 2002, la Communauté d'Agglomération Orléanaise regroupe 22 communes : Boigny-sur-Bionne, Bou, Chanteau, La Chapelle-Saint-Mesmin, Chécy, Combleux, Fleury-les-Aubrais, Ingré, Mardié, Marigny-les-Usages, Olivet, Orléans, Ormes, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, Saint-Cyr-en-Val, Saint-Denis-en-Val, Saint-Jean-de-Braye, Saint-Jean-de-la-Ruelle, Saint-Jean-le-Blanc, Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Saran, Semoy.

Cette communauté d'agglomération fait suite à une communauté de communes créée trois ans plutôt, le 1^{er} janvier 1999 qui regroupait 20 communes. Cette communauté de communes s'était elle-même substituée au SIVOM de l'agglomération orléanaise et au District de l'Est Orléanais. La Communauté d'agglomération est donc aujourd'hui l'aboutissement d'une tradition ancienne de l'intercommunalité qui débuta au milieu des années 1960.

En matière d'aménagement économique, la CAO mène différentes actions :

- créer, aménager, entretenir et gérer des zones d'activités économiques ;
- attirer de nouvelles entreprises (missions de prospection d'entreprises au niveau national et international) ;
- aider les entreprises à s'implanter, notamment grâce à des aides directes ;
- soutenir la création d'entreprise (pépinières, accompagnement de projet, promotion et aides financières) ;
- proposer une offre d'immobilier d'entreprise ;
- maintenir et développer du commerce de proximité dans les centres ;
- adapter et promouvoir le commerce et l'artisanat ;
- soutenir le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche avec par exemple le financement de l'IUT, du centre polytechnique universitaire et l'ISTE dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2000-2006.

1.2.2- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret

Etablissement public, la CCI défend les intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des services du Loiret.

Ses champs d'action s'organisent autour de 4 grands axes :

- le Développement/Urbanisme avec l'aménagement opérationnel de nouveaux parcs d'activités comme Pôle 45, l'observation du tissu économique, la gestion d'infrastructures, la définition et l'aide à la mise en œuvre de projets de développement local et la participation à la définition de documents d'urbanisme réglementaire tels que les PLU ;
- la formation à travers la formation professionnelle mais aussi l'Ecole de commerce et de gestion d'Orléans ;

- le conseil aux entreprises dans toutes les phases de leur développement ;
- et l'information économique avec des fichiers d'entreprises, la documentation...

1.2.3- L'Agence de Développement Economique du Loiret

Association de loi 1901, l'ADEL fut créée en 1983 sous l'impulsion du Conseil Général. Elle rassemble les acteurs institutionnels concernés par le développement économique du Loiret (Collectivités Territoriales, Chambres Consulaires ou Union patronale).

L'ADEL est ainsi un instrument au service d'une politique visant à renforcer le tissu industriel du Loiret.

Elle assure quatre grandes missions :

- prospecter en France et à l'Etranger, et rechercher des projets d'investissement industriels ;
- proposer des sites d'implantation correspondant aux besoins de l'entreprise ;
- soutenir les entreprises auprès des collectivités locales, des services de l'Etat et de tous les autres partenaires en les aidant à constituer des dossiers fiables de demandes de participations financières;
- mettre à disposition un service d'accueil pour faciliter l'intégration et l'installation des salariés arrivant dans le département.

Au-delà de ces quatre missions, l'ADEL est également une structure de concertation entre les acteurs institutionnels du Loiret afin de coordonner au mieux les différentes actions pour le développement économique.

1.2.4- La Société d'Economie Mixte pour le Développement Orléanais

La SEMDO est une société d'économie mixte qui comme la SET regroupe dans son capital des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts et Consignations, et différents acteurs économiques. Elle intervient essentiellement comme maître d'ouvrage délégué pour les collectivités locales, principalement la ville d'Orléans et les communes de la Communauté d'Agglomération Orléanaise.

La SEMDO a deux principaux domaines d'intervention :

- la réalisation de zones d'activités ;
- la construction d'équipement publics tels que le Zénith.

1.2.5- Orléans Technopôle

Orléans Technopôle est une association regroupant l'ensemble des instances locales responsables du développement économique et scientifique de l'agglomération orléanaise. Sont ainsi impliqués tous les niveaux des collectivités locales (Ville d'Orléans, CAO, Conseil Général du Loiret et Conseil Régional), le milieu scientifique (Université, BRGM...) et des entreprises ainsi que leurs représentants (CCI du Loiret, l'Union des Entreprises du Loiret).

Elle a pour missions :

- l'animation des relations recherche/industrie, le transfert de technologie et l'ingénierie de projet;
- l'accompagnement à la création d'entreprises innovantes avec une aide à l'élaboration du projet, une information sur les aides et la recherche de partenaires;
- le développement de réseaux technopolitains ;
- la promotion et la communication des projets ;
- la prospection et l'accueil de projets ;
- et de la prospective.

Orléans Technopôle est l'interlocuteur essentiel pour les entreprises innovantes, développant de nouvelles technologies. Cette structure, en organisant la rencontre entre scientifiques et industriels, a pour but de susciter et d'accompagner la création de nouveaux produits, de nouvelles formations adaptées aux besoins économiques, et de développer de nouvelles technologies. En tant qu'interlocuteur privilégié des entreprises innovantes et en relation avec l'ensemble des responsables économiques, elle s'inscrit parmi les acteurs du développement économique local.

La ville, en association avec la SEMDO est l'acteur économique central de l'agglomération orléanaise suivi de la CCI. En effet, la CAO a pour objectif d'être l'interlocuteur unique au sein des collectivités locales, de coordonner les actions et les aides en matière de recrutement, de formation, de recherche de solutions immobilières et foncières, de démarches administratives, d'intégration des familles..., tout cela en partenariat avec les autres acteurs. La CAO dirigera les entreprises vers les acteurs qui peuvent répondre le mieux à leurs besoins.

Si la Communauté d'Agglomération Orléanaise est aujourd'hui l'interlocuteur principal des entreprises, la CCI en collaboration avec celle-ci a toujours un rôle essentiel de soutien, de conseil et surtout de formation continue des salariés auprès des entreprises qu'elle représente envers les institutionnels.

L'ADEL est également un acteur fort du développement économique de l'agglomération, mais elle assure en particulier une fonction de prospection d'entreprises extérieures et de promotion économique pour tout le département du Loiret.

Parmi les acteurs comme le secteur entrepreneurial qui s'est implanté sur l'agglomération, il est reconnu l'efficacité de la collaboration Communauté d'Agglomération-CCI-ADEL, en particulier en matière d'accueil.

1.2.6- L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Orléanaise

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Orléanaise diffère, selon un des membres de l'agence peu dans ses statuts, ses actions et ses partenaires de l'Agence d'Urbanisme de Tours. Elle travaille en collaboration avec les communes de la Communauté d'Agglomération Orléanaise, les services de l'Etat...

Son action s'oriente plus vers l'urbanisme, intervenant très peu dans le développement économique.

2- ANALYSE DE L'ACTION DES ACTEURS PUBLICS FACE AUX SERVICES AUX ENTREPRISES, INDIVIDUELLEMENT ET COLLECTIVEMENT

Sur Tours et Orléans, y-a-t-il de la part des acteurs économiques locaux une véritable intentionnalité d'attirer les services aux entreprises ? Mettent-ils en œuvre les moyens conséquents pour atteindre cet objectif ?

Le développement local des activités de services aux entreprises est-il un enjeu réel pour les politiques locales d'aménagement et de développement économique ?

2.1- LES ACTEURS FACE AUX SERVICES AUX ENTREPRISES : ETUDE DE L'AGGLOMERATION TOURANGELLE

L'agglomération tourangelle comme la plupart des agglomérations françaises a vu le poids des activités de services, notamment celles de services aux entreprises augmenter, à la fois dans l'emploi, le nombre d'entreprises et la valeur ajoutée.

Si de cette évolution, les acteurs économiques locaux semblent en avoir conscience, cela ne semble pas véritablement impliquer la mise en place d'une politique d'attraction spécifiquement ciblée vers les services aux entreprises ou d'actions qui visent à attirer ou faire naître des activités de services aux entreprises.

Plusieurs arguments, recueillis au cours des entretiens et de lecture; permettent d'étayer ce propos.

2.1.1- Un manque d'information et de connaissance sur le secteur des services aux entreprises

Il est apparu au cours des divers entretiens que les acteurs économiques locaux n'avaient qu'une connaissance imparfaite du potentiel d'emploi et de développement métropolitain que représentent les services aux entreprises.

Tout d'abord, aucun des différents acteurs économiques ne sait concrètement quelles activités sont regroupées sous le terme de "services aux entreprises" et quelles implications ce secteur peut avoir pour le développement de l'agglomération tourangelle.

De plus, les acteurs économiques de l'agglomération tourangelle, quels qu'ils soient, ne disposent d'aucune donnée recensant le nombre exact d'entreprises de services aux entreprises sur l'ensemble de l'agglomération. Il semble qu'il n'y ait, pour le moment, aucune volonté ni individuelle, ni collective de la part du service économique de la Communauté d'Agglomération Tour(s)plus, comme de la CCI ou de l'ADT (Agence de Développement de Touraine) pour mettre en place une collecte et un suivi de données statistiques relatives aux services aux entreprises et les informations sur leur contribution à la compétitivité et à la création d'emplois. L'agglomération dispose pourtant d'un observatoire, l'Observatoire Economique de Touraine. Celui-ci est le fruit d'un partenariat entre la CCI d'Indre et Loire et le Conseil Général, auquel la Communauté

d'Agglomération de Tour(s)plus est adhérente. Aucune étude ne concerne directement et précisément les services aux entreprises de l'agglomération.

A l'inverse, pour exemple, l'agglomération lilloise détient, par le biais de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nord-Pas-de-Calais des données fines sur les services aux entreprises, secteur par secteur. Ceci est le signe d'une volonté politique de s'informer et de connaître ce secteur. Connaître le tissu économique, notamment la situation et l'évolution des entreprises de services aux entreprises est la première étape pour mettre en place une politique spécifique des services aux entreprises.

Ainsi, l'agglomération tourangelle ne semble disposer d'aucune connaissance exacte et approfondie, ni ne réaliser aucun suivi de la situation des services aux entreprises qui pourraient fournir les bases de décisions nécessaires au niveau de la politique économique locale.

Si les activités tertiaires ont pris de l'ampleur et sont les plus importantes en termes d'emplois sur l'agglomération tourangelle, son industrie est souvent mise en avant et il semble que ce soient les activités industrielles qui fassent encore l'objet d'interventions publiques locales, soit pour retenir des établissements, soit pour les attirer.

2.1.2- Quelques actions mais qui ne suffisent pas à constituer une politique spécifique de soutien et d'attraction des activités de services aux entreprises

Selon les acteurs économiques rencontrés, l'agglomération tourangelle n'est pas encore en mesure de mener une politique sectorielle et se permettre ainsi de refuser l'implantation d'une entreprise. Elle mène une politique générale d'attraction des entreprises quel que soit le secteur dans le but global de favoriser la croissance et l'activité économique générale de l'agglomération. Celle-ci n'obéit donc pas à une démarche spécifique d'attraction ou de développement des services aux entreprises. Les aides proposées comme l'ingénierie d'accueil ne sont pas destinées exclusivement aux services entreprises.

Cependant, bien que l'objectif soit toujours d'attirer toutes les entreprises possibles, la politique actuelle de l'agglomération semble pour une partie ciblée le secteur des centres d'appels qui depuis 3-4 ans s'est développé de manière importante sur la région Centre (sur Tours : Bouygues T2L2COM? Multiligne...). En effet, les plates-formes de centres d'appel sont à la recherche d'assez grandes villes, à proximité de Paris et ayant des potentialités foncières d'accueil ainsi que des locaux à louer et disponible rapidement. Les acteurs de l'agglomération souhaitent donc profiter de l'opportunité que représente ce secteur en développement.

Ainsi, pour répondre aux besoins de ces entreprises et être compétitrice, la Communauté d'Agglomération a décidé d'engager une politique d'acquisition de locaux neufs répartis sur l'ensemble du territoire et de les proposer à la location afin d'une part de réagir face à un manque handicapant d'immobilier de bureaux adaptés aux besoins de proximité et d'équipements en télécommunications.

La CCI d'Indre-et-Loire de son côté, le 5 juin dernier, a lancé la construction d'un bâtiment destiné à accueillir des activités de "call-centers" pour faciliter afin de dynamiser le marché et faciliter aux PME de toutes tailles l'accès à ce service de relation-client à distance.

En collaboration avec l'école de commerce de Tours, l'ESCEM, elle a également mis en place une formation spécifique professionnalisante aux métiers de téléopérateurs, télévendeurs et de conseillers clientèle. Une mention complémentaire post-baccalauréat a été créée, résultat d'un partenariat entre l'Education Nationale et la CCI de Touraine.

Il y a donc aujourd'hui une politique spécifique ciblant les centres d'appels. L'objectif est de répondre le plus vite et le mieux possible aux besoins spécifiques des entreprises de ce secteur car les acteurs ont conscience de l'importance en termes d'emplois que représente l'implantation de ces grandes plates-formes. Dans ce cadre, la CCI, la Communauté d'Agglomération et le Département sous l'égide de l'Agence de Développement de Touraine, le Conseil Général et les l'ensemble des acteurs économiques locaux ont agi en partenariat pour fournir les meilleures conditions d'implantations de ces nouvelles activités.

Mais cette politique plus spécifique aux centres d'appels s'est faite en réaction à la volonté de grandes plates-formes de venir s'installer.

Aucune action réelle de soutien aux entreprises ayant recours aux services, d'aides directes aux services aux entreprises ou d'incitation à l'externalisation de certaines fonctions en proposant des entreprises de services n'est mise en oeuvre.

2.1.3- Un manque de contact avec les PME-PMI du secteur des services aux entreprises, qui constituent l'essentiel du secteur

Afin de savoir comment était perçue l'action des acteurs économiques locaux par les entreprises de services aux entreprises, un certain nombre d'entretiens téléphoniques a été effectué sur la ville de Tours et les communes de son agglomération (ainsi qu'Orléans et les communes de l'agglomération).

Il est ressorti des entretiens réalisés auprès d'entreprises de services aux entreprises de l'agglomération tourangelle que les contacts entre les entreprises et les acteurs économiques locaux, lors de leur implantation par exemple, sont rares. Les entreprises de services aux entreprises sur l'agglomération sont en grande majorité des PME-PMI et celles interrogées n'ont presque jamais bénéficié d'aides ou de conseil lors de leur implantation.

Il semble ainsi que les acteurs économiques locaux ciblent davantage les plus grandes entreprises qui participent sans doute à la renommée de la région. En effet, une initiative a été mise en place par l'ADT et la CCI d'Indre et Loire : le Plan Systématique de visite. Il s'agissait de rendre visite aux chefs d'entreprise afin de détecter les projets, les besoins des entreprises. Si l'initiative devait permettre de mieux percevoir et connaître les besoins des entreprises, elle ne concernait que les entreprises de plus de dix salariés, donc très peu de PME-PMI.

Mais le fait que le service de développement économique ait été détaché de la mairie de Tours pour être implanté sur le quartier des Deux-Lions (détruit depuis) a été une initiative afin d'être au contact des entreprises high-tech et du milieu de la recherche.

En ciblant et s'adressant à de grandes entreprises, les acteurs économiques locaux ne peuvent donc pas avoir une connaissance suffisante des stratégies de firmes de services aux entreprises puisque ce sont essentiellement des PME-PMI.

2.1.4- Une organisation des acteurs économiques locaux qui donne davantage lieu à une concurrence qu'à une action collective coordonnée permettant la mise en place d'une politique d'attraction des services aux entreprises

La création de la Communauté d'Agglomération, Tour(s)plus, a modifié quelque peu le schéma d'organisation des acteurs du développement économique sur l'agglomération tourangelle. Depuis ses débuts, la Communauté d'Agglomération n'a joué qu'un rôle relativement faible en matière de développement économique (mise en place, définition des missions et principes d'action...) continuant ainsi à laisser une grande marge de manœuvre à deux acteurs déjà bien ancrés dans le jeu d'acteurs et dont le rôle d'interface entre entreprises et collectivités était essentiel : la CCI d'Indre et Loire et l'Agence de Développement de Touraine.

En effet, comme on l'a vu précédemment, la CCI a pour principale mission la réalisation de zones d'activité, d'immobilier d'entreprise, l'offre de services, l'accueil de personnel... Elle est un interlocuteur privilégié des entreprises. Après un peu plus d'un an d'existence, le service du Développement économique de la Communauté d'Agglomération, Tour(s)plus n'est pas encore un acteur économique majeur mais commence à trouver sa place auprès des autres acteurs du développement économique comme nouvel interlocuteur des entreprises. Elle a pour ambition de devenir le "guichet unique" des entreprises.

Un partenariat entre Tour(s)plus et la CCI n'est pas à exclure. La CCI est nettement favorable à une mise en commun des moyens avec la Communauté d'Agglomération, ce qui permettrait de rationaliser les coûts et de proposer un interlocuteur unique pour les entreprises.

Mais si un partenariat entre Tour(s)plus et la CCI a été envisagé afin de mettre en commun des savoirs-faire, il semble difficile à émerger car chacune des structures intervient sur le même objet et de surcroît sur le même territoire. Elles cherchent à préserver leur domaine d'intervention pour ne pas voir leur existence menacée. Par exemple, la CCI et Tour(s)plus se retrouvent en concurrence pour l'attraction d'entreprises car la zone Equatop à Saint-Cyr-sur-Loire est gérée par la CCI qui désire quand une entreprise cherche à s'implanter sur l'agglomération pouvoir l'installer sur son site. La CCI et Tour(s)plus sont concurrentes alors qu'elles devraient travailler en coordination pour attirer les entreprises dans l'intérêt général de l'agglomération tourangelle.

Cependant, une initiative de partenariat est à noter : le Groupe Economique Opérationnel. Formé du noyau : CCI, le Conseil Général et de Tours, il rassemble élus et techniciens de manière régulière afin de prendre des décisions sur des dossiers communs à différents partenaires. Mais là encore, il s'exerce une concurrence certaine et chacun veut s'approprier le leadership afin de conserver sa légitimité d'existence.

Sur l'agglomération de Tours, il n'y a donc pas encore une réelle complémentarité, coordination entre les acteurs du développement économique, mais davantage une concurrence. La création de la Communauté d'Agglomération et de son service Développement économique a modifié l'organisation des acteurs. Actuellement considérée comme un nouveau concurrent, elle n'est pas perçue par les autres intervenants de l'action économique comme simplificatrice de l'action économique sur l'agglomération tourangelle. Chacun souhaite défendre son champ d'intervention. Cependant, cela risque de se faire au dépend des entreprises et devenir un handicap pour

l'agglomération tourangelle. Savoir travailler ensemble pour un projet commun permet d'offrir un climat favorable à l'implantation des entreprises.

Tour(s)plus a pour but dans les années qui viennent de s'affirmer comme "guichet unique" auprès des entreprises, d'être un régulateur entre les différentes communes membres (la Communauté d'Agglomération doit permettre d'éviter une concurrence entre les communes qui sont réunies dans un intérêt commun, Tour(s)plus) et de permettre une amélioration de la lisibilité de l'organisation des acteurs du développement économique et une meilleure communication entre eux.

C'est autour d'une coopération entre acteurs, de l'adhésion à un projet commun que peut se développer et se mettre en place une véritable politique d'attraction des services aux entreprises.

2.1.5- Bilan

La connaissance imparfaite du secteur des services aux entreprises et l'absence d'une politique spécifiquement ciblée vers ce secteur peuvent être mis en lumière à trois niveaux :

- celui de l'organisation même des institutions locales de développement économique qui actuellement est plus propice à une concurrence qu'à une coopération. L'affirmation de Tour(s)plus comme "guichet" unique des entreprises et son partenariat avec les acteurs du développement économique permettront de clarifier et d'optimiser l'action envers les entreprises ;
- celui du ciblage des catégories d'entreprises auxquelles les acteurs locaux s'adressent car l'intérêt est davantage porté aux grandes entreprises pour connaître leur besoins et stratégies qu'aux PME-PMI qui constituent principalement le secteur des services aux entreprises ;
- et celui de la connaissance par les "décideurs publics locaux" des stratégies des firmes de services aux entreprises (leur division fonctionnelle et spatiale du travail). En effet, aucune étude spécifique aux services aux entreprises permettant une collecte de données, un suivi et des analyses de la situation à l'échelle de l'agglomération n'est réalisée pour connaître les besoins et attentes des entreprises et fournir aux acteurs économiques les bases nécessaires aux prises de décisions.

Une méconnaissance du secteur des services aux entreprises, de sa contribution à la compétitivité, à la création d'emploi et au développement métropolitain par les acteurs économiques, ne peut immanquablement pas déboucher sur la mise en place d'une politique d'attraction des services aux entreprises qui nécessite au préalable une base d'informations et d'analyse sur la situation en matière de services aux entreprises.

2.2- LES ACTEURS FACE AUX SERVICES AUX ENTREPRISES : ETUDE DE L'AGGLOMERATION ORLEANAISE

2.2.1- Une absence de sources d'informations sur les services aux entreprises

Comme l'agglomération de Tours, Orléans ne dispose pas de données statistiques précises ou d'analyses spécifiques aux activités de services aux entreprises présentes sur l'agglomération.

La CCI du Loiret est en train de mettre sur pied un Observatoire Economique qui possède deux volets: le commerce et l'aménagement. Une étude a déjà été réalisée sur les parcs d'activités d'Orléans et du Loiret. Mais aucune étude ou analyse n'existe au sein de la CCI, du service Développement Economique de la ville d'Orléans et de la Communauté d'Agglomération, ou encore au sein de l'ADEL concernant les services aux entreprises. Il n'y a donc actuellement pas de suivi précis de la situation des services aux entreprises qui pourrait fournir les bases de décisions nécessaires au niveau de la politique économique locale.

De plus, les entretiens sur l'agglomération orléanaise ont révélé comme pour l'agglomération tourangelle une incapacité des acteurs économiques locaux à déterminer les activités regroupées sous le terme "services aux entreprises".

2.2.2- Quelles actions en faveur des services aux entreprises ?

Comme l'agglomération tourangelle, l'agglomération orléanaise constitue un site attractif pour les centres d'appels qui sont de plus en plus nombreux à venir s'y installer: Téléperformance France, CMC, TechCity... En 1999, 40 % des projets d'implantation concernaient les centres d'appels. A proximité de Paris, elle offre des potentialités d'accueil, une ingénierie d'accueil et d'aides économiques performante, une main d'œuvre avec un turn-over moins élevé qu'en région parisienne. La capitale du Loiret a ainsi remporté plusieurs appels d'offres importants en mettant tous ses atouts de son côté. Ceci témoigne d'une volonté de la ville d'Orléans et de son agglomération de s'investir sur ce marché.

Pour cela, elle a lancé la construction d'un bâtiment imaginé, conçu et réalisé par des professionnels du secteur de la relation clients par téléphone, dédié à l'activité des centres d'appels. Elle a ainsi devancé le marché afin de pouvoir répondre le plus rapidement possible à la demande et permettre à un centre d'appel de s'implanter dans des délais rapides, facteur d'attraction des centres d'appels.

D'autres moyens ont été adoptés afin d'attirer les entreprises et sont ainsi des facteurs d'attraction:

□ l'ingénierie d'accueil

En matière d'ingénierie d'accueil, la ville d'Orléans et probablement bientôt la Communauté d'Agglomération, une fois que le service de Développement économique sera en place, offre :

- une assistance technique qui concerne la recherche de terrains, de locaux commerciaux, de bâtiments industriels et de bureaux, la recherche de partenaires industriels et commerciaux, le

montage immobilier avec un architecte, la mise en place d'une assistance au recrutement et à la formation sur mesure ;

- une assistance financière qui comprend la recherche de financements (Société de capital risque, société de crédit-bail, pool bancaire, fonds nationaux et européens) ainsi que la recherche de fonds pour financer le recrutement, la formation, les investissements mobiliers et immobiliers, et les études ;
- une assistance administrative et juridique avec le montage des dossiers de subventions et le montage du plan d'affaires ;
- et enfin une assistance à l'installation des familles avec la recherche de logements individuels, de crèches et d'établissements d'enseignement, d'un travail pour les conjoints, une réunion de présentation de la ville et de son cadre de vie ainsi qu'une journée d'accueil des nouveaux arrivants. Cette mission est assurée par la cellule d'accueil de l'ADEL.

Cette ingénierie d'accueil est, pour les entreprises des centres d'appels comme pour celles des autres secteurs d'activités reconnue comme un des éléments les plus déterminants dans l'implantation de l'entreprises sur Orléans. Selon les responsables du service économique de la ville d'Orléans, celui-ci *"fait encore plus vite que les Américains pour implanter, c'est ce que nous disent les chefs d'entreprises"*.

□ le mécanisme des aides économiques proposées de la part du Conseil Général, du Conseil Régional

□ la création de deux "cellules" de détection, le "veilleur"

La ville et le département ont créé deux cellules de "détection" économique, animées par des chasseurs d'emplois, rompus aux techniques d'approche des entreprises et capables d'apporter des réponses ultrarapides.

La ville d'Orléans, et donc très probablement la Communauté d'Agglomération prochainement lorsque le service économique sera définitivement organisé, est dotée d'un "veilleur" qui s'informe grâce aux journaux et annonces de toutes les opportunités d'implantation qui peuvent se présenter et pour lesquelles Orléans peut faire jouer ses atouts et répondre aux attentes. Ensuite, un dossier présentant Orléans et son agglomération est réalisé par le service économique de la ville d'Orléans pour l'entreprise qui recherche un site d'implantation. Ce dossier est adapté et personnalisé en fonction de l'entreprise, son secteur d'activité et ses attentes en matière de critères d'implantation dans le but d'appuyer les atouts d'Orléans qui sont importants pour l'entreprise et qui permettront ainsi de faire la différence.

L'agglomération d'Orléans mène donc, comme Tours, une politique ciblant les centres d'appels qui ont des besoins en matière d'implantation auxquels elle peut apporter des réponses et pour lesquels elle connaît bien les besoins. Des actions concernant pour certaines directement les centres d'appels sont mises en œuvre (la construction du bâtiment par exemple), mais les autres, notamment l'ingénierie d'accueil sont également destinées à des entreprises de secteurs d'activités divers. Hormis le secteur des centres d'appels, on ne peut donc pas dire que les acteurs de l'agglomérations mettent en œuvre des mesures spécifiques pour attirer les activités de services aux entreprises.

L'ensemble des actions existantes est encore loin de constituer une politique globale d'attraction à l'échelle de l'ensemble des services aux entreprises stimulant à la fois l'offre et la demande de services de la part des entreprises.

Les acteurs économiques de l'agglomération Orléanaise, en particulier la ville d'Orléans, ont décidé de "freiner" cette politique d'attraction des centres d'appels en donnant un coup d'arrêt aux implantations. Avec plus de vingt centres d'appels, la ville estime "*avoir fait le plein pour l'instant*". Elle avait défini une stratégie : ne pas dépasser 3 000 emplois dans ce secteur.

De plus, selon les différents acteurs économiques interviewés, l'agglomération orléanaise n'est pas encore en mesure de sélectionner les secteurs pour lesquels elle se voit proposer des implantations. La CCI avoue elle-même qu'elle cible davantage les industriels et les logisticiens car ce sont les secteurs qui s'implantent le plus souvent sur l'agglomération d'Orléans.

Cette dernière profite de toutes les opportunités qui se présentent. Elle mène une politique de prospection et cherche plus à étoffer ses secteurs existants et développer de nouveaux secteurs tout en essayant de mener une politique de filière, c'est à dire à ce que soient réunis au sein de l'agglomération tous les secteurs nécessaires de l'élaboration à la production et commercialisation du produit.

Une réflexion a d'ailleurs été entamée récemment sur les secteurs à développer sur l'agglomération dans les prochaines années. Les services aux entreprises seront peut-être un des secteurs choisis ?

Il ressort des différentes rencontres et lectures que les différents décideurs économiques locaux agissent principalement en fonction de la demande. Ils s'adaptent davantage à la demande qu'ils ne la devancent. Leur politique d'attraction des centres d'appels s'est, pour exemple, mise en place en réaction à la croissance spectaculaire de l'industrie de la communication et à la demande des centres d'appels, qui recherchaient des sites d'implantation avec des possibilités d'accueil adaptées, de la main d'œuvre, le cadre de vie...

2.2.3- Les contacts avec les entreprises de services aux entreprises de l'agglomération

Un des moyens pour s'investir efficacement dans le développement économique est de connaître précisément ce que sont à un moment donné les besoins des entreprises. Car si le développement d'un territoire passe par l'attraction de nouvelles entreprises (développement exogène), il requiert également un développement endogène consistant au développement des entreprises existantes.

En effet, selon Mme Capy, chargée de mission au service de l'action économique de la ville d'Orléans, l'une des méthodes pour participer au développement économique de l'agglomération consiste à un travail en collaboration avec les entreprises existantes : contacts avec les entreprises afin de connaître leurs besoins, de faciliter leurs démarches administratives, de favoriser la rencontre des différents acteurs qui gravitent autour de l'entreprise (organisation de forums, de salons...), de leur apporter une aide lors des montages de projets...

Cependant, lors des entretiens menés auprès d'entreprises de services aux entreprises sur Orléans et son agglomération qui pour la plupart étaient des PME-PMI, il est revenu très régulièrement que celles-ci n'ont que peu de contacts, voire aucun contact avec les différents acteurs économiques, qu'il s'agisse de la ville d'Orléans et des autres communes de l'agglomération, de la CCI, l'ADEL...

On peut donc avancer que si les acteurs économiques locaux ont des contacts réguliers avec les entreprises implantées, ce sont principalement avec de grandes entreprises. Les besoins des PME-PMI, en particulier dans le domaine des services aux entreprises qui nous intéresse, et leur évolution ne sont donc pas clairement perçus. Or, les logiques des entreprises ont changé.

Afin de maîtriser le développement du territoire, les acteurs locaux se doivent de comprendre avec quelles logiques l'entreprise fonctionne et surtout quelles difficultés et quels manques spécifiques elle rencontre sur son territoire. L'évolution des techniques de production et diffusion ont engendré l'émergence et le développement de nouvelles activités de services en particulier pour les entreprises : les acteurs économiques locaux doivent intégrer ses nouveaux enjeux dans leur politique de développement. Par conséquent, l'efficacité de l'action locale dépend des moyens déployés pour connaître les potentialités de son territoire et les besoins actuels et à venir des entreprises qui sont les composantes même du dynamisme économique.

2.2.4- L'organisation des acteurs économiques locaux : un partenariat pour le développement économique

A la différence de la ville de Tours, la ville d'Orléans s'est depuis longtemps imposée comme l'interlocuteur unique en matière de développement économique, chargé d'établir les liens avec l'ensemble des acteurs économiques locaux : CCI, l'ADEL (Conseil Général), Conseil Régional, Orléans Technopôle...

Aujourd'hui, elle est l'élément moteur de la Communauté d'Agglomération Orléanaise créée depuis le 1^{er} janvier 2002 qui a fait suite à la Communauté de Communes de l'Agglomération Orléanaise créée le 1^{er} janvier 1999. Le fait que la ville d'Orléans soit un acteur du développement économique très actif est issu probablement d'une volonté politique forte de développer économiquement Orléans et de profiter notamment de sa position géographique.

Cette volonté ancienne de la part de la ville d'Orléans de s'engager dans le développement économique de l'agglomération et d'en être un élément dynamique est également appuyée par le fait qu'elle s'est engagée dans une intercommunalité historiquement forte (presque quarante ans), réalité voulue et travaillée par la ville. Il y a donc sur l'agglomération orléanaise une tradition des collectivités locales à se mobiliser pour un projet commun.

Les acteurs économiques semblent agir sur l'agglomération orléanaise de manière plus coopérative pour attirer les entreprises et leur offrir les conditions les plus favorables pour leur implantation. Cet esprit de coopération se retrouve à deux niveaux : à la fois entre les communes qui composent la Communauté d'Agglomération, et entre les différents responsables économiques, c'est à dire la ville, et aujourd'hui la CAO (Communauté d'Agglomération Orléanaise), le Conseil Général, le Conseil Régional...

En effet, l'action économique de la ville d'Orléans propose une ingénierie de services en partenariat avec l'ADEL, la CCI, le Conseil Régional, l'Union des entreprises du Loiret (MEDEF), la Banque de France...

Le réseau de coopération qu'a su tisser Orléans avec les autres communes de l'agglomération est aussi un facteur important pour créer et aménager des parcs de qualité, favorables à

l'implantation des entreprises (Saint-Jean-de-Braye et Semoy pour les Châtelliers ou Boigny-sur-Bionne, Marigny-les-Usages et Saint-Jean-de-Braye pour les Charbonnières par exemple).

Eric DOLIGE, président de l'ADEL affirme que *"la coopération est de règle avec le service économique de la ville d'Orléans, au-delà des clivages politiques"*. Les intérêts économiques priment sur les autres considérations. Et selon le service économique de la ville d'Orléans, c'est ce partenariat entre acteurs économiques locaux mais aussi entre communes qui est la clé de la réussite de la politique économique menée par la ville d'Orléans.

2.2.5- Bilan

Si comme pour Tours, l'agglomération d'Orléans ne dispose pas encore de données ou d'analyse sur les services aux entreprises de l'agglomération, que les contacts avec les entreprises du secteur des services aux entreprises sont rares (hormis les centres d'appels par exemple) et qu'ainsi elle n'a qu'une connaissance imparfaite des stratégies des firmes de services aux entreprises et plus généralement de l'importance de ce secteur d'activités et son développement, une différence s'impose par rapport à l'agglomération tourangelle : un partenariat entre acteurs économiques locaux plus développé et reconnu. L'organisation des institutions locales de développement économique semble ainsi sur Orléans plus aboutie et propice à l'élaboration d'une véritable politique de développement économique associant les différents décideurs économiques locaux.

Cependant, il ne semble pas que l'attraction des services aux entreprises, à l'exception des centres d'appels, soit un enjeu particulier pour les politiques locales d'aménagement et de développement économique.

Le fait que le dialogue entre décideurs économiques et entreprises, notamment PME-PMI soit peu développé est un phénomène à analyser avec prudence. Les contacts qu'ont actuellement les organismes économiques et les entreprises (surtout PME-PMI) sur les agglomérations de Tours et d'Orléans ne sont pas suffisants pour déterminer les véritables besoins des entreprises. Mais en réalité, le dialogue entre acteurs économiques locaux et entreprises connaît ses limites et n'est pas toujours évident. Il nécessite de la bonne volonté de la part des deux parties.

D'un côté, l'initiative doit venir des décideurs économiques. De l'autre, les entreprises doivent apporter leur contribution en acceptant de comprendre la démarche des acteurs économiques et "de jouer le jeu". En effet, les chefs d'entreprises n'ont souvent pas le temps de répondre à des enquêtes, surtout s'il faut sonder des salariés ou délivrer des chiffres clés de leurs activités.

3- L'ETUDE DE LA CRCI DU CENTRE SUR LES SERVICES AUX ENTREPRISES : VOLONTE D'UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DE LA REALITE DES SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LE TERRITOIRE REGIONAL, SIGNE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE DE L'IMPORTANCE DE CE SECTEUR POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE Avenir

Si au niveau des agglomérations de Tours et d'Orléans, il n'y a pas encore , comme on a pu le constater précédemment, une véritable préoccupation autour du secteur des services aux entreprises, notamment en matière d'information et de connaissance, il semble qu'à l'échelle de la région, les choses évoluent. En effet, la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie (CRCI) de la région Centre a effectué une étude sur les services aux entreprises en région Centre. Le poids des services par rapport aux autres activités se situe en région Centre à un niveau inférieur à la situation moyenne des régions françaises. Ceci est en fait la conséquence d'une sur-représentation de son industrie par rapport à la moyenne des régions françaises.

L'étude analyse le comportement des services aux entreprises de la région et a permis de distinguer cinq particularités régionales bien spécifiques :

- une polarisation accentuée sur les deux principales agglomérations, Tours et Orléans ;
- de nombreux établissements de petite taille (11 815 établissements sur 23 300 n'employaient en 1998 aucun salarié) ;
- une forte dépendance des établissements de services de plus de 50 salariés à des groupes dont le siège social est extérieur à la région ;
- des salaires proches de la moyenne nationale ;
- une croissance vigoureuse tant en nombre d'établissements que d'emplois.

Elle aborde également plusieurs groupes de services aux entreprises et leur propre dynamique de développement. La dernière partie de l'étude est plus particulièrement dédiée à la synthèse d'une centaine d'entretiens menés avec des entreprises de la région et à un panorama sectoriel complet service par service.

L'intérêt de la CRCI de la région Centre au développement des activités de services, et plus particulièrement au secteur des services aux entreprises a été suscité par les évolutions de l'activité économique qui depuis les dix dernières années ont semé quelques doutes sur la solidité de la vocation industrielle de cette région. La région Centre avec ses activités manufacturières et de sous-traitance industrielle a subi rapidement les effets du ralentissement économique avec des effets sur l'emploi industriel.

Une meilleure connaissance de la réalité des entreprises de services était nécessaire. Or, force est de constater que si les éléments sur les entreprises industrielles abondent, les informations économiques sur le secteur des services et plus spécialement les services aux entreprises sont peu nombreuses. C'est pourquoi la CRCI dont l'une des missions est de conduire des démarches prospectives afin d'aider à la définition des leviers pour l'action économique, a constitué un groupe de travail et défini comme objectifs principaux :

- d'établir un panorama du secteur des services aux entreprises ;
- de recueillir les attentes des entreprises tant au niveau de la demande que de l'offre de services afin de favoriser la compréhension des mutations dans les fonctions des entreprises depuis quelques années et d'évaluer les conséquences de ces mutations sur le développement des services aux entreprises en région Centre.

Il serait donc intéressant que cette étude sur les services aux entreprises à l'initiative de la CRCI de la région Centre donne lieu à des études plus précises sur les deux agglomérations principales de la région : Tours et Orléans qui concentrent la plus grande partie des activités de services aux entreprises et que cette démarche soit portée par les CCI d'Indre et Loire et du Loiret, en coopération avec les agences de développement et les communautés d'agglomération.

Les agglomérations orléanaise et tourangelles avec un secteur industriel assez fortement présent peuvent constituer un terrain favorable au développement d'activités de services aux entreprises dans la continuité de savoir-faire traditionnels mais aussi par la création d'activités nouvelles à partir d'établissements existants. La nécessité pour certaines entreprises de se séparer d'activités secondaires pour se concentrer sur un nombre limité de savoir-faire peut favoriser théoriquement l'activité des services aux entreprises que ce soit par externalisation de "segments d'entreprises" ou par appel aux sociétés de services existantes.

La connaissance de la situation des agglomérations en matière de services aux entreprises, ainsi que les besoins des entreprises en services est une étape essentielle et indispensable pour appréhender les mutations économiques qui s'exercent sur le territoire et ainsi mettre en œuvre des actions cohérentes afin d'attirer des services aux entreprises adaptés aux attentes des entreprises.

CONCLUSION

L'objet de cette recherche était donc d'analyser d'une part la croissance des activités de services aux entreprises et de l'autre les actions publiques locales dans des agglomérations de province pour attirer ou faire naître ces activités. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur l'étude de deux agglomérations moyennes, Tours et Orléans qui sont les deux pôles économiques les plus importants de la région Centre.

Un constat s'impose : bien que relativement dynamiques économiquement (Orléans semble-t-il plus que Tours) et ayant connu depuis ces deux décennies un certain développement des services aux entreprises, aujourd'hui, Tours et Orléans ne s'affirment ni l'une ni l'autre comme de véritables métropoles à l'échelle nationale et leurs acteurs n'ont qu'une faible appréhension du phénomène métropolitain.

Cependant, ce constat doit être nuancé par les limites de l'étude. Tout d'abord, le fichier Quifaitquoi des CCI d'Indre et Loire et du Loiret ne recensent que la majorité des entreprises de services aux entreprises. Il ne constitue pas une source de données exacte. Ensuite, l'échantillon d'entreprises interrogées doit être étoffé pour que cette source d'informations soit assez fiable. Les Communautés d'Agglomération de Tours et Orléans sont une réalité encore récente. Elles ont modifié le paysage et l'organisation des acteurs économiques dont les rôles vont être amenés à évoluer puisque les Communautés d'agglomération doivent devenir l'acteur économique central à l'échelle de l'agglomération. Ce n'est que dans un délai de cinq à dix ans que l'efficacité économique et la mise en place des partenariats pourra être analysées.

Entourées de trois grandes agglomérations que l'on peut qualifier, quant à elles, de "métropoles", l'Ile de France, les agglomérations nantaise et bordelaise, Tours et Orléans montrent des difficultés à s'affirmer. Certains d'ailleurs considèrent, qu'appartenant désormais au bassin parisien, elles ne peuvent s'ériger en métropole, le rayonnement de la métropole parisienne étant trop large.

Le fait également que les agglomérations de Tours et Orléans, de taille presque équivalente, proches de Paris, se disputent le statut de métropole régionale (que l'on semble plus accordé à l'agglomération orléanaise) et qu'aucune n'arrive à se détacher et prendre le devant.

On peut donc se demander si les agglomérations tourangelles et orléanaise, au lieu de rester dans un environnement concurrentiel (les acteurs ne le perçoivent pas de cette manière), ne devraient pas se constituer en aire métropolitaine plutôt que de vouloir chacune de leur côté devenir une métropole, statut auquel elles ne sont pas préparées et n'ont pas les moyens.

Ne vaudrait-il mieux pas envisager une métropolisation au niveau régional pour avoir plus de capacité à réagir face à la métropole parisienne ?

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLEAUX

<u>Tableau n°1</u> : Nomenclature économique des activités des services aux entreprises	page 9
<u>Tableau n°2</u> : Chiffres clés du secteur des services aux entreprises en 1999	page 13
<u>Tableau n°3</u> : L'emploi dans les services aux entreprises	page 15
<u>Tableau n°4</u> : La croissance des emplois dans les services aux entreprises	page 16
<u>Tableau n°5</u> : La valeur ajoutée dans les services marchands	page 17
<u>Tableau n°6</u> : Croissance de la valeur ajoutée des services aux entreprises	page 17
<u>Tableau n°7</u> : Les chiffres-clés des services aux entreprises dans les sept premières aires urbaines	page 21
<u>Tableau n°8</u> : Indices de spécificité de quelques aires urbaines parmi les 19 premières	page 22
<u>Tableau n°9</u> : Les communes de l'unité urbaine de Tours	page 55
<u>Tableau n°10</u> : Les communes de l'unité urbaine d'Orléans	page 56
<u>Tableau n°11</u> : Population des communes de l'agglomération tourangelle en 1990 et 1999 et leur évolution	page 58
<u>Tableau n°12</u> : Le nombre d'entreprises et d'emplois dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services de l'agglomération tourangelle	page 60
<u>Tableau n°13</u> : La répartition du nombre d'entreprises et d'emplois présents sur Tours et son agglomération dans l'industrie et les services	page 60
<u>Tableau n°14</u> : La population des communes de l'agglomération orléanaise et son évolution entre 1990 et 1999	page 62
<u>Tableau n°15</u> : Le nombre d'entreprises sur l'agglomération orléanaise	page 64
<u>Tableau n°16</u> : Le nombre d'entreprises sur la commune d'Orléans	page 64
<u>Tableau n°17</u> : Les services aux entreprises sur Tours et les communes de son agglomération	page 67
<u>Tableau n°18</u> : La répartition des services aux entreprises de Tours et son agglomération par catégorie d'activités	page 69
<u>Tableau n°19</u> : Les activités de Postes et Télécommunication sur l'agglomération tourangelle	page 70
<u>Tableau n°20</u> : La Recherche – développement sur Tours et son agglomération	page 70
<u>Tableau n°21</u> : Les services aux entreprises présents sur l'agglomération tourangelle le département d'Indre et Loire	page 71
<u>Tableau n°22</u> : Les services aux entreprises sur Orléans et son agglomération	page 72
<u>Tableau n°23</u> : La répartition des services aux entreprises sur Orléans et son agglomération par catégorie d'activité	page 73
<u>Tableau n°24</u> : Les activités de Postes et télécommunications dans l'agglomération orléanaise	

	page 74
<u>Tableau n°25</u> : La Recherche-développement sur Orléans et son agglomération	page 75
<u>Tableau n°26</u> : Comparaison des services aux entreprises entre les agglomérations de Tours et Orléans	page 76
<u>Tableau n°27</u> : Comparaison des activités de Conseil et assistance entre les agglomérations de Tours et Orléans	page 77
<u>Tableau n°28</u> : Comparaison des services opérationnels entre les agglomérations de Tours et Orléans	page 78
<u>Tableau n°29</u> : Répartition des services aux entreprises entre la ville-centre et les communes périphériques dans les agglomérations tourangelle et orléanaise	page 79
<u>Tableau n°30</u> : Répartition des différentes catégories de services aux entreprises entre la ville-centre et les communes périphériques dans les agglomérations de tourangelle et orléanaise	page 79

GRAPHIQUES

<u>Graphique n°1</u> : Les créations d'emplois dans les services entre 1962 et 1990	page 11
<u>Graphique n°2</u> : La production en volume depuis 1985	page 12
<u>Graphique n°3</u> : La production en volume de 1992 à 1999	page 13
<u>Graphique n°4</u> : Les secteurs dominants en termes de chiffre d'affaires	page 14

SCHEMAS

<u>Schéma n°1</u> : La place des services aux services dans l'économie française	page 12
<u>Schéma n°2</u> : L'évolution du concept d'externalisation	page 26
<u>Schéma n°3</u> : Les dynamiques de la métropolisation	page 36
<u>Schéma n°4</u> : Les politiques de soutien à la demande	page 94
<u>Schéma n°5</u> : Les politiques de soutien à l'offre	page 96

CARTES

<u>Carte n°1</u> : Effectifs salariés de l'ensemble des services aux entreprises et part dans l'ensemble du secteur privé	page 22
<u>Carte n° 2</u> : Emploi total en 1999 et taux d'emploi métropolitain supérieur	page 45
<u>Carte n°3</u> : Les communes de l'unité urbaine de Tours	page 55
<u>Carte n°4</u> : Les communes de l'unité urbaine d'Orléans	page 56

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BAILLY A, BOULIANNE LM, MAILLAT D (1989), Activités de services et évolution des systèmes de production, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°4, pp 625-639.
- BAILLY A, CAPPELLIN R, MAILLAT D (1989), Services à la production et changement technologique : introduction générale, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°4, 1989.
- BAILLY A, MAILLAT D, REY M (1984), Tertiaire moteur et développement régional : le cas des petites et moyennes villes, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°5, pp 757-776.
- BLONDE MH, HERICHER C (2001), Les services marchands en 2000 – Les services aux entreprises toujours dynamiques, INSEE Première, n°793.
- BONAMY J, MAY N (1994), Services et mutations urbaines : questionnements et perspectives, Paris, Anthropos-Economica.
- BOUREILLE B, GUESNIER B (1994), Dynamique des activités et évolution des territoires, Université de Saint-Etienne et Association de Science Régionale de Langue Française.
- BRYSON JR, MONNOYER MC (1998), Synthèse des rapports nationaux sur la politique de services en Europe, RESER.
- CASES C, FAVRE F, FRANÇOIS JP (1999), L'innovation technologique dans les services aux entreprises, INSEE Première, n°635.
- Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Centre (1999), Les services aux entreprises en région Centre.
- COFFEY WJ, POLESE M (1984), La localisation des activités de bureau et des services aux entreprises : un cadre d'analyse, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°5, pp 717-730.
- CUNAT F, THOMAS B (1997), Flexibilité et relations de service : interrogations sur le rôle de l'urbain, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°1, pp 5-22.
- CUNHA A, RACINE JB (1984), Le rôle des services aux entreprises dans une société post-industrielle : technologies nouvelles et décentralisation, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°5, pp 731-756.
- DATAR (1993), Métropoles en déséquilibre ?, Paris, Economica.
- DAVELAAR EJ, NIJKAMP P (1989), Gestion de l'espace et développement des services aux entreprises, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°4, pp 671-683.
- DE BANDT J (1995), Services aux entreprises : informations, produits, richesses, Paris, Economica.

DELGADO AP (1997), Les PME locales et les flux externes de services : quelles opportunités pour le développement des centres urbains de dimension moyenne ?, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°1, pp 23-48.

DEMAZIERE C, Thibault S (2000), Gouverner les métropoles, Villes en parallèle, n°30-31.

DEMAZIERE C (2002), Les interventions économiques des collectivités locales : des politiques locales en émergence ?, Les cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie.

Direction Générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes (1999), Externalisation des services dans l'industrie : enjeux, pratiques et développement en France, Paris, Edition de l'Industrie.

DATAR,, Mutations économiques et urbanisation – cinq ans de recherche et d'expérimentation, Paris, La Documentation Française.

GALLOUJ C (1993), Les enjeux et dynamiques du développement des marchés régionaux des services aux entreprises : le cas de la région Nord-Pas-De-Calais, thèse de doctorat en sciences économiques, Villeneuve d'Ascq, Université de Lille I.

GERBEAUX F, MULLER P (1992), Interventions économiques des collectivités locales, Pouvoirs, n°60.

JOUVAUD M (1996), Vers une typologie des services aux entreprises selon leurs facteurs de localisation, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°3, pp 598-623.

LEO PY, MONNOYER-LONGE MC, PHILIPPE J (1991), Métropoles régionales et PME : l'enjeu international – Réflexion à partir du cas de Bordeaux et de Marseille, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°1, pp 41-69.

LEO PY, PHILIPPE J (1998), Tertiarisation des métropoles et centralité – Une analyse de la dynamique des grandes agglomérations en France, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°1, pp 64-83.

LUBIN G (1999), Stratégies de développement : le face à face entreprises-collectivités locales; mémoire de recherche, Tours, CESA.

MAY N (1998), Rapport annuel sur les avancées de la recherche relative aux activités de service en Europe en 1998 – services et internalisation, RESER.

MICHEL S (2000), Diffusion des services aux entreprises dans les systèmes urbains français et allemand, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°4, pp 708-731.

MONNOYER MC (1984), Evolution du marché des services aux entreprises et formulation de stratégies de développement pour les activités de services : implications régionales, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°5, pp 777-792.

MORICONI-EBRARD, F (2001), Identifier les territoires de la métropolisation : un état de la question, Cahiers de la métropolisation, n°2, pp 7-27.

MORIN R, LEMIEUX A (1999), Développement local et ancrage territorial des entreprises dans les quartiers d'une ville-centre, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°5, pp 1037-1058.

MOYART L (1997), Place des services généraux aux entreprises dans le développement urbain, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°1, pp 49-66.

MUSSO E, CASTAGNINO P (1997), Avantages compétitifs des villes : une analyse comparative dans le cadre de l'Europe du Sud, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°1, pp 67-96.

OLLIVRO J, BAUELLE G (2000), La localisation des fonctions stratégiques : entre attractivité métropolitaine et convivialité résidentielle, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°2, pp 196-209.

PHILIPPE J (2002), Onze fonctions pour qualifier les grandes villes, INSEE Première, n°840.

PHILIPPE J, LEO PY, BOULIANNE LM (1998), Services et métropoles – Formes urbaines et changement économique, Paris, L'Harmattan.

RABAUD I (1995), L'internalisation des services : le cas des services aux producteurs, thèse de doctorat en sciences économiques, Paris, Université Paris IX Dauphiné.

ROSSI A (1984), Les services et leur contribution au développement régional, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n°5, pp 697-701.

ROUQUETTE C (1996), L'essor des services depuis les années 60, INSEE Première, n°498.

TOURJANSKY-CABART L (1996), Le développement économique local, Paris, Presses Universitaires de France.

SITES INTERNET

- > www.adeloiret.com
- > www.agglo-orleans.fr
- > www.centre.cci.fr
- > www.centre.drivre.gouv.fr
- > www.economie-touraine.com
- > www.insee.fr
- > www.investinorleans.com
- > www.loiret-cci.fr
- > www.set.fr
- > www.touraine-cci.fr
- > www.touraine-dev.org
- > www.tours-business.org
- > www.ville-tours.fr

ANNEXES

QUESTIONNAIRE

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Nom de l'établissement :

Adresse :

Téléphone :

Effectif :

Activité :

Code NAF :

Chiffre d'affaires :

Contact :

FACTEURS DE LOCALISATION

> Depuis quand êtes-vous implanté sur Tours ?

> Quels ont été les facteurs qui ont influencé votre installation à Tours ?

·environnement

- concurrence faible

☐

- environnement industriel dynamique

☐

- présence de sièges sociaux

☐

- présence d'une main d'œuvre qualifiée

☐

-possibilité de sous-traitance

☐

·situation géographique de la ville

- proximité de Paris et réseau de communication développé

☐

- terrains et locaux disponibles

☐

·action économique locale

- avantages fiscaux

☐

- leur accompagnement lors de l'installation, la création

☐

·cadre de vie et raisons personnelles

☐

ACTIVITE

> Quelles sont vos activités ?

> Constatez-vous une augmentation de votre activité et du nombre d'entreprises dans ce secteur d'activité depuis quelques années ?

> Quels sont le statut de vos employés ? S'agit-il plus de cadres ou d'ouvriers ?

> Quels sont vos principaux clients ?

- par type d'entreprises : PME-PMI ou de plus grandes firmes
- par taille d'entreprises (- de 10; 10 à 99; 100 à 499)

> Où sont-ils principalement localisés ?

- sur Tours ☐
- dans l'agglomération tourangelle ☐
- dans le reste du département et de la région ☐
- à Paris et sa région ☐

> Y-a-t-il un secteur d'activité avec lequel vous réalisez une part essentielle de votre chiffre d'affaires ?

- l'industrie :
 - biens d'équipement ☐
 - biens de consommation ☐
 - biens intermédiaires ☐
- le commerce ☐
- la grande distribution ☐
- les entreprises de services ☐
- le secteur public ☐
- les artisans ☐
- autres ☐

BESOINS

> Quels sont aujourd'hui vos besoins ?

- du personnel compétent ☐
- de la promotion commerciale ☐
- des moyens financiers ☐
- des locaux ☐
- des matériels performants ☐
- autres ☐

>> Avez-vous le sentiment que vos besoins et demandes sont pris en compte par les acteurs économiques locaux, qu'il s'agisse de la ville ce la CCI, de l'Agence de développement ?

> Avez-vous un interlocuteur au niveau local, quel est-il ? En quoi vous aide-t-il ?

> Lors de votre implantation à Tours, avez-vous été aidé et contacté par des acteurs économiques locaux ?

Dans quel mesure, par qui et comment ?

> Selon vous, comment pourraient-ils intervenir de manière efficace pour susciter l'implantation d'entreprises de services aux entreprises et répondre à la demande des entreprises (d'après votre expérience) ?

PERSONNES RENCONTREES

- ☐ **Mr BIANCHINI**, directeur adjoint de l'Agence de Développement Economique du Loiret,
- ☐ **Mme CAPY**, chargé de mission au service Développement Economique de la ville d'Orléans,
- ☐ **MR GOUDEAU**, adjoint au maire de la ville de Tours chargé des Grands projets urbains et économiques,
- ☐ **Mr PINGAULT**, chargé de mission à l'action économique à l'Agence de Développement de Touraine,
- ☐ **Mme PRAK** du service Aménagement industriel à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret,
- ☐ **MR VIELFAULT**, directeur du service Aménagement industriel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Touraine.

COMPTE-RENDU D'ENTRETIEN
MR BIANCHINI
AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU LOIRET --
DIRECTEUR ADJOINT

Economie du Loiret et de l'agglomération orléanaise

L'économie du département du Loiret est aujourd'hui en bonne santé. Deux raisons en particulier à cela : sa position géographique, et notamment sa proximité de Paris qui en fait un département du bassin parisien, et ses axes de communication qui desservent bien le département.

L'économie du département est fondée sur 7 pôles d'excellence : l'agro-alimentaire, cosmétique-pharmacie-hygiène, construction mécanique, industrie graphique, technologie de l'information et de la communication, logistique-transport-entrepôt et matériaux composite.

L'industrie est ainsi très présente sur l'agglomération orléanaise. Mais depuis quelques années, on constate une augmentation des activités de services. Ceci est notamment lié à la présence d'entreprises industrielles qui sont autant de clients pour les entreprises de services.

Depuis 1999-2000, un secteur a connu un bon développement : celui des centres d'appels avec des entreprises telles que CMC ou Téléperformance qui se sont implantées dans l'agglomération d'Orléans. Différents atouts sont à l'origine du développement de ce secteur sur Orléans :

- > Orléans est une capitale régionale, celle de la région Centre où l'offre immobilière est relativement importante et dotée de ressource humaine;
- > la proximité de Paris qui est toujours le plus grand centre de décision à l'échelle nationale, le plus gros marché de consommation et où sont présents de nombreux clients des centres d'appels ;
- > jusqu'en 1999, il y a eu peu de centres d'appels en province. Il y avait alors peu de concurrence quant les premiers centres d'appels se sont installés, une flexibilité de fonctionnement, un turn-over en matière de personnel moins important quant région parisienne où le marché arrivait à saturation et où les prix foncier étaient bien plus élevés.
- > La présence de ressources immobilières, du bâti disponible ont été des atouts majeurs car en 6 mois, une entreprise pouvait être implantée, avoir des locaux, un terrain et être prête à fonctionner.
- > enfin, une volonté des acteurs locaux (ville, département...) a accompagné les entreprises dans leurs démarches d'installation au niveau financier, du recrutement du personnel, des formations, des locaux... pour faciliter la mise en place de l'activité.

La politique d'accompagnement pour le secteur des centres d'appel s'est mise en place presque simultanément avec l'émergence de ce secteur en province. Lorsque les premiers centres d'appels ont fait connaître leur désir de s'implanter en province, Orléans a élaboré une politique d'accueil, il est vrai à ses débuts un peu hésitante, puis qui a su répondre progressivement aux demandes des entreprises.

Sur Orléans et son agglomération, une croissance des services aux entreprises a été constatée, et plus spécifiquement autour des technologies de l'information et de la communication, qui est d'ailleurs un des 7 pôles d'excellence, les télécommunication et les centres d'appels.

Mais il n'y a de politique spécifiquement destinée à favoriser l'implantation des services aux entreprises au niveau du département du Loiret et de l'agglomération d'Orléans. Il s'agit plus d'attirer des entreprises dans des secteurs en émergence et dynamiques et qui soient complémentaires et cohérents avec le tissu économique existants.

Missions de l'ADEL

Cette structure est née il y a environ 15 ans à la suite des lois de décentralisation de 1982-1983 qui a conféré au département des compétences économiques. Le Conseil Général, pour mener ses actions et sa politique économiques, a mis en place au départ une association de développement qui quelques années plus tard est devenue l'Agence de Développement Economique du Loiret.

La mission principale de l'ADEL est de contribuer au développement économique du Loiret. Pour cela, ses actions sont développées selon deux axes :

□ le développement endogène

Pour cela, l'ADEL apporte un appui et un accompagnement aux entreprises existantes et qui ont un projet de développement. Cet accompagnement est financier, administratif et passe par des contacts réguliers entre l'ADEL et les entreprises. Ces actions de suivi des entreprises pour prendre connaissance de leurs projets à venir et de leurs difficultés ont été mises en place après le certificat ISO 9002 qui obligeait à respecter des axes de qualité dont celui là. Concrètement, l'ADEL aide les entreprises dans la recherche de terrains, dans les démarches administratives, dans le recrutement de personnel...

□ le développement exogène

Le but est d'attirer des entreprises et cela passe par des actions de prospection en partenariat avec des cabinets privés dans des secteurs précis, c'est-à-dire des secteurs porteurs, mais aussi en fonction des filières et des pôles d'excellence.

Cette prospection d'entreprises se fait en France et à l'étranger, plus particulièrement aux Etats-Unis et au Japon où l'ADEL est présente depuis déjà 13-14 ans. Le Loiret est d'ailleurs le 2^{ème} département français qui accueille le plus d'entreprises japonaises.

Lors de ces actions de prospections, sont présentés tous les avantages du Loiret pour l'implantation de l'entreprise et en quoi il répond aux demandes de l'entreprise.

Selon Mr BIANCHINI, l'ADEL est un "*guichet d'entrée, un guichet unique pour les entreprises*". Elle travaille en partenariat avec la CCI du Loiret qui elle ne mène aucune action de prospection mais aide simplement les entreprises dans leurs démarches, avec sur l'agglomération orléanaise, la ville

d'Orléans et bientôt la CAO qui elle de son côté mène aussi des actions de prospection. Cependant, les actions de prospection se font de manière coordonnée entre la ville et l'ADEL.

D'ailleurs, l'ADEL qui est une association a un conseil d'administration où participent et sont présentent toutes les structures qui jouent un rôle dans le développement économique : CCI, ville d'Orléans, chambres consulaires, union patronale...

Sur l'agglomération d'Orléans, il semble que l'interlocuteur local le plus souvent sollicité et qui mène véritablement une politique de développement économique pour Orléans soit la ville et bientôt la CAO avec son service d'action économique. Mais elle travaille lors de projets avec l'ADEL.

COMPTE-RENDU D'ENTRETIEN
MME CAPY – CHARGE DE MISSION
VILLE D'ORLÉANS – SERVICE ACTION ÉCONOMIQUE

Economie

Orléans connaît actuellement un bon dynamisme économique. Pour preuve, de nombreuses entreprises s'installent à Orléans et en matière de demandeurs d'emplois, Orléans est 3 points en dessous de la moyenne nationale.

L'économie d'Orléans et de son agglomération est fondée sur 7 pôles d'excellence qui font d'Orléans un pôle économique fort, équilibré et dynamique, malgré qu'il soit essentiellement industriel.

- la beauté / santé (Dior, l'Oréal, Orlane..)
- les laboratoires (Feizer, Novartis...)
- l'électronique / informatique (IBM, Itaschi...)
- les centres d'appel (CMC, Téléperformance, BNP...)

↳ Les centres d'appels se sont développés surtout depuis 3 ans et Orléans se classe 5^{ème} au niveau national dans le domaine des centres d'appels

Etant un secteur émergent et les demandes d'implantation se faisant de plus en plus nombreuses sur l'agglomération orléanaise, l'agglomération a mis en œuvre une offre adaptée à ce type d'entreprises, notamment mise à disposition des locaux, montages rapides de dossier.

Elle mène une politique active pour favoriser l'implantation d'entreprises sur l'agglomération. Par exemple, elle a construit, avec d'autres partenaires, un bâtiment sans savoir quelle entreprise s'y installerait et sans qu'il y ait à la base un besoin concret de la part d'une entreprise. Elle a tenté d'anticiper et de susciter la demande. Résultat : c'est une réussite puisqu'il est aujourd'hui occupé par un centre d'appels qui a apporté 200 emplois.

➤ la logistique

Orléans, dans ce secteur, est la troisième plate-forme française. Ceci est lié en partie à la position géographique d'Orléans : proximité de Paris, cœur de l'Europe, bien desservi en infrastructures de transport.

Le développement de ce secteur est lié à la présence au départ d'une industrie active, diversifiée et relativement dynamique. Mais aujourd'hui, il semble que ce processus se soit inversé : c'est la présence d'un fort secteur logistique qui est un facteur attractif pour les entreprises industrielles.

Le secteur de la logistique accueille actuellement sur Orléans et son agglomération des entreprises à plus forte valeur ajoutée et ceci tend à pousser à l'externalisation de ces fonctions pour les entreprises installées sur l'agglomération.

➤ l'automobile

> l'agro-alimentaire (Mc Key, Cargill...)

La politique et les actions de la ville d'Orléans et de son agglomération

Sa situation géographique (proximité de Paris et l'image que cela confère à Orléans, nombreuses infrastructures de transport...), une main d'œuvre avec un turn-over moins important qu'en région parisienne (apparemment un facteur important pour les centres d'appels), une ingénierie d'accueil et des services de qualité, la mobilisation des acteurs, un travail en réseaux, des facilités proposées dans le cadre des démarches des entreprises... sont des facteurs qui font d'Orléans un site attractif et favorable aux entreprises.

D'ailleurs, le travail des acteurs économiques locaux sur l'agglomération semble se faire de manière coordonnée et concertée entre la ville d'Orléans et bientôt la Communauté d'agglomération d'Orléans créée au 1^{er} janvier 2002 après avoir été jusqu'à présent une communauté de communes car toutes les communes n'étaient pas prêtes à passer la TPU (Taxe Professionnelle Unique), la CCI et l'ADEL. Le transfert de la compétence économique à la CAO est en cours et certaines personnes de la ville d'Orléans travaillent d'ailleurs à temps partiel pour cette structure le temps de sa mise en œuvre définitive.

Pour la ville d'Orléans et prochainement pour la communauté d'agglomération orléanaise, le développement économique est une priorité comme pour toutes les villes françaises, notamment attirer les entreprises car c'est ce qui constitue le moteur de l'économie. L'objectif premier est de répondre aux besoins, aux demandes et attentes des entreprises.

Deux méthodes ont été mises en œuvre :

□ méthodes endogènes

Cela consiste surtout à un travail avec les entreprises existantes. Cela se traduit par des aides, des contacts réguliers avec les entreprises implantées, des aides aux constructions, aux montages de projets...

La ville, principalement Orléans, a pour rôles de contacter les entreprises afin de connaître leurs besoins, de mieux savoir comment aménager économiquement à l'échelle des parcs d'activités, mais aussi de l'agglomération, faciliter leurs démarches administratives (avec la DDE par exemple), d'être un intermédiaire, un coordinateur des différents acteurs qui gravitent autour de l'entreprise.

Mais c'est aussi de mettre en place de plus grands projets, de participer et de favoriser la rencontre des acteurs comme celle qui a eu lieu lors d'un forum sur les "high-tech" l'an dernier, d'organiser des salons du recrutement pour mettre à porter de mains la main d'œuvre nécessaire aux entreprises ou bien encore de mettre en place des actions pour le développement de formations adaptées aux besoins des entreprises implantées et qui le souhaiteraient. Ces différentes initiatives sont réalisées en partenariat avec l'ANPE, l'université pour le développement par exemple de nouvelles filières.

Aujourd'hui, le contact se fait réciproquement entre les entreprises et l'agglomération d'Orléans. C'est à dire que les entreprises contactent actuellement surtout la ville d'Orléans en attendant que la

Communauté d'Agglomération d'Orléans détienne la compétence économique. Inversement, Orléans prend régulièrement contact avec les entreprises implantées. De cette manière, les acteurs économiques ont donc une approche concrète des besoins des entreprises et une connaissance du tissu économique local, des secteurs économiques représentés, de leur conjoncture, de leurs difficultés, des opportunités à saisir, des secteurs à développer.

Enfin, le partenariat est également développé avec des opérations conjointes entre les divers acteurs locaux nécessaires à l'élaboration et au montage de projet. Par exemple, l'initiative Raid 45 réunit des acteurs de tous horizons et a pour but de mettre au point des projets en favorisant et facilitant la rencontre des intervenants et les démarches.

□ méthodes exogènes

Il s'agit là plus d'un travail, d'une politique de prospection pour étoffer les secteurs existants et développer de nouveaux secteurs tout en essayant de mener une politique de filière, c'est à dire que pour une filière de production donnée, tous les secteurs nécessaires à l'élaboration et la production soient réunis dans l'agglomération.

La ville mène des actions de prospections pour attirer des entreprises, déterminer quels fournisseurs sont nécessaires à quels clients, connaître les réels besoins des entreprises pour améliorer la production, réduire ses coûts, tout cela dans un objectif de complémentarité de la filière.

Cette prospection se fait dans différents secteurs, dans l'industrie, dans les secteurs porteurs pour que les entreprises prospectées soient adaptées au profil des demandeurs d'emplois, en cohérence au tissu économique locale, qu'il soit complémentaire.

Une réflexion a d'ailleurs été entamée récemment sur les secteurs à développer sur l'agglomération dans les prochaines années.

Dans le cadre de ce travail de prospection et de volonté d'attirer des entreprises, la ville d'Orléans s'est aussi dotée d'un "veilleur". Cette personne lit les journaux, annonces afin de s'informer de toutes les opportunités qui peuvent se présenter, notamment lorsque des entreprises cherchent une localisation pour leurs unités de production par exemple, et pour lesquelles Orléans peut faire jouer ses avantages et répondre aux besoins, aux attentes.

Elle réalise des fiches présentant Orléans et son agglomération, les avantages qu'elles offrent. Ces fiches sont adaptées et personnalisées en fonction des entreprises à la recherche d'un site d'implantation, de leurs demandes et besoins, ceci dans un but de mettre en avant et d'appuyer les avantages d'Orléans qui sont importants pour l'entreprise et qui permettront de faire la différence.

Ce travail de prospection est aussi réalisé à l'étranger, mais le plus souvent par des cabinets privés de prospection auxquels fait appel la ville pour attirer des entreprises étrangères et promouvoir l'agglomération d'Orléans comme site d'implantation.

Cependant, Orléans a encore des difficultés à faire venir des sièges sociaux. Or la présence de sièges sociaux est importante en termes d'image. Elle est plus un site où s'implantent les unités de production des entreprises dont le siège social est souvent à Paris car cela participe également à l'image de l'entreprise.

La ville d'Orléans mène une politique locale volontariste et dynamique en faveur des entreprises et de leur implantation. L'ancien maire de la ville, J.P Sueur, a contribué et participé à mettre en avant de gros dossiers, projets et a fait profiter la ville de sa position en politique, notamment à Paris. C'est aussi grâce à la forte présence et image de J.P Sueur que la ville a elle-même été reconnue.

Concernant la politique économique, il semble qu'elle cherche à favoriser l'implantation d'entreprises dans divers secteurs, avec comme objectif sous jacent une politique de filière. Mais aucune action n'est menée spécifiquement envers le secteur des services aux entreprises, hormis peut-être lors des délocalisations de Paris des centres d'appels depuis 3 ans. L'objectif actuel de l'agglomération d'Orléans est de répondre aux besoins des entreprises implantées et de promouvoir Orléans et ses avantages pour susciter l'installation d'entreprises sans cibler particulièrement un secteur même si elle prospecte des entreprises susceptibles de s'implanter dans des secteurs qui permettrait une complémentarité et cohérence du tissu économique. Selon Mme CAPY, *"Orléans n'est pas encore en mesure de refuser l'installation d'entreprises, elle profite de toutes les opportunités qui se présentent"*.

Localisation des grands pôles d'activités sur l'agglomération orléanaise

L'agglomération compte plusieurs parcs d'activités avec une spécificité plus ou moins affirmée, *"chacun a son été d'esprit"* :

- > le parc Orléans-Charbonnière → grandes entreprises comme Renault, Dior, Sephora
- > Les Châtelliers → surtout industriel (imprimerie, mécanique, transport...)
- > Champ Chardon → entrée de ville, davantage tertiaire (formation, centres d'appels...)
- > le Clos Rozay, Îlot de la Râpe et parc du 28^{ème} RT → Orléans centre, activités tertiaires
- > Pôle 45 → beaucoup de logistique
- > parc technologique de La Source → activités tertiaires dont services aux entreprises, recherche, haute technologie, formation
- > parc d'activités Orléans Sologne → logistique, cosmétique, électronique
- > parc technologique clos du Moulin → services aux entreprises, recherche, enseignement supérieur
- > parc d'activités des montées → activités tertiaires et industrielles

Les parcs d'activités où sont implantés les services aux entreprises se situent à proximité du centre (car besoins particuliers) et sont souvent accompagnées d'activités de recherche et d'enseignement. En effet, Orléans compte de grands laboratoires de recherche : CNRS (700emplois), BRGM, INRA...Ces laboratoires travaillent en collaboration avec l'université.

Orléans Technopôle est un autre interlocuteur des entreprises qui aide à créer des synergies entre entreprises, favorise l'innovation, aide à la création d'entreprises innovantes, au développement des nouvelles technologies.

Impressions

La ville d'Orléans mène une action économique dynamique, mais ne ciblant pas forcément les services aux entreprises qui n'est pas un secteur d'activités attirant leur intérêt plus que cela.

Elle montre une véritable volonté de connaître les attentes des entreprises, notamment comment les rapprocher de leur fournisseur par exemple, quels services leur sont nécessaires au quotidien et qu'il serait bon de voir s'implanter à proximité.

Il y a aussi un désir de complémentarité, d'efficacité, d'efficience du tissu économique, des zones d'activités pour attirer les investisseurs et façonner un nom et une image à Orléans.

Plusieurs initiatives sont mises en œuvre pour susciter l'implantation d'entreprises : prospection d'entreprises, le "veilleur", envoi personnalisé d'un rapport présentant les atouts d'Orléans adaptés aux besoins de l'entreprise.

A travers toutes leurs actions qu'il s'agisse de prospecter ou de contacter régulièrement les entreprises, il semble que la ville d'Orléans, qui sera probablement un "leader" au sein de la CAO, ait une bonne connaissance du tissu économique, de son environnement, des faiblesses, des besoins. Bien que le secteur des services aux entreprises ne fasse pas l'objet d'un intérêt particulier pour le moment, il y a une volonté de construire une économie diversifiée, de saisir toutes les opportunités qui se présentent lorsque des entreprises veulent s'implanter, de mettre en place une politique efficace d'accueil lorsque qu'un secteur, comme cela a été le cas pour les centres d'appels, est en plein développement et est à la recherche de sites d'implantation.

COMPTE-RENDU D'ENTRETIEN
MR GOUDEAU – ADJOINT AU MAIRE
VILLE DE TOURS – GRANDS PROJETS URBAINS ET

Tours et son agglomération

La Touraine, d'une manière générale connaît une bonne conjoncture avec de nouvelles implantations d'entreprises. Tours, plus précisément, est une agglomération dont le tissu économique est constitué principalement de PME-PMI, innovantes et performantes selon Mr GOUDEAU. Elle compte cependant quelques grandes entreprises dont une atteint les 15 000 employés.

Concernant la concurrence dont on parle régulièrement entre Orléans et Tours en région Centre, il semblerait qu'elle n'existe pas, ou tout du moins qu'elle n'existe plus aux dires de Mr GOUDEAU. Selon lui, Orléans où se sont installées de grandes entreprises dans les domaines de la logistique et de la pharmaceutique notamment, arrive au bout de sa logique, en particulier dans le secteur de la logistique. En effet, le regard sur les apports de ce secteur à l'économie locale serait aujourd'hui plus nuancé car on constate que les entreprises de logistique sont de grandes consommatrices d'espace et que l'apport à l'économie locale, qu'il s'agisse de créations d'emplois ou d'activités ne serait pas si important.

Tours qui compte aussi quelques noms importants dans le domaine de la pharmaceutique, possède des entreprises de moindre taille mais qui sont davantage incitées dans la ville.

De plus, selon lui, Orléans est moins attractive sur le plan du quotidien, du cadre de vie. L'agglomération orléanaise connaît également un déficit en matière de terrain et locaux disponible. Elle a d'ailleurs appelé assez tôt, semblerait-il à ne plus attirer les centres d'appels par peur qu'un phénomène identique à celui de la logistique n'ait lieu.

La Communauté d'agglomération de Tours

Elle a été créée au 1^{er} janvier 2001 ou 2000 et comptait 9 communes. Puis elle a intégré de nouvelles communes car toutes les communes devaient appartenir et adhérer à une structure intercommunale. Ainsi au 1^{er} janvier 2002, elle comptait 14 communes.

Lors de sa création, la compétence économique lui a été confiée, c'est-à-dire qu'elle était désormais chargée d'aménager les zones d'activités, ainsi que d'accueillir, aider et promouvoir l'implantation d'entreprises sur l'agglomération.

Cependant, dans le cadre de la zone d'Equatop à St-Cyr-sur-Loire, la situation est un peu différente car cette zone d'activité est gérée par la CCI, la CA se retrouve en concurrence avec la CCI pour attirer les entreprises. Or normalement, ces organismes travaillent ensemble pour promouvoir Tours, attirer les entreprises.

La CA est également devenue le guichet unique pour les entreprises.

Les actions de la ville et l'agglomération de Tours

La ville et l'agglomération de Tours réalisent un travail de transversalité avec une promotion de l'agglomération grâce à la renommée d'autres grands groupes déjà implantés sur Tours. De grands noms servent donc à promouvoir l'agglomération tourangelle.

Par exemple, le groupe Ze Bank s'est installé à Tours sur le Quartier des Deux Lions pour la vie locale présente sur Tours, l'offre de prestations de services, une assistance à l'installation qui représente un gain de temps et d'argent, la mise en activité étant grâce à cela facilitée et donc plus rapide. De plus, cela fait travailler les autres services aux entreprises présents sur l'agglomération.

La ville de Tours dispose de plusieurs atouts qu'elle fait jouer et valorise pour attirer les entreprises d'une manière générale :

- un bassin d'emploi important ;
- des savoirs-faire ;
- une université importante avec une diversité des branches ;
- des coopérations université / entreprise dans le cadre de la recherche ;
- des conditions de vie favorables pour les employés (3^{ème} au classement pour les villes les agréables à vivre en France) ;

Ceci est d'ailleurs une carte majeure que joue l'agglomération de Tours car Tours est présentée comme une ville à taille humaine avec une université, le plus grand pôle de la région Centre, des infrastructures de loisirs, de sport...

Elle met aussi en avant la qualité de son accueil du personnel avec un travail des agences immobilières, des crèches, des agences de recrutement pour fournir aux entreprises nouvellement installées du personnel qualifié rapidement.

Dans ce cadre de promotion, elle joue ainsi un rôle d'intermédiaire lors de l'implantation entre les entreprises et les organismes qui leur sont nécessaires dans leurs démarches et dans la mise en œuvre de leur activité (immobilier, recrutement de personnel...). Elle facilite les relations, les contacts entre les deux.

Elle parle de la ville et présente une sorte de « mallette à citoyen » car elle mise avant tout sur le fait qu'il faut être citoyen, c'est-à-dire que lorsque l'entreprise s'installe, le chef d'entreprise comme son personnel deviennent des citoyens de la ville. Ainsi la ville de Tours, et aujourd'hui la communauté d'agglomération décrivent comment « vit la ville », montre en quoi la ville et son agglomération sont un environnement de qualité, insistent sur les points, les sujets qui font faire de l'employé un citoyen de la ville et qui vont concerner, faciliter son quotidien car actuellement, la qualité du cadre de vie, de la vie quotidienne du chef d'entreprise et de ses employés est un facteur qui rentre de plus en plus en compte dans la décision de s'implanter ici où là.

Selon Mr GOUDEAU, il semble que la ville n'ait pas véritablement de marge de manœuvre pour susciter l'implantation d'entreprises sur l'agglomération tourangelle car pour lui, chaque entreprise a sa propre logique d'implantation. La décision de s'installer sur telle ou telle agglomération émane directement de l'entreprise. La ville ne peut que mettre en avant les atouts qu'elle possède et qui peuvent répondre aux besoins et exigences de l'entreprise.

Définir une politique d'implantation des entreprises est du ressort même des entreprises. Il est donc pour lui utopique de vouloir et de réussir à élaborer une politique d'implantation des entreprises puisqu'elles s'installent là où elles vont trouver un marché, des conditions favorables et des réponses à leurs besoins. Définir un endroit où les besoins des entreprises vont pouvoir être satisfaits conduit souvent à un échec.

Le Technopôle des Deux Lions, devenu aujourd'hui le Quartier des Deux Lions qui se veut mixe dans la nature de ses activités, devait être un pôle tertiaire et technologique. Mais bien qu'il y ait eu une volonté politique pour attirer les entreprises, peu sont venues s'implanter ce qui a conduit à revoir le projet. Si les entreprises font de la synergie, c'est parce-qu'elles le veulent. Cette synergie entre les entreprises se fait spontanément. C'est elles qui décident et définissent l'endroit où elles vont s'implanter.

Pour l'avenir, Orléans ne semble plus être un compétiteur pour Tours qui, pour Mr GOUDEAU, gagne de l'attractivité et n'a rien à envier à l'agglomération orléanaise. Le vrai compétiteur est actuellement plus Nantes. Tours, c'est d'ailleurs trouvé en compétition avec Marseille pour l'implantation de ZeBank , compétition qu'elle a remportée puisque cette entreprise est venue s'installer sur le Quartier des Deux Lions.

Nantes, qui sort d'un marasme économique et qui aujourd'hui réalise beaucoup d'investissements, devient un modèle pour Tours selon Mr GOUDEAU. Ainsi, pour lui, Tours doit avoir de grandes ambitions et doit avoir celle d'atteindre la même taille que l'agglomération nantaise, avoir une manière de penser la ville, les lieux culturels, « mettre le paquet au niveau de la qualité » tant sur le plan économique, du cadre de vie... car ceci devient son argument de vente.

**COMPTE-RENDU D'ENTRETIEN
MR PINGAULT – CHARGE DE MISSION
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE TOURAINE**

Economie tourangelle

Historiquement, Tours est une ville commerciale. Mais depuis environ 30 ans, le développement économique de Tours lui a permis de devenir une ville moyenne et aujourd'hui, le secteur tertiaire est devenu plus important que le secteur industriel. Mais si Tours est une ville moyenne, elle n'est pas encore une métropole selon Mr PINGAULT.

Tours possède cependant quelques grandes unités industrielles et de recherche. Le secteur de l'électronique est aussi bien implanté.

L'économie de la Touraine est composée entre autre de l'industrie légère qui est relativement bien représentée, mais aussi la mécanique, le travail des métaux.

L'un des atouts de l'économie de Touraine est d'être relativement diversifiée car en cas de crise, il y a un "effet tampon", un effet de rééquilibrage entre les différentes activités pour ne pas plonger la région totalement dans la crise.

La proximité de Paris qui est un atout pour Tours a cependant fait la différence avec Orléans, et à l'avantage de cette dernière. En effet, Orléans , mieux fourni en logistique, est intégré au bassin parisien

Les centres d'appels

Le tissu économique de l'agglomération tourangelle est principalement constitué de PME-PMI et il représente 50% de l'activité totale du département (en 1990).

Depuis environ 4 ans, Tours connaît un développement des nouvelles technologies, des télécommunications et d'autres activités nouvelles. Des entreprises spécialisées dans les centres d'appels sont ainsi venues s'implanter comme Bouygues, Multilignes, Zebank, E-Lazer... Selon Mr PINGAULT, ceci est lié à un effet de mode et conjoncturel, au boom des nouvelles technologies.

Ces activités nécessitent un bassin d'emploi, des universités, de la souplesse dans la gestion de la main d'œuvre, une main d'œuvre qualifiée, un bon niveau de services à la population. Les centres d'appel ont, par exemple, besoin d'espace et d'être situés à un endroit en centre urbain où l'accès au travail est facilité et qui est doté de prestations de services. Par exemple, certains centres d'appels se sont implantés sur le Quartier des Deux Lions car le centre de Tours n'est qu'à quelques minutes, l'Université est toute proche, et étant un quartier mixte, il est doté de résidences, et d'infrastructures de loisirs.

Localisation des services aux entreprises

Les services aux entreprises ne se localisent pas de façon identique suivant les différents secteurs. Il semble que les services commencent à avoir et élaborer des stratégies de localisation grâce aux nouvelles technologies de marketing, aux politiques d'investissement publiques ou institutionnelles.

Actuellement, on assiste à es regroupements spontanés des services aux entreprises dans les zones d'activités, mais ceci est soutenu également par des actions publiques.

Par exemple, la zone des Granges Galand à St-Avertin regroupe beaucoup d'activités de services aux entreprises, notamment en activités informatiques, en conseil, en comptabilité et en formation et autres services fournis aux entrepriseS.

La zone Equatop à St-Cyr-sur-Loire regroupe diverses entreprises, en particulier beaucoup de start-up, mais l'activité dominante semble les services aux entreprises. On compte aussi des entreprises dans les NTIC, la recherche. Ces entreprises nécessite un environnement urbain proche. La zone d'Equatop est à ce titre implantée dans un cadre urbain sur la ville de St-Cyr-sur Loire.

Selon Mr PINGAULT, il y a une grande méconnaissance de la part des élus des stratégies de localisation des entreprises. Ils ont plus une approche de gestion de l'espace. Cependant, il y a une nouvelle génération d'élus qui occupe des postes dans certaines villes importantes de l'agglomération ont une approche intéressante d'urbaniste, de localisation de l'espace en aménagement. Il y a ainsi un travail de réflexion sur les stratégies de développement, de desserrement, de localisation des entreprises dans l'agglomération. Ceci se fait parfois au profit de déplacements d'activités dans l'optique d'une plus grande cohérence du tissu économique et de son aménagement. C'est donc une nouvelle "culture" qui se met en place pour comprendre les stratégies des entreprises

Rôle de l'Agence de Développement de Touraine

C'est une organisme de développement économique qui dépend du Conseil Général. Association de loi 1901, elle réunit beaucoup de conseillers généraux, des élus et les principaux partenaires du développement économiques : chambres consulaires, Association Française Bancaire, Union Patronale...

Elle est chargée d'appliquer la politique du Conseil Général, de faire des propositions en matière d'actions économiques et de mettre en œuvre les actions économiques du Conseil Général qui détient les fonds financiers. L'ADT est financée par le Conseil Général.

Elle mène 4 actions essentielles : promotion commerciale de la Touraine, prospection, commercialisation d'outils, accueil des entreprises.

Elle travaille avec les entreprises qu'elle contacte et qui les contactent, mais plutôt avec les collectivités, les structures intercommunales, les élus pour mettre sur pied des projets d'entreprises.

La CCI a plus un rôle de conseil, d'aide à la création d'entreprises, de gestion d'équipement, d'aménagement des zones d'activités. Elle gère quelques zones d'activités, les commercialisent, les promeut.

De son côté, l'ADT est plus spécialiste dans l'ingénierie de montage de dossiers administratifs.

L'ADT mène une politique générale en faveur de l'implantation des entreprises. C'est d'ailleurs l'organisme qui a le rôle le plus important dans la promotion de la Touraine et l'agglomération de Tours pour susciter l'implantation des entreprises. Elle travaille aussi avec des consultants à l'étranger : Hollande, Japon, Caroline du Sud, Angleterre pour attirer des grandes entreprises.

Selon les projets et leur ampleur, il arrive à l'ADT de travailler avec la CCI, la SET ou Tours Plus. Par exemple, l'accueil d'une entreprise importante est un projet qui associe l'agglomération, le Conseil Général (financeur), et la SET (opérateur).

Initiative intéressante auprès des entreprises : le Plan Systématique de Visite

Initiative de la CCI et du Conseil Général.

Ce Plan Systématique de Visite avait pour objectif de détecter les projets auprès des entreprises. Plusieurs organismes ont participé à cette initiative : les chambres consulaires, l'ADT, la DRIRE, des partenaires privés, la CGPME, l'Union Patronale...

Mais depuis sa création deux évolutions ont eu lieu :

- progressivement, les représentants des entreprises ont délaissé cette initiative car les représentants de l'Etat sont devenus de plus en plus nombreux et cette initiative était vue d'un point de vue d'intérêt institutionnel.
- la deuxième évolution qui a dénaturé le projet est qu'au départ, il s'agissait d'un échange sur les projets des entreprises et de voir comment les aider, puis peu à peu cela est devenu une déclinaison des aides sans véritable réflexion.

COMPTE-RENDU D'ENTRETIEN
MME PRAK
CCI DU LOIRET – SERVICE AMENAGEMENT INDUSTRIEL

Economie

Le bassin d'Orléans est le plus important économiquement, démographiquement... dans le département du Loiret.

L'économie orléanaise est basée sur 7 pôles d'excellence, essentiellement industriels ⇒ contacter Orléans Technopole. Associé au secteur industriel, le domaine de la logistique est également bien implanté et développé sur l'agglomération orléanaise.

De grands centres d'appel se sont installés sur Orléans et son agglomération. La ville d'Orléans, en collaboration avec la CCI, mène d'ailleurs une grosse politique en la matière (forte action marketing de la ville).

Cependant, le secteur des services a une part plus importante que le secteur industriel et est en croissance.

Situation d'Orléans

La proximité de Paris est un facteur important contribuant au dynamisme économique d'Orléans. On considère d'ailleurs, qu'Orléans fait partie intégrante du bassin parisien (au Sud). Beaucoup d'entreprises, qui ont leur sièges sociaux à Paris, sont venus implanter leur locaux de production sur Orléans, notamment en raison de terrains disponibles sur des parcs d'activités aménagés et de terrains moins onéreux que dans la région parisienne.

Des entreprises renommées se sont installées, par exemple sur pôle 45 (parc d'activités géré par la CCI): Prologis, l'Oréal, EDF, Sheido...

Cependant, Orléans n'est pas dépourvu de sièges sociaux de grandes firmes. On estime environ au nombre de 12, le nombre de sièges sociaux sur l'agglomération d'Orléans.

Mais si cette proximité de Paris est avantage, notamment par rapport à Tours (1heure en voiture d'Orléans / 1heure en TGV de Tours, et ça fait la différence), il n'est pas le seul. Le dynamisme des acteurs locaux, leur politique d'accueil, une offre de terrains importante, et notamment actuellement un réflexion sur l'ouverture de nouvelles zones d'activités sont aussi autant de facteurs d'attraction des entreprises. La proximité de grandes infrastructures telles que l'autoroute, l'aéroport d'Orly, deux aéroports sur l'agglomération d'Orléans, mais également un pôle de recherche, un pôle universitaire entre lesquels des synergies se mettent progressivement en place sont encore d'autres avantages que proposent Orléans.

Les acteurs économiques locaux

Concernant les acteurs économiques locaux, chacun, au niveau de l'agglomération d'Orléans, semble tenir son rôle : la CCI du Loiret, sur l'agglomération a plutôt pour mission d'aménager et de commercialiser des parcs d'activités pour accueillir des entreprises, de conseiller les entreprises dans leurs démarches, d'aider à la création. La politique économique est plus décidée à l'échelle de la ville et bientôt de la communauté d'agglomération car la compétence économique est en train d'être transférée.

Actuellement, la CCI cible et est en rapport davantage avec les industriels et les logisticiens car ce sont les secteurs qui s'implantent le plus souvent sur l'agglomération d'Orléans. Il n'y a ainsi pas de véritable politique et actions spécifiquement menées envers les services aux entreprises.

Son objectif est la réalisation et la commercialisation de parcs spécialisés, en essayant de rassembler un seul type d'activités dans le but d'une cohérence et d'une complémentarité des activités sur Orléans, d'éviter la concurrence entre parcs.

Par exemple, Pôle 45 est un parc d'activités plus spécialisé dans l'industrie et la logistique, André Dessaux est de plus en plus tertiaire, il a d'ailleurs changé de nature depuis sa création en 1946 car à ses débuts, il était constitué surtout d'entreprises industrielles. Enfin, la zone d'activités Ingré-St Jean de la Ruelle est lui mixte. Mais aujourd'hui, il ressort que la CCI, comme la ville essaient d'aménager leurs parcs avec le plus de cohérence possible sur l'ensemble de l'agglomération.

Pour sa promotion commerciale, la CCI diffuse des informations sur son site Internet, celui de la ville d'Orléans, par le moyen aussi de plaquettes, d'annonces dans un guide logistique paraissant sur toute la France. Mais aujourd'hui, il semble que les demandes d'implantation ne soient pas une source d'inquiétudes pour Orléans, et que sans publicité véritablement importante et fortement diffusée, les parcs d'activités se remplissent et soient une réussite.

Cependant, la CCI ne mène aucune action d'audit ou étude auprès des entreprises pour connaître leurs besoins, hormis dans le cadre de requalification d'un parc d'activités. Pour la CCI, les entreprises désirant s'installer sur l'agglomération s'attachent généralement aux mêmes critères : taux de taxes professionnelles, de taxes foncières... et sont à la recherche des mêmes besoins, des mêmes services communs : zones viabilisées, télécommunications, banques, EDF...

Ce sont le plus souvent les associations qui s'occupent et gèrent au quotidien les zones d'activités qui répercutent au niveau de la CCI les besoins qui émergent de la part des entreprises présentes sur la zone d'activités.

Mais la CCI du Loiret s'est dotée depuis 1996 d'un SIG (Système d'Information Géographique) et est en train de mettre sur pied un Observatoire Economique, qui actuellement possède deux volets : commerce et aménagement. Un travail a été fait sur les parcs d'activités d'Orléans et du Loiret, en particulier sur les activités qui y sont présentes.

A l'échelle de la CCI, il y a peu de réflexion sur le secteur des services aux entreprises et leur place dans le développement de l'agglomération orléanaise. Ceci serait dû peut-être d'une part au fait que

le secteur industriel y est présent et dynamique et qu'aujourd'hui, Orléans n'a pas encore les moyens de sélectionner les entreprises qui veulent s'installer selon le secteur. Elle cherche à attirer toute entreprise qui serait susceptible de pérenniser le développement économique de l'agglomération. Mais tout ceci se fait surtout à l'échelle de la ville et la communauté d'agglomération.

Orléans, à l'échelle national, est perçue comme un métropole régionale qui depuis quelques années connaît un dynamisme qui semble creuser l'écart avec Tours, qui elle est encore vue comme une ville moyenne.

COMPTE-RENDU D'ENTRETIEN
MR VIELFAULT – DIRECTEUR DU SERVICE AMENAGEMENT
INDUSTRIEL
CCI DE TOURAINE

L'agglomération tourangelle est le premier pôle de Touraine, suivie d'Amboise, Chinon, Loches et Cormery-Tauxigny (fibre optique, télécommunications). Il y a également d'autres plus petits pôles comme Château-Renault, Descartes (papeterie industrielle, imprimerie), Langeais (plasturgie avec notamment Plastivaloir).

L'agglomération tourangelle est dotée d'une industrie diversifiée. Et aujourd'hui, l'importance d'Orléans dans ce secteur est à relativiser car si l'agglomération orléanaise a connu un fort développement de la logistique, l'apport des grandes entreprises de ce secteur pour l'économie régionale ne semble pas avoir été si important. On assiste d'ailleurs à un engorgement progressif et à une consommation d'espace qui devient de plus en plus problématique pour l'agglomération qui manque actuellement de surfaces disponibles.

Points forts de l'agglomération tourangelle en matière de services

> formation, faculté

L'agglomération compte un bon pôle de formation, de recherche ainsi que de santé. Il y a d'ailleurs un pôle d'excellence en médecine et pharmacie. De grandes entreprises comme Fazier, Cheminot, Biophélic ... sont implantées sur l'agglomération tourangelle.

L'INRA est également présente sur l'agglomération, c'est un pôle important en termes de recherche, de santé au niveau du domaine agricole et de l'élevage.

La faculté des sciences et des Sciences et techniques micro-électroniques est un bon point, notamment du fait des relations entreprises / universités.

L'ESCEM, école de commerce de Tours a, quant à elle, développé une formation spécialisée pour les centres d'appels, en coopération avec la CCI qui elle détecte les évolutions du marché et les nouveaux besoins des entreprises. Elle participe ainsi à former d'une manière encore plus spécialisée les étudiants afin que ceux-ci à leur sortie de l'école ait un profil qui réponde immédiatement aux besoins de l'entreprise.

> maintenance

Ce secteur s'est bien développé sur l'agglomération tourangelle, en particulier à partir de la maintenance nucléaire avec la centrale de Chinon, première à s'installer en France. Ce secteur de la maintenance s'appuie également sur un savoir-faire ferroviaire (St-Pierre-des-Corps).

On constate une activité de sous-traitance accrue dans le domaine général de la maintenance, conséquence d'un phénomène d'externalisation croissant. Il s'agit principalement d'activités informatiques, de services.

En effet, Tours et son agglomération ont un véritable accroissement des activités informatiques.

➤ autre secteur d'importance : la logistique

Ce secteur sur l'agglomération tourangelle est cependant nettement moins important que sur l'agglomération orléanaise. Ceci est dû à un certain nombre d'obstacles qui se posent à Tours :

- un réseau routier qui n'est pas terminé;
- l'absence d'une véritable volonté politique d'attirer ce genre d'activité. Le secteur de la logistique est en effet très consommateur d'espace et peu créateur d'emplois. A cela s'ajoute des inconvénients environnementaux. Orléans commence à ressentir et subir ces externalités négatives et fait entrevoir l'intention de stopper, tout du moins ralentir sa politique en faveur de la logistique.

Le tourisme, la reconnaissance historique et culturelle de Tours et sa région sont des données d'importance que les élus prennent en compte lors de l'implantation d'entreprises. L'image touristique de la Touraine prédomine et aujourd'hui, s'il n'y a pas de grosses industries lourdes, c'est en partie le résultat d'une volonté politique. Tours est depuis longtemps reconnu historiquement et culturellement. De ce fait, Orléans semble avoir cherché à s'imposer davantage sur le plan économique.

Si Orléans n'est pas confronté à de telles contraintes touristiques, l'agglomération a objectivement profité de sa proximité de Paris, ce dont elle commence actuellement à "payer le revers de la médaille" (manque d'espace...).

➤ collecte, traitement et valorisation des déchets

C'est également un des secteurs importants sur l'agglomération qui deviendra s'il est développé un atout pour attirer les entreprises dans les années à venir. Cette préoccupation concernant la collecte, le traitement et la valorisation des déchets va en s'accroissant car s'il ne sont pas pris en compte et si rien n'est fait, cela risque de bloquer le développement d'une agglomération.

Sur l'agglomération, on a constaté le développement d'une filière de tri. Pour la partie incinération, les collectivités locales semblent être en retard car sensibles à l'environnement, elles ne sont pas satisfaites sur le plan environnemental.

➤ les centres d'appels

Ils amènent essentiellement des emplois, mais pas d'entreprises car ils travaillent surtout avec des entreprises parisiennes. Ils ne peuvent pas engager un développement endogène de la région.

Les zones d'activités dotées de services aux entreprises

- les Granges-Galland de Saint-Avertin est une zone axée sur les services aux entreprises. Cela a été une volonté dès le départ ;
- le Quartier de Deux Lions ;
- Equatop à Saint-Cyr-sur-loire réalisée par la CCI a pris cette orientation et possède des services aux entreprises.

Selon Mr VIELFAULT, le phénomène d'externalisation est croissant. Il concerne surtout les activités informatiques. On a d'ailleurs pu remarquer sur Tours une véritable augmentation des activités informatiques.

La CCI de Touraine

Elle se concentre sur son cœur de métier : les services aux entreprises.

Elle a trois grands axes d'action :

- l'appui aux créateurs d'entreprises en les accueillant, les formant et informant, et en les suivant les trois premières années ;
- l'appui aux entreprises commerciales pour encourager le développement de ces activités ;
- l'appui aux entreprises industrielles et aux services aux industriels avec par exemple le Plan Systématique de Visite tous les trois ans qui consiste à la visite de 5 conseillers pour toutes les entreprises de plus de 10 salariés afin de détecter les besoins.

Pour cela, différents outils sont mis en place :

- la recherche de locaux avec le fichier Filoc qui recense les locaux disponibles et met en relation chercheurs et vendeurs ;
- l'organisation d'actions collectives en fonction des besoins avec des réunions sur différentes questions de la gestion quotidienne d'une entreprise pour donner des outils, des informations spécifiques aux entreprises ;
- l'appui aux entreprises avec les maisons des associations économiques de chefs d'entreprises, la CCI offre à la maison de l'association d'une zone d'activités, d'une profession, toute une logistique, des moyens de communication, des réunions de sensibilisation, d'échanges d'expériences.

La CCI a également mis en place un voyage de presse pour faire découvrir à des journalistes de l'extérieur ce qui se fait dans le département et faire connaître les atouts de la région en matière d'implantation. Elle essaie à travers cela de promouvoir le département d'Indre et Loire et la région Centre, et ainsi de susciter l'implantation d'entreprise sur son territoire.

Selon Mr VIEFAULT, actuellement, le rôle de chacun des acteurs économiques n'est pas encore bien "qualifié". La CCI est la mieux placée pour connaître les besoins des entreprises. De l'autre côté, la Communauté d'Agglomération et l'Agence de Développement de Touraine doivent développer une offre adaptée aux besoins dégagés.